

Un reaganisme renoué

S'ils l'avaient pu, les républicains auraient à nouveau investi M. Reagan. A défaut, cette convention de la Nouvelle-Orléans s'est achevée aux cris de « Quatre ans de plus ! », sur le constat d'une volonté unanime : continuer. Et la cérémonie inusitée du passage du flambeau entre le président, initiateur de la « croisade reaganienne », et son dauphin désigné, M. George Bush, n'aura pas été que pur spectacle. Elle a rassuré tous ceux qui doutaient encore du trop fatigué vice-président. Le choix du conservateur Quayle sur le « ticket », trahissant les plus orthodoxes, inquiète des tendances « modérées » de M. Bush.

« Continuer », ce sera donc, comme par le passé, promouvoir une Amérique « forte, libre », et dévotement, surtout, de la tentation d'augmenter ses impôts. Le tout, à peine maquillé aux couleurs plus tendres et plus dans l'air du temps de M. Bush : celles d'une nouvelle approche des problèmes sociaux, et d'une plus grande exigence dans l'éthique gouvernementale.

Aménagements destinés, bien évidemment, à donner certains aspects négatifs de la fin de la présidence Reagan, et à redonner un peu de piment à une Maison Blanche ternie par de multiples scandales. Pour le reste, les républicains peuvent espérer que les rameaux d'olivier de la « Pax Reagania » qui fleurissent un peu partout, de Moscou à Luanda, en passant par Kaboul, estompent les derniers remugles de l'« Irangate », les dernières humiliations du « Panamagate ».

A défaut de violon nouvelle, voilà la machine en place ; mais comment la faire fonctionner ? Car « continuer », c'est aussi prendre le risque de faire du surplace. Difficile pourtant d'insulter l'élan d'une croisade à ceux qui se contentent de monter la garde devant le bas de laine. D'autant que la prospérité a certes efflué, mais ce sont ceux qui en sont les plus repus qui aspirent au changement. Ne dit-on pas que les « yuppies », ces jeunes loups des classes dirigeantes, jusqu'ici reaganiens, se redécouvrent des engagements sociaux ?

La solution, les républicains l'ont comprise, c'est susciter même la menace pour mieux appeler à la défense de l'héritage. En ce sens, l'idée d'un collectif jeune et agressif, permettant de montrer que le reaganisme ne concerne pas seulement le passé, était bonne. Hélas ! avec le choix du très controversé Quayle, l'effet est raté.

En on voit mal comment le tandem républicain pourra tirer le débat électoral loin des questions de personnalité qui lui sont si défavorables, sur le terrain de l'idéologie, point faible des démocrates. Peindre ces derniers, sous le jour de « libéraux irresponsables et dépensiers », a toujours été une tactique républicaine éprouvée. L'ennui, c'est que M. Dukakis, flanqué d'un sénateur Bentsen au conservatisme irréprochable, est, sans doute, ce que le parti démocrate a produit de plus pragmatique, en un sens : de plus... républicain.

Il ne reste plus à M. Bush qu'à espérer que les belles propositions démocrates, il faut le dire assez floues, restent au stade des promesses. Peu confiants, les électeurs se laisseraient alors peut-être séduire par l'appel le plus charismatique de cette campagne : celui des chiffres de l'héritage, dix-sept millions d'emplois nouveaux et 5,4 % de chômage.

(Lire page 3 l'article de J. KRAUZE.)



3790147004500 08200

Les ruptures d'équilibre en Asie du Sud

Birmanie : les manifestants réclament la démocratie

M. Maung Maung, ministre de la justice du gouvernement birman, a été nommé, le vendredi 19 août, président du Parti du programme socialiste, parti unique. Il remplace le général Sein Lwin, qui avait démissionné, il y a une semaine, de ses fonctions à la tête du parti et de l'Etat. Cependant, des centaines de milliers de personnes ont manifesté jeudi dans plusieurs villes du pays, en faveur de la démocratie.

C'est finalement un civil, M. Maung Maung, qui a été choisi par le parti unique pour remplacer le général Sein Lwin. Ministre de la justice, formé en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et âgé de soixante-trois ans, ce juriste est le premier civil à prendre la tête du parti depuis le coup d'Etat du général Ne Win, il y a vingt-six ans.

M. Maung Maung passe pour relativement modéré. Mais, dans un pays aussi longtemps dominé par les généraux, l'influence des militaires ne saurait disparaître en un seul jour.

En choisissant un civil, et non l'un d'entre eux, les généraux, et en premier lieu l'ancien dictateur Ne Win, ont voulu tenir compte de l'exaspération de la population,

et d'une fraction grandissante des élites.

Cela explique que les deux généraux qui étaient également candidats au pouvoir suprême, MM. Aye Ko, numéro deux du régime, et Kyaw Htin, ancien ministre de la défense, se soient vu préférer M. Maung Maung.

Mais ce dernier est également un vieux fidèle du régime, et il risque de ne pas être le mieux placé pour restaurer un véritable pouvoir civil, voire de n'être qu'un simple paravent pour les militaires. Il faudra toutefois attendre de connaître le choix du futur président par le Parlement pour y voir plus clair.

P. de B.

(Lire la suite page 4.)

Pakistan : la mort de Zia est attribuée à un attentat

Les autorités pakistanaises privilégient la thèse de l'attentat pour expliquer la tragique disparition, le mercredi 17 août, dans l'explosion de son avion, du président Zia Ul Haq. Celui-ci sera inhumé samedi à Islamabad, en présence de nombreuses personnalités étrangères. MM. François Mitterrand, Michel Rocard et Roland Dumas ont adressé des télégrammes de condoléances aux dirigeants pakistanais.

Les messages de condoléances continuent de parvenir aux nouveaux dirigeants d'Ismaïabad, en particulier celui du président afghan.

Après les déclarations faites par le chef de l'Etat par intérim, M. Ghulam Ishaq Khan, et par des responsables du ministère de la défense, c'est au tour de M. Mohammad Aslam Khattak, le ministre qui préside le gouvernement intérimaire, de reprendre la thèse du « sabotage », dans lequel une « puissance étrangère » pourrait être impliquée.

Bien qu'aucun nom ne soit prononcé, il est clair que les Pakistanais cherchent des responsables du côté de Moscou ou de New-Delhi, sans toutefois disposer, pour le moment, de preuves. Des experts américains ont quitté les

Etats-Unis pour aider les Pakistanais à déterminer les causes exactes de la catastrophe.

M. Khattak a déclaré que « ce tragique accident semble être dû à un acte de sabotage, car la boîte noire de l'appareil n'a enregistré aucun message sur sa disparition soudaine ». Il a rappelé qu'il y a quelques temps des « ennemis » avaient « projeté d'assassiner des personnalités politiques au Pakistan ». Le président Zia avait été l'objet de trois tentatives d'attentat, selon le quotidien Muslim. « Comment expliquer l'accident autrement que par un sabotage », a affirmé, pour sa part, le ministre de l'information. Le C-130 est l'avion le plus sûr, et il peut atterrir même si ses moteurs tombent en panne.

(Lire la suite page 4.)

Nouvelle-Calédonie

Les négociations proches de leur conclusion.
PAGE 7

Afghanistan

Six cents à huit cents tués dans la destruction d'une base soviéto-afghane.
PAGE 20

Whirlpool-Philips

Création du numéro un de l'électroménager.
PAGE 17

Inondations au Soudan

Les épidémies s'étendent.
PAGE 6

Massacres au Burundi

Des centaines de victimes dans des affrontements ethniques.
PAGE 6

(Lire la suite page 4.)

Les « poissons » à Versailles.
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 20

Prague, vingt ans après



Vellités de « transparence » sous haute surveillance, par Sylvie Kauffmann

La vengeance de l'histoire, par Jiri Peřkan

Les souvenirs très personnels de M. Bilak
Page 5

Demain

La fin du « printemps de Prague », par Georges Penchenier

Un entretien avec M. André Bergeron

La revalorisation des salaires est devenue « un problème majeur »

Secrétaire général de Force ouvrière depuis vingt-cinq ans, M. Bergeron passera le témoin à son successeur le 4 février prochain. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il se refuse toujours à choisir entre les deux candidats à sa succession, MM. Blondel et Pitou : il plaide pour la préservation de l'héritage de FO et réaffirme ses préoccupations constantes, comme le maintien du pouvoir d'achat des salariés, qui prend une particulière acuité.

« Comment voyez-vous le climat social à la rentrée ? Pensez-vous, comme le patronat de la métallurgie, que le calme qui prévalait depuis trois ans appartient au passé ? »

« Des conflits ne peuvent naître que dans la mesure où le climat est fertile. C'est le cas. Je partage donc le point de vue patronal. La rentrée sera plus difficile qu'à l'ordinaire. La CGT, c'est-à-dire le Parti communiste, fera tout pour en rajouter. »

« Qu'est-ce qui amènerait, selon vous, les salariés à être plus

« grévistes » en 1989 que dans le passé ? »

« Les salariés se heurtent à des difficultés. Ils constatent que leur pouvoir d'achat s'est tassé. Or, il faut bien faire face aux nécessités de la vie. C'est pourquoi le problème des salaires me paraît avoir pris une plus grande dimension. »

« Vous aviez dit que s'il y avait des conflits sociaux vous ne joueriez pas le rôle de frein. Allez-vous vous battre pour le maintien du pouvoir d'achat ou pour sa progression ? »

« Le maintien du pouvoir d'achat est quelque chose de très important. Je sais bien qu'il n'est pas de bon ton de parler des fonctionnaires mais cela ne m'empêche pas d'en parler. Les instituts officiels de statistiques reconnaissent que le pouvoir d'achat des salariés de la fonction publique et des entreprises nationalisées a nettement diminué ces dernières années. On ne peut pas demander aux intéressés de s'y résigner jusqu'à la fin des temps. »

« Pensez-vous vraiment que le gouvernement va lâcher du lest ? Ne serait-il pas plus important

pour lui de faire une politique d'aide à l'investissement qui pourrait permettre de favoriser les créations d'emplois ? »

« Si le gouvernement de M. Michel Rocard veut rester fidèle aux discours tenus lors de la campagne électorale, il doit tirer les conséquences de ce tassement du pouvoir d'achat. Cela ne me paraît pas incompatible avec le souci d'améliorer la situation de l'emploi. Selon les statistiques de l'INEDIC, en 1987, on aurait créé entre soixante-dix mille et quatre-vingt mille emplois nouveaux. C'est encore insuffisant puisque, pour maintenir simplement la situation de l'emploi, il faudrait créer entre cent soixante-dix mille et cent quatre-vingt mille emplois par an. »

« Qu'attendez-vous du plan de M. Rocard pour l'emploi : un peu moins de traitement social et un peu plus de traitement économique ? »

« Il ne faut pas développer excessivement le traitement social. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.
(Lire la suite page 16.)

RICHARD BOHRINGER



« C'est beau une ville la nuit devrait donner des envies de lecture à tous ceux qu'on a persuadés, depuis l'enfance, que lire ne servait à rien et qui, aujourd'hui, se retrouvent manqués de leur imagination. Il paraît qu'ils sont tous en train de lire Bohringer. Quelle bonne nouvelle ! » Jocelyne Savignone / Le Monde

156 pages, 55 F

denoël

Football :

entraîneurs sans diplômes

Air, mer, terre. Le week-end sportif commence dans le ciel de Vichy, où, pour la première fois, un championnat du monde de parachutisme rassemblera toutes les disciplines de ce sport. Il se poursuivra, le dimanche 21 août, dans les eaux du Saint-Laurent, avec le départ de la Transatlantique à la voile Québec - Saint-Malo. Le week-end s'achèvera autour des terrains de football par la polémique qui agite la corporation des entraîneurs, réunie en assemblée générale le lundi 22 août. Les entraîneurs étrangers opèrent en France sans diplômes reconnus dans le collimateur. Mais Roland Courbis, l'entraîneur français de Toulon, n'a, lui, pas le moindre diplôme...

Page 8

Chypre, gestes d'hommes et traces des dieux

La table ■ Jeux

Pages 9 à 11

CHRONIQUE DE

1789

L'ANNÉE SANS PAREILLE

30. Les « poissardes » à Versailles

5 octobre 1789

En cette fin d'été, la moisson a été faite, mais le blé n'est pas encore battu et Paris manque de pain. Des incidents éclatent devant les boulangeries ; les files d'attente s'exaspèrent ; des attroupements de femmes se multiplient. Un cortège de plusieurs milliers de personnes part pour Versailles et envahit l'Assemblée nationale. Cela au moment même où les députés délibèrent de l'attitude du roi, qui refuse de promulguer les décrets de l'Assemblée. L'émeute des « poissardes » et le refus — provisoire — du roi se conjuguent étrangement pour faire de ce 5 octobre une journée menaçante.

par MICHEL WINOCK

L'AGITATION a repris en septembre. A l'origine, on doit distinguer — mais ils vont confondre — le problème lancinant, devenu aigu, du ravitaillement et l'irritation causée par les attroupements de Louis XVI, auquel l'Assemblée a demandé de sanctionner les grandes décisions qu'elle a votées. Sur quoi s'établit aussi la rumeur d'un projet de fuite royale vers la citadelle de Metz, pour renouer la contre-révolution, de même avec les émigrés. Marat, dans l'*Ami du peuple*, pousse la manifestation : « Rassemblez-vous donc sur les places publiques, et avisez aux moyens de sauver l'Etat ».

Le 3 octobre, le *Courier de Versailles*, journal fondé en juillet par Antoine Goussier, annonce la nouvelle qui va mettre le feu aux poudres. L'avant-veille, à Versailles, les officiers des gardes du corps ont offert un banquet à ceux du régiment de Flandre, qui venait d'arriver en renfort. Certains, au cours des libations, auraient foulé la cocarde tricolore et arboré la cocarde noire de la reine. Celle-ci leur aurait rendu visite, accompagnée du duc de Bourbon, pour recevoir leurs acclamations. Le récit était peut-être fondé sur un détail exact ; il est douteux qu'il fut entièrement vrai ; il est sûr qu'il était exagéré ; les témoignages ne manquent pas. Quel qu'il en soit, d'un journal à l'autre, d'une bouche à mille oreilles, il n'est bientôt bruit à Paris que de l'ignoble attitude de ces soldats et de la reine. La scène avait frappé, on en fit une chanson :

L'Orgie des gardes-français :

Une voix s'élevait soudain
Crie : « A bas la cocarde ! »
Chacun répond le verre en main :
« Ah ! bravo, camarade ! »

On applaudit avec fureur
A ce mot détestable
Et l'on foule aux pieds, sans pitié,
Le ruban respectable.

Le 5 octobre, Marat appelle aux armes et réclame un « tribu ». Camille Desmoulins dira de lui : « Marat vole à Versailles, revient comme l'éclair, fait lui seul autant de bruit que quatre trompettes du jugement dernier, et nous crie : O morts, levez-vous ! ».

Cependant, les deux « journées » qui vont suivre n'ont pas eu lieu sur une simple rumeur et sur le cri de guerre d'un journaliste solitaire. Elles sont d'abord, et encore une fois, un soulèvement de la faim — ce que l'histoire nomme les « passions de l'estomac » — pour dire qu'elles ont convergé, en ce début d'octobre, avec les « passions de la cervelle ». Dans une large mesure, le cours de la Révolution se confond, notamment en cette année 1789, avec le cours du pain. Un pain rare, coûteux, de qualité incertaine... quand on le trouve ; la difficulté à trouver son pain quotidien provoque déjà les maladies de la cervelle ; la peur de la famine, la conviction d'un complot tramé contre le peuple, la colère contre tous les « accapareurs » vrais ou supposés, du fermier au boulanger, en passant par tous les échelons de l'autorité publique. La crainte du manque aggrave le manque, la hantise de la conspiration conduit à soupçonner la qualité des farines ; on croit aux empoisonnements ; il suffit d'un rien pour déclencher l'imaginaire des ventres-croix. Or, nous voici à la période-clé de la soudure. La moisson a été bonne, mais le blé n'est pas encore battu ; il faut attendre la fin d'octobre pour utiliser la récolte de l'été.

LES nouvelles autorités communales renforcent le Comité de subsistance, envoient des commissaires dans les monlins pour hâter la mouture, activer le battage des grains, acheter si possible, perquisitionner au besoin. Des efforts sans résultat probant. Le maire Bailly en arrive, à la fin d'août, à faire distribuer ce qui était pour l'époque une nourriture de détresse : du riz. L'Assemblée de Versailles, de son côté, vote un premier décret sur les subsistances, le 29 août, lequel, fidèle à la liberté de circulation, ne régle rien pour l'immédiat. Cependant, un arrêt du Conseil d'Etat du 7 septembre autorise la Commune à agir plus directement auprès des fermiers, marchands et municipalités des environs de Paris. Le bilan de ces décisions est décevant ; les arrivages dans la capitale se font chaque jour plus rares.

C'est dans ce contexte d'exaspération alimentaire que les incidents se multiplient et que les journaux haussent le ton. Des manifestations de rue s'improvisent, où l'on note la présence d'une majorité de femmes. Devant les boulangeries, les files d'attente se mettent en place avant le lever du jour, les clients s'inscrivent, en viennent aux mains... Tous les districts signalent troubles et désordres. Parfois, des suspects font les frais de la colère collective et finissent au bout d'une corde, à moins d'en être tirés *in extremis* par la milice locale. A la date du 5 octobre, note Marcel Reinhard, d'après les registres des entrées, il n'était arrivé à Paris, depuis une dizaine de jours, que cinquante-trois sacs de farine et quelques cinq cents setiers de blé. « Du pain ! », voilà le premier mot d'ordre du 5 octobre, celui qui pousse dans la rue des milliers de femmes ; sans la disette, la Révolution eût suivi une autre marche.

A Versailles, cependant, un conflit sourd oppose le roi et son ministère à la majorité de l'Assemblée. Celle-ci exige la promulgation des décrets consécutifs au 4 août et la sanction royale à la Déclaration des droits ainsi qu'aux dix-neuf premiers articles qui étaient la base même de la Constitution. Dans une lettre du 18 septembre, où Necker a mis sa main, le roi a formulé des réserves, notamment à propos de la suppression de la dime et des justices seigneuriales. L'Assemblée a supplié le roi ; celui-ci, pour finir, a accepté la publication des arrêtés issus du 4 août, mais non leur promulgation. De même, pour la Déclaration et les dix-neuf articles, la réponse du roi, donnée le 4 octobre, pouvait être considérée comme une dérobade. L'Assemblée en discute, le matin du 5 octobre, lorsqu'elle apprend qu'une foule parisienne s'est mise en marche sur Versailles. En soi, la nouvelle pouvait inquiéter mais la menace allait servir les desseins des députés dans leur conflit avec le pouvoir exécutif.

Que s'est-il passé à Paris ?

Depuis que le roi montrait ses réticences face à l'Assemblée, le parti patriote connaît de plus belle. Outre Marat, platon isolé, Duport, Camille Desmoulins, Danton (qui présidait le district des Cordeliers), Loustalot et ses *Révolutionnaires de Paris*, et d'autres moins, répandent le mot d'ordre selon lequel il faut arracher le roi aux intri-

Sacrilège : on voit les « bacchantes » chanter, danser, monter sur l'estrade du président, et l'une d'elles prendra bientôt la place dans son fauteuil laissé vide.

gues de la Cour en l'amenant à Paris. Du reste, le cahier de doléances du Tiers parisien en avait déjà formulé le vœu. L'idée avait rebondi, au moment de la bataille sur le veto. On se souvient de la tentative de marche sur Versailles, derrière le marquis de Saint-Hippolyte ; elle avait fait long feu ; l'idée, échappée du café Foy, restait dans l'air. On préparait ou spontanément, la convergence se fit, dans les premiers jours d'octobre, entre la protestation alimentaire et la réclamation politique. L'incident du banquet donné en l'honneur du régiment de Flandre servit en sorte de catalyseur. Le dimanche 4, des femmes se pressaient au Palais-Royal, autour de l'une d'elles qui appelait à marcher sur Versailles.

Le matin du 5, plusieurs attroupements de femmes ont lieu simultanément au faubourg Saint-Antoine et sur les marchés du centre. On insistera ici et là sur le rôle prépondérant des marchandes de la Halle — les « poissardes », — connues pour la verve de leur langage. C'est une exagération. Rivarol, qui nous a laissé un récit aussi partiel que vivant, a pris lui-même le soin de défendre la réputation de ces malheureuses. De fait, l'émeute menée par le Châtelet auprès de trois cent quatre-vingt-huit témoins, et dont la publication aura lieu en mars 1790, ramène la part de cette corporation respectable à ses justes proportions ; à côté d'elles, on a répertorié la plus grande diversité professionnelle et même sociale :



Du faubourg Saint-Antoine aux marchés du centre, plusieurs attroupements de femmes ont lieu simultanément. Des attroupements immortalisés ici dans une gravure allemande anonyme.

les bourgeois, les « femmes à chapeau », n'ont pas manqué à côté des blanchisseuses et des domestiques. Taine insiste beaucoup, quant à lui, sur la présence active des « filles du Palais-Royal », achetées par les « Machiavels de place publique », et flanquées de leurs amants déguisés dans leurs nippes, la barbe affleurant, de plus en plus noire au fil des heures, sous le fard. On sait l'intérêt qu'il y avait à mettre des femmes en avant : cela ne décourageait que mieux les fuils des forces de l'ordre.

QUE la présence de ces gourmandines et de leurs maquereaux soit avérée, il n'empêche que leur action, à supposer qu'elle fut concertée et stégisée, eût été vaine sans la fertilité du terrain où elle se développait. Car, s'il est difficile de mesurer avec exactitude la part de la spontanéité dans ces deux folles journées, il est certain qu'elle a joué le premier rôle. En différents parois, des mères de famille dans l'impossibilité de s'approvisionner en pain ont obligé le bédouin à sonner le tocsin. Leur mouvement, issu de plusieurs quartiers, converge peu à peu sur l'Hôtel de Ville, entraînant derrière lui les passants. Une foule armée de bâtons et de pierres force les portes du palais municipal, dévaste les bureaux, et fait retentir les cloches du beffroi. A 11 heures, la place de Grève est noire de monde.

Vers midi, La Fayette, qu'on ne cessait de réclamer, y parvient enfin. Des femmes avaient crié contre son nom et celui de Bailly. La foule lui demande de l'accompagner à Versailles chercher le roi et sa famille. « Pâle, éperdu, sans énergie et sans dessein déterminé », écrit Rivarol, il flottait sur son cheval au milieu de cette foule immense qui prenait son irrésolution pour un refus, et le pressait de toutes parts. « C'est alors qu'avec ses « volontaires de la Bastille » Stanislas Maillard s'avise de se porter à la tête des femmes pour les mener à Versailles. Au passage, on saisit des canons au Châtelet et l'on engage toutes celles qu'on rencontre à grossir le cortège. Combien sont-elles ? Six mille, sept mille, au moment de la halte, place Louis-XV. Continuant son chemin sur la rive droite de la Seine, la manifestation prendra le chemin de Sévres et de Vincennes.

Cependant, la place de Grève n'a cessé de voir accourir les hommes de la garde nationale, qui sont bientôt quinze mille ou vingt mille à entourer leur chef et à crier eux aussi : « A Versailles ! ». La Fayette, toujours dans l'incertitude, prend finalement un ordre de marche de l'Assemblée de la Commune et entraîne ses hommes — grenadiers, fusiliers, gardes nationaux, auxquels se sont joints quelques centaines d'hommes armés à la diable — à la suite du premier cortège, mais avec cinq ou six heures de retard sur lui.

Pendant ce temps, l'Assemblée délibère sur l'attitude du roi. L'atmosphère est tendue. Pour la première fois, Pétion interrompt à propos de l'incident du banquet. On vient d'apprendre la marche des femmes et l'on décide que Mounier, alors président, conduira chez le roi une députation pour lui faire accepter sans réserve les dix-neuf articles de la Constitution. Le roi, de son côté, chassant sur les hauteurs de Meudon, averti après tout le monde de ce qui se passe, rentre au château, gardant toujours — ordinaire dans l'extraordinaire — ce calme olympien dont on hésite à créditer son cor-

rage ou son inconscience. Sur ces entrefaites, le cortège des femmes a pénétré dans Versailles et s'est dirigé tout droit sur l'Assemblée. Une vingtaine de « poissardes » (le mot est aussi sous la plume de notre ami Duquesnoy) sont admises à entrer derrière Maillard. Celui-ci, qui n'a pas la langue dans sa poche, expose les raisons de cette interruption : Paris manque de pain, Paris veut du secours, l'Assemblée doit l'aider ! La harangue achevée, une vive discussion s'engage. L'archevêque de Paris subit la grêle : « A bas la calotte ! » « A bas les calottes ! », juste avant que les portes ne soient ouvertes et la salle bientôt remplie, sous les yeux tout ronds de notre Duquesnoy, qui rapporte du reste sans la moindre lance de Rivarol cette invasion insolite de « femmes ivres d'eau-de-vie ». De fait, on avait peu mangé pendant ces heures de marche, sous la pluie, dans la boue, mais on s'était soutenu le cœur avec des boissons fortes.

La salle des débats présente alors le spectacle le moins recommandable des Assemblées envahies par ceux que les uns appellent les « masses » et les autres la « populace ». Sacrilège ! Le temple inviolable des représentants de la nation n'est plus

Tard dans la nuit, épuisé, le président finit par lever la séance. Quelques braves, dont Barnave, Pétion et Mirabeau, sont restés à leur place pour ne pas abandonner complètement l'Assemblée aux citoyennes.

qu'un parterre de dévotion où l'on voit les « bacchantes » chanter, danser, monter sur l'estrade du président — l'une d'elles bientôt prendra place dans son fauteuil laissé vide. Duquesnoy décrit alors les sentiments mêlés des députés : la terreur du plus grand nombre, apostrophés par les « sauteuses affamées » — les prêtres en particulier, objets d'une hostilité spéciale, — mais aussi la joie trouble des autres, mélange de perversion et de calcul politique.

Mounier avait quitté l'Assemblée juste au moment où arrivaient les femmes de Paris. De sorte que lui et sa députation sont escortés par une bande de harangères et d'hommes en haillons au « regard féroce », « le geste menaçant, poussant d'affreux hurlements » (dit Mounier). Il est 5 h 30

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Vendredi 19 août : « Les « poissardes » à Versailles », avec Jean-Paul Bataud.
Lundi 22 août : « Le roi ramené à Paris », avec Jean-Paul Bataud.

de l'après-midi, le jour tombe, il pleut toujours ; le président avance péniblement, mais non sans courage. Le roi le reçoit en compagnie d'une douzaine de femmes. Il semble que Louis, incapable de parler aux grands, sache trouver les mots simples qui font pleurer les humbles ; il rassure celles qui juraient encore tout à l'heure de tuer la reine ; oui, on s'occuperait des subsistances de Paris ; oui, vous aurez du secours... Mounier, lui, doit attendre 10 heures du soir pour recevoir la réponse du roi. Celui-ci, après avoir réuni son Conseil, domine enfin son acceptation pure et simple aux termes votés. Ainsi, la Déclaration des droits de l'homme était consacrée par une journée d'émeute.

PENDANT ces cinq heures d'attente, Mounier avait laissé l'Assemblée en proie au plus grand tumulte. Les femmes siégeaient à côté des députés, les « trico-teuses » des galeries répondaient en écho à leurs cris. Seul, on a peu près, Mirabeau, avec sa voix bien timbrée et sa tête de Bon, parvenait à calmer les furies qui l'appelaient leur « petite mère ». Son frère, lui, selon Duquesnoy, profitait de l'occasion pour palper les corsages : « La scène la plus indécente s'est établie dans le sanctuaire des représentants du premier peuple du monde ». La Fayette arrive à son tour à la tête de ses troupes et de ses volontaires, peu avant minuit. Dans la soirée, de graves incidents ont eu lieu aux abords du château. Les gardes du corps ont essuyé des coups de feu tirés de la foule et des rangs de la milice de Versailles, qui l'avaient rejointe. Il y a eu des blessés, des morts. Un cheval tué a même été dépecé et à moitié mangé cru par les assaillants. La Fayette réussit à passer, voit le roi, prend sur lui la défense du château. On confie à ses hommes les postes extérieurs ; les gardes du corps défendent l'intérieur. A la fin, il parvient à convaincre la famille royale d'aller se coucher sur les 2 heures du matin, ce qui devait contribuer à lui valoir le surnom de « Général Morpheus ».

Mounier, lui, était venu entre-temps apporter l'acceptation du roi à l'Assemblée, siégeant toujours. On a applaudi la nouvelle mais les visiteurs du soir ont repris leur vacarme : c'est de pain qu'ils veulent entendre parler. Epuisé, le président a fini par lever la séance, tard dans la nuit. Quelques braves, dont Barnave, Pétion et Mirabeau, sont restés à leur place, pour ne pas abandonner complètement l'Assemblée aux « citoyennes ».

C'est été certainement faire violence à la pudeur que de demander, sur cette courte nuit, un rapport à l'hygiéniste national, le docteur Guillotin. Après tout, ces heures de promiscuité douteuse ne furent qu'un quart de siècle historique. Mais que le roi et la reine, à l'issue d'une telle journée et à la veille d'une autre aussi menaçante, aient pu, eux, trouver le sommeil, voilà qui force notre admiration en faveur d'une époque dont nous avons perdu la sagesse proverbiale : il y avait alors un temps pour tout ! On dormait donc. Mais comme on bivouaque à la veille d'une bataille, autour des feux mal éteints.

Prochaine chronique :
Le roi ramené
à Paris (6 octobre 1789)

La

LA NOUVELLE-ORLÉANS
de notre envoyé spécial

M. Georges B... a vu...
de notre envoyé spécial

Le...
de notre envoyé spécial

Le...
de notre envoyé spécial

Le...
de notre envoyé spécial

Le...
de notre envoyé spécial

Le...
de notre envoyé spécial

Le...
de notre envoyé spécial

Le...
de notre envoyé spécial

Le...
de notre envoyé spécial

ÉTATS-UNIS : la fin de la convention républicaine

La controverse sur le passé militaire de M. Quayle assombrir le « couronnement » de M. Bush

LA NOUVELLE-ORLÉANS
de notre envoyé spécial

M. George Bush n'a vraiment pas de chance, et il en faut pour devenir président des États-Unis. Au dernier soir de la convention républicaine, jeudi 18 août, il a donné le meilleur de lui-même. Comme son rival, Michael Dukakis, un mois plus tôt, il s'est hissé au-dessus de ses maigres talents d'orateur pour prononcer un beau discours, se posant clairement en successeur de Ronald Reagan à la tête du mouvement républicain.

Mais cette soirée qui aurait pu être triomphale a été gâchée, gommée par ce qui est devenu en l'espace de quelques heures télévisées l'affaire Quayle, et menace de virer à la catastrophe.

Le jeune sénateur choisi mardi par M. Bush pour figurer à ses côtés sur le ticket républicain, avait révélé, dès le lendemain, d'inévitables signes de faiblesse par sa manière de répondre aux questions concernant certains aspects de sa vie (le Monde du 18 août). La presse américaine s'est, comme prévu, enfoncée dans la brèche : jeudi, au lieu de s'intéresser à M. Bush qui s'apprêtait à prononcer son discours d'acceptation, tous les journaux télévisés de la soirée ont exploré et commenté un épisode du passé du sénateur de l'Indiana.

L'épisode concerne la manière dont il a effectué son service militaire à partir de 1969. Devenu Quayle, âgé à l'époque de vingt et un ans, est entré dans la National Guard — une formule qui consiste à effectuer des périodes militaires pendant plusieurs années, ce qui permet de poursuivre des études et une vie familiale — mais était aussi à l'époque un bon moyen d'échapper au Vietnam. M. Quayle est loin d'être le seul dans son cas et nombre de ses contemporains adoptaient une solution beaucoup plus simple en allant au Canada pour échapper à la conscription.

Mais le plus « grave » est que, comme il l'avait laissé entendre du bout des lèvres, le jeune homme a été de l'influence de sa riche famille, propriétaire des principaux journaux de son État, l'Indiana, pour se faire admettre dans ce corps très recherché à l'époque. Le coup de fil a été donné par le directeur d'un de ces journaux lui-même, ancien commandant de l'unité locale de la garde, qui naturellement a été retrouvé dès jeudi par la presse.

« Fiasco »

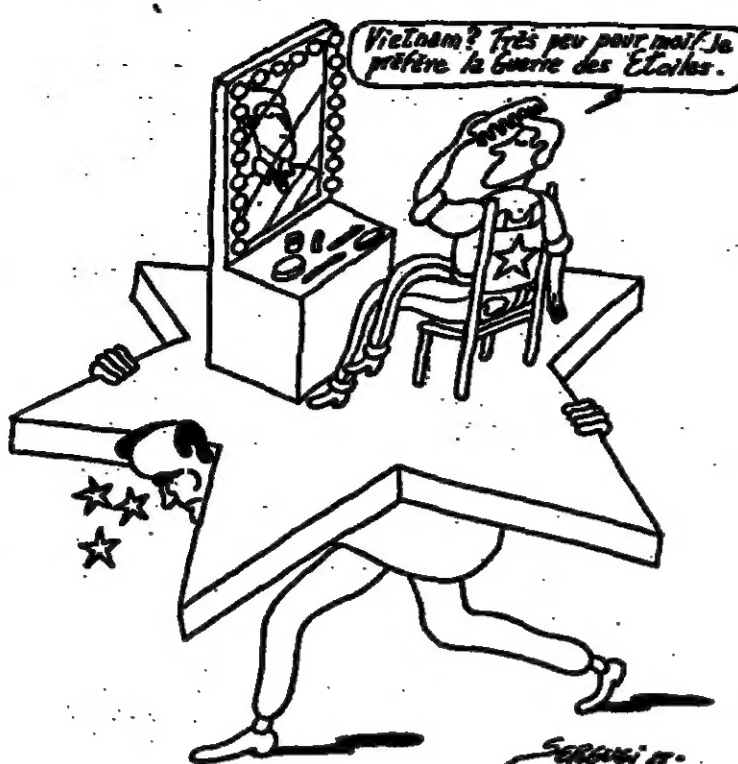
L'affaire peut paraître bénigne mais elle a été « montée » à une vitesse extraordinaire dans les médias et a semé la consternation ou au moins l'inquiétude dans les rangs républicains. Comment un homme sur la défensive pourra-t-il remplir son rôle, qui était clairement de mener une campagne agressive contre les démocrates ? Comment éviter que des Américains modestes, des Noirs, tous ceux qui n'avaient pas les moyens d'échapper au Vietnam, ne se découragent un peu plus de ce « ticket » ?

LA NOUVELLE-ORLÉANS
de notre envoyé spécial

Une orientation résolument droite, assortie de préoccupations sociales et d'un intérêt nouveau pour l'environnement : le programme adopté par les républicains, au cours de leur convention de La Nouvelle-Orléans, est celui d'un parti profondément transformé sous l'impulsion de Ronald Reagan, mais qui entend aussi se battre avec des armes différentes sur le terrain favori des démocrates.

L'idée est de poursuivre sur la lancée de ce qu'on appelle ici la « révolution reaganienne » — un pari sur les individus, libérés de la tutelle de l'État, et l'exaltation d'une Amérique qui a retrouvé confiance en elle-même. Mais, en même temps, il s'agit de montrer que M. Bush peut s'attaquer aux problèmes que les Américains pleurent désormais au centre de leurs préoccupations : la lutte contre la drogue, un effort pour les mal-logés, une aide aux familles qui n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans les crèches, une revitalisation de tout le système éducatif.

Telles sont les intentions, mais le résultat est un programme qui enchante la droite, majoritaire dans



« Fiasco », « tragédie pour M. Bush », a-t-on commencé à entendre, y compris dans la bouche de certains analystes politiques proches des républicains. Les responsables du parti ont déployé tous leurs efforts pour tenter de limiter les dégâts et ont fait savoir que, contrairement à certaines rumeurs, M. Quayle ne serait pas retiré du « ticket ».

De fait, l'ordonnement de la convention n'a pas été bouleversé, le sénateur de l'Indiana a bien été désigné comme le candidat républicain à la vice-présidence et il est venu prononcer son discours d'acceptation, recevant les acclamations rituelles. En particulier quand il a dit crânement qu'il était « fier, oui fier, d'avoir servi six ans dans la National Guard ». Décidément très sûr de lui, il a aussi annoncé que « George Bush et Dan Quayle allaient écrire un nouveau chapitre dans l'histoire glorieuse de la plus grande nation que Dieu ait placée sur cette Terre ». Mais ces fortes paroles n'ont pas dissipé tous les doutes qui pèsent sur son avenir.

Bon nombre d'observateurs estiment qu'il n'en a plus pour longtemps, que la presse ne le lâchera pas et que M. Bush, lui, sera bien forcé de s'en débarrasser. Le cas s'est produit dans le passé. En même temps, on voit mal comment M. Bush pourrait, sans graves dommages pour sa propre candidature, écarter celui qu'il a choisi personnellement au terme d'un processus de sélection présenté comme particulièrement soigneux. En tout état de cause, l'affaire laisse des traces.

Dans son discours, le vice-président est pourtant parvenu pour la première fois à sortir vraiment de l'ombre de Ronald Reagan pour apparaître en pleine lumière. Il l'a fait en quelques phrases simples mais qui ont porté sur son auditoire :

« Pendant sept années et demie, j'ai aidé un président à s'acquitter de la tâche la plus difficile qui soit sur terre (...), mais maintenant vous devez me considérer pour ce que je suis : le candidat républicain au poste de président des États-Unis. Et maintenant c'est moi qui me tourne vers le peuple américain pour partager avec lui mes espoirs et mes intentions... lui dire « pour-quoi et où je veux [le] conduire ».

Beaucoup à faire

Pour le reste, ce fut un discours bien ficelé et très honorablement prononcé, avec ce qu'il faut de formules destinées à faire mal à l'adversaire. Et en même temps sur le ton élevé qui sied aux circonstances ; avec un thème général simple : oui, après le départ de Ronald Reagan, il y aura un tout, état de cause changement. « Mais il faut un changement qui permette d'aller de l'avant au lieu de risquer de revenir en arrière ». Et M. Bush a dénoncé les « mauvais docteurs » qui ont laissé l'Amérique pantelante à la fin des années 70 et qui frappent à nouveau à la porte. M. Bush a, comme il est naturel, repris le thème désormais central de tous les discours républicains et de M. Reagan lui-même : « Il y a huit ans, [nous] avons promis de rompre avec le passé et de rendre l'Amérique à sa grandeur ». Huit ans après, [nous avons] « le plus haut niveau de croissance économique de toute notre histoire et le plus bas niveau de tension dans le monde depuis plus de cinquante ans ».

Mais il a voulu montrer qu'il restait beaucoup à faire : « Soyons francs, les choses ne sont pas parfaites dans ce pays ». M. Bush évoque alors le sort de certains fermiers, de certains ouvriers, des enfants des villes qui « jouent au milieu de morceaux de verre brisé et

de vie brisée », de sans-abri. (...) « Ils sont là, il faut les aider ». Ce passage « social » n'a pas reçu le moindre applaudissement. En revanche, la foule des délégués a réagi avec enthousiasme aux tirades sur la peine de mort, la prière à l'école, le droit de posséder des armes et surtout la promesse de ne pas augmenter les impôts.

Dans un registre plus intime, le candidat républicain s'est attaché à travailler son image, à essayer de faire sentir au public qu'il était autre chose que le patricien qu'on voit essentiellement en lui. Il a parlé de ses débuts au Texas au moment de l'aventure pétrolière, « à trois dans une seule pièce », des communautés de voisinage et des barbeaux si chers à l'Amérique profonde. Tout cela était bien sûr assez fabriqué, mais pas plus que les développements de M. Dukakis sur sa saga de fils d'immigrants. M. Bush s'est aussi efforcé avec un certain bonheur de réduire l'impact des attaques personnelles blessantes dont il a été l'objet de la part des démocrates, en prenant le parti d'en rire : « Quand ma femme m'a vu préparer mon discours, elle m'a dit : Mets-toi à l'aise, enlève tes chaussures et mets ton « pied d'argent » dans la bouche ». Cette image, « George est né avec un pied d'argent dans la bouche », avait fait fureur lors de la convention démocrate. Elle résumait en une formule les origines fortunées et les maladroites de langage de M. Bush.

Mais, après s'être écarté à deux ou trois reprises de son texte (scrit avec l'aide d'une jeune femme à qui l'on doit certains des meilleurs discours de M. Reagan), M. Bush a terminé comme il se doit sur un ton grave et déterminé : « Je vais faire en sorte que l'Amérique continue à aller de l'avant, toujours de l'avant, c'est ma mission et je l'accomplirai ».

Peut-être. Mais, au terme d'une convention qui s'est révélée, contrairement aux traditions, moins bien organisée que celle des démocrates, moins efficace en tout cas en termes médiatiques, la situation de M. Bush n'est pas vraiment brillante. Alors qu'il rattrapait son rival dans les sondages (phénomène normal au moment de la convention de son propre parti) le choix hâtif d'un candidat trop vert risqué de voir compromettre. Si M. Bush peut encore espérer d'accéder à la Maison Blanche, c'est par un chemin plus escarpé que jamais, tandis qu'un véritable boulevard se déroule sous les pieds de Michael Dukakis. Naturellement, on peut aussi dériver sur un boulevard, mais le candidat démocrate est tellement prudent.

JAN KRAUZE.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article de Jan Krauze « Fantasia d'éphémères à La Nouvelle-Orléans » (le Monde du 16 août), une erreur de transmission nous a fait citer La Nouvelle-Orléans comme « capitale de la Louisiane » au lieu de « capitale de la Louisiane ». La capitale de l'État étant, en fait, Baton Rouge.

Le programme : du « reaganisme social »

LA NOUVELLE-ORLÉANS
de notre envoyé spécial

Une orientation résolument droite, assortie de préoccupations sociales et d'un intérêt nouveau pour l'environnement : le programme adopté par les républicains, au cours de leur convention de La Nouvelle-Orléans, est celui d'un parti profondément transformé sous l'impulsion de Ronald Reagan, mais qui entend aussi se battre avec des armes différentes sur le terrain favori des démocrates.

L'idée est de poursuivre sur la lancée de ce qu'on appelle ici la « révolution reaganienne » — un pari sur les individus, libérés de la tutelle de l'État, et l'exaltation d'une Amérique qui a retrouvé confiance en elle-même. Mais, en même temps, il s'agit de montrer que M. Bush peut s'attaquer aux problèmes que les Américains pleurent désormais au centre de leurs préoccupations : la lutte contre la drogue, un effort pour les mal-logés, une aide aux familles qui n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans les crèches, une revitalisation de tout le système éducatif.

Telles sont les intentions, mais le résultat est un programme qui enchante la droite, majoritaire dans

le parti, y compris les militants religieux républicains, entre autres, par le « télévangélisme ». Pat Robertson, et laisse amener bon nombre de modérés — une espèce en forte diminution au sein du Parti républicain (25 % des délégués se définissent comme tels) et encore plus la poignée de « libéraux » (l'extrême gauche relative) qui subsiste encore parmi les républicains. Ainsi, lorsque le propos de l'avortement, pour lequel les républicains excellent toute prise en charge, même en cas de viol ou d'inceste, une déléguée a fait valoir que son parti « manquait de compassion », on lui a coupé le micro (l'incident s'est produit quelques jours avant la convention elle-même).

● En matière économique, les républicains s'opposent à « toute augmentation des impôts » et promettent même une réduction à 15 % de l'impôt sur les gains en capital. Ils proposent un « gel flexible » des dépenses courantes de l'État, une notion bien vague, qui apparaît comme l'une des sources de sécurité introduites dans un programme par ailleurs rigide.

Les républicains se prononcent aussi pour un amendement à la Constitution imposant l'adoption par le Congrès de budgets équilibrés, ce qui a toutes les chances de rester un vœu pieux, à la fois parce qu'un tel amendement serait à peu près impraticable et parce

qu'il se heurterait aux démocrates, assurés de garder le contrôle de la Chambre des représentants. Pour ce qui est du bien-être des individus, les républicains rappellent que l'essentiel est, comme ils l'ont fait sous Reagan, de créer des emplois et d'augmenter la richesse du pays et donc les chances de promotion de chacun. « Nous sommes le parti du vrai progrès social », ils s'opposent à des augmentations du salaire minimum, « destructrices d'emplois », et préférent améliorer la situation des pauvres en accordant des « crédits d'impôt » (sorte d'impôt négatif) à ceux qui travaillent.

De même, ils annoncent leur intention de verser une allocation aux familles les plus modestes pour les aider à mettre leurs enfants à la crèche ou à la maternelle ou bien à permettre aux mères de rester au foyer pour s'en occuper. Les démocrates proposent, eux, des solutions plus dirigées, accordant une aide aux seules familles où la mère travaille et qui envoient leurs enfants dans des établissements agréés par l'État. Ce problème des crèches peut revêtir une importance considérable dans la campagne et beaucoup d'observateurs estiment que M. Bush a marqué un point en l'abordant de cette manière.

● En politique étrangère, les républicains se retranchent sur les

positions reaganiennes — version dure. Ils saluent les progrès réalisés dans les relations avec l'URSS mais appellent à la prudence face à « la longue tradition des communistes en matière d'expansionnisme et de fausses promesses ». Ils envisagent un déploiement accru des systèmes de défense spatiale, alors même que M. Bush passe pour ne pas être un inconditionnel de l'OSD.

En Amérique centrale, ils veulent ramener l'aide aux « contras », et de l'Afrique australe, où, tout en considérant l'apartheid comme « moralement répugnant », ils ne veulent pas envisager de sanctions économiques qui se retourneraient contre les Noirs d'Afrique du Sud.

Enfin, à propos du Proche-Orient, ils réussissent l'exploit d'être encore plus loin que M. Dukakis et les démocrates en matière de soutien unilatéral à Israël. Non seulement ils affirment, comme leurs adversaires, que les États-Unis sont liés à Israël par « une relation morale et stratégique » qui devra être « solidifiée » et « institutionnalisée », mais ils s'opposent aussi explicitement à « la création d'un État palestinien indépendant », considéré comme incompatible avec « les intérêts d'Israël, de la Jordanie et des États-Unis ».

J.K.

LIBAN : après le report de l'élection présidentielle

- M. Frangie reste en lice
- Le camp chrétien cherche un candidat de compromis « modéré »

BEYROUTH
de notre envoyé spécial

S'il fallait jouer des symboles, comment ne pas constater que le Parlement libanais, convoqué sans succès le jeudi 18 août pour élire un successeur au président Gemayel (nos dernières éditions du 19 août), s'est partagé exactement par moitié — trente-huit députés sur soixante-seize encore vivants — ce qui a provoqué un report sine die de la séance par défaut de quorum fixé, en définitive, à cinquante et un parlementaires. Match nul, pourrait-on croire, dans le bras de fer engagé par alliés interposés entre Damas et Washington.

Pourtant tout n'est pas si simple. D'abord, pour Damas, qui s'était engagé à fond derrière la candidature de l'ancien président, M. Soléman Frangie, le faible nombre de députés présents n'est pas un succès, même si, comme nous l'avons déclaré le fils du candidat, M. Robert Frangie, « celui-ci constitue plus une preuve éclatante des pressions auxquelles ont été soumis les députés du camp chrétien ou qui y résident, que du réel rapport de forces entre les deux camps ». Cela, a-t-il ajouté, « renforce notre détermination à maintenir sa candidature jusqu'à son élection ».

Dans l'Est chrétien, où l'on célèbre la « victoire » du boycottage réussi de ce premier tour électoral, le ton est aujourd'hui au compromis et il semble, en tout cas que, pressées par la nécessité, d'une part, et les conseils des États-Unis et du Vatican, notamment, d'autre part, les diverses forces politiques de l'Est, c'est-à-dire le président de la République, la milice des Forces libanaises, l'armée et le patriarcat maronite, aient enfin décidé de s'entendre pour se mettre d'accord sur un candidat acceptable par tous et qui serait présenté à Damas par l'intermédiaire de Washington.

Le chef de la milice chrétienne des Forces libanaises, M. Samir Geagea, déclarait, jeudi soir : « Nous allons trouver un candidat modéré, c'est-à-dire acceptable par toutes les fractions politiques présentes. Les Libanais et les non-Libanais ». Interrogé sur le maintien ou non du veto que sa milice avait posé contre une éventuelle candidature du chef de l'armée, le général Michel Aoun, M. Geagea s'est contenté de répondre : « En politique, rien n'est immuable ». En fait, des contacts ont déjà eu lieu entre les émissaires des Forces libanaises et ceux du général Aoun, qui ont permis de détendre sérieusement l'atmosphère et d'envisager peut-être une rencontre entre les deux hommes.

Reste à savoir pourtant quel sera le marché conclu entre les diverses forces politiques de l'Est dont les antagonismes, mis au second plan aujourd'hui, n'ont pas disparu pour autant, et surtout, comment régnera la Syrie.

Plusieurs hypothèses sont envisageables, y compris celle du blocage absolu si Damas maintient son appui à la candidature de M. Frangie. En effet, déclarait encore M. Geagea, « tant que l'ancien président sera en lice, nous boycotterons les élections ». Dans ce cas, si aucun président n'était élu avant le 23 septembre, date d'expiration du mandat de M. Amine Gemayel, celui-ci formerait un gouvernement provisoire qui pourrait être constitué uniquement de chrétiens, ce qui signifierait

alors, d'une certaine façon, la partition du pays. Certains leaders politiques à l'Ouest, accusent d'ailleurs M. Gemayel de jouer cette carte, soit justement en faveur de cette partition, soit, au contraire, pour pouvoir ensuite négocier avec Damas le renouvellement de son mandat.

On n'en est pas là, mais, d'ores et déjà, il semble acquis que l'élection d'un nouveau président, si on trouve un terrain d'entente, ne va pas intervenir avant la mi-septembre ou même quelques jours seulement avant la date fatidique du 23, qui marque la fin officielle du mandat de M. Gemayel. Tout dépendra, en fait, des calculs de Damas et de la possibilité du dialogue syro-américain.

Députés séquestrés

La séance de jeudi a montré les limites d'intervention des deux camps, et les accusations mutuelles ne vont pas aider à détendre l'atmosphère. A peine la séance terminée, en effet, ces accusations se sont multipliées de la part de plusieurs députés présents et du ministre de l'Intérieur, M. Abdallah Racy, gendre de M. Frangie, à propos des pressions exercées dans le camp chrétien pour empêcher les parlementaires de se rendre en séance.

Il semble bien, en tout cas, que, en plus du mot d'ordre de boycottage adressé mercredi aux députés résidents à l'Est, plusieurs d'entre eux aient été soit séquestrés, soit carrément enlevés le temps de la séance parlementaire. Bien qu'il soit impossible de faire la part de ce qui relève de la réalité ou de la comédie, des cas précis ont été signalés.

Ainsi celui de M. Mikhaïl Daher, enlevé avant son arrivée au Parlement et relâché en fin d'après-midi, ou celui de M. Hamid Dekroob, enlevé par trois inconnus alors qu'il faisait son jogging le jeudi matin à Beit-Méry, dans la banlieue chrétienne. Plusieurs députés ont, d'autre part, affirmé avoir été séquestrés chez eux.

M. Abdallah Racy, à pour sa part, affirmé que, outre ces deux cas, une quinzaine de députés avaient été « soumis à de telles pressions qu'ils avaient renoncé ». Il a accusé l'armée « de n'avoir pas accompli la mission dont elle avait été chargée puisqu'elle n'avait pas intervenu, malgré les demandes qui lui avaient été adressées par ces députés ».

L'armée, dont le commandant en chef, le général Michel Aoun, fait encore plus qu'hier figure de candidat potentiel, n'a pas encore réagi à ces accusations. Selon une source militaire, la troupe est bien intervenue à quatre ou cinq reprises, mais pour constater que les députés ne voulaient pas, en fait, se rendre au Parlement. Toutefois, s'il ne fait aucun doute que des pressions ont bien été exercées, celles-ci ont eu lieu aussi en sens contraire à l'Ouest, où deux députés, qui ont requis l'anonymat, ont affirmé avoir été « invités » par des responsables militaires à se rendre au Parlement. C'est, en tout cas, le comportement du chef de l'armée qui est dénoncé avec le plus de virulence dans le camp des alliés de Damas, où l'on souligne que, en agissant ainsi, celui-ci a perdu toutes ses chances d'être un candidat de recours.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Israël et les territoires occupés

Mise hors la loi des « comités populaires »

Le ministère israélien de la Défense a annoncé, le jeudi 18 août que les comités populaires palestiniens des territoires occupés étaient désormais illégaux et que les membres seraient désormais passibles de dix ans de prison ferme.

Les comités populaires ont été créés progressivement depuis le déclenchement du soulèvement en décembre pour organiser la vie quotidienne dans les territoires occupés. Un de leurs objectifs est de couper les ponts avec l'administration militaire israélienne tout en mettant en place des institutions parallèles et autogérées. Selon le communiqué du ministère de la Défense, ces comités ont été créés par des militants « d'organisations terroristes et sont dirigés, contrôlés et financés par ces organisations ».

L'annonce du ministère de la Défense constitue une nouvelle étape dans la lutte sans merci engagée contre les comités populaires par les autorités. M. Rabin avait réaffirmé mercredi sa volonté de « neutraliser » ces comités qui visent à « institutionnaliser le soulèvement dans les territoires » (le Monde du 19 août).

Des manifestations ont eu lieu jeudi dans les territoires occupés, faisant huit blessés palestiniens, pour protester contre l'expulsion mercredi de quatre Palestiniens vers le Liban et l'annonce de l'expulsion prochaine de vingt-cinq autres, accusés d'être membres des comités et représentant toutes les tendances du mouvement palestinien. Quinze d'entre eux devaient engager vendredi une procédure d'appel qui retarderait leur expulsion. — (AFP).

Europe

TCHÉCOSLOVAQUIE : le vingtième anniversaire de l'intervention soviétique

Vellités de transparence sous haute surveillance

PRAGUE
de notre envoyée spéciale

Officiellement, cela s'appelle Parc de culture et de repos. Les Français l'appellent plus simplement « parc Fucik » : à vrai dire, le repos y est plutôt difficile à trouver, dans la cacophonie hurlante des tubes disco déversés par les haut-parleurs des manèges et de la grande roue. Quant à la culture, elle relève davantage du jeu de piste, patiemment suivi par quelques aficionados entêtés. Pourtant, l'exposition « Salon 88 », que l'on finit par dénicher dans deux pavillons distants de plusieurs centaines de mètres l'un de l'autre, a constitué cet été une innovation culturelle dans la Tchécoslovaquie normalisée en voie de restructuration.

Plus d'un millier de toiles, de sculptures et de dessins s'y bousculent. Seule condition pour y exposer : être membre de l'Union des artistes, association officielle, ou de la Fondation artistique, plus ouverte aux jeunes artistes. La censure, dit-on, ne s'est pas ingérée dans la sélection.

quotidien du Parti, dont on vend désormais, disent-ils, jusqu'au dernier exemplaire. « C'est pour les informations sur l'Union soviétique », rétorquent les mauvaises langues.

Depuis le dernier « printemps de Prague », c'est-à-dire depuis le plénum de décembre 1987 (en cours duquel M. Milos Jakes a remplacé M. Gustav Husak à la tête du PCT), ironise un jeune fonctionnaire, on observe dans notre presse une certaine « glasnost », décidée d'en haut et clairement limitée à certains sujets : l'écologie, les problèmes de société, certains thèmes socio-économiques. Mais on ne touche ni à l'histoire, ni au Parti, ni à 1968. Les locomotives de cette « glasnost » la « tchèque » sont Rude Pravo et Kmen, le nouvel hebdomadaire de l'Union des écrivains, qui eu fut privé pendant près de vingt ans.

Le rédacteur en chef de Kmen, Karel Sys, un poète de quarante-deux ans, ne cache pas que la tâche est rude. « Il n'y a pas eu de magazine littéraire pendant longtemps, les écrivains ont dû s'y habituer. La littérature, une certaine manière,

cela, nous n'abandonnerons pas. Nous sommes la génération des années 60, abîmée, amputée ».

On a vu plus offensif... surtout en Tchécoslovaquie. La prudence de ce magazine fera dire à un intellectuel qui a refusé toute compromission : « Tout est relatif. Comparé à l'annuaire téléphonique, Kmen est intéressant. Comparé à la presse soviétique, c'est nul ».

« D'ici deux ou trois ans... »

Karel Sys n'éprouve aucune sorte de tendresse pour les dissidents, mais il avoue lire Lidove Noviny, « lorsqu'il l'a sous la main ». Cette publication mensuelle, qui paraît, elle aussi, depuis janvier, cherche, à sa manière, à forcer la « glasnost ». C'est le dernier-né de la presse clandestine, édité par un groupe d'intellectuels d'opposition, dont le dramaturge Vaclav Havel. Créé en 1982, titre prestigieux de la presse quotidienne tchécoslovaque de l'entre-deux-guerres, Lidove Noviny (le Journal populaire) cessa de paraître en 1955, après s'être forgé une solide réputation d'indépendance.

Une tentative de ressusciter le titre fut compromise par l'arrivée des chars soviétiques en 1968.

Vingt ans après, avec les moyens du bord et de la normalisation, une douzaine d'opposants, dont plusieurs journalistes, décident que le temps est venu d'agir en grand jour : on les de la dernière page de leur journal, ils révéleront le nom du rédacteur en chef, son adresse et la composition du comité de rédaction. Huit mois plus tard, tous sont toujours en liberté. Après quelques perquisitions initiales, la saisie du premier numéro zéro, la police a décidé de laisser faire. Le comité de rédaction a demandé l'enregistrement officiel de la publication. Sans succès pour l'instant, bien sûr...

Mais un étrange modus vivendi semble s'être tacitement établi entre la rédaction et les autorités. Lorsque le rédacteur en chef, Jiri Ruml, est convoqué au bureau de la censure, dans les locaux du ministère de l'Intérieur. Il s'y rend en compagnie de son avocat, et tous deux sont accueillis avec café et cigarettes. Dans le cours de la discussion, menée sur un ton courtois, le fonctionnaire de la censure admet sans difficulté : « D'ici deux ou trois ans, tout le monde écrit ce que vous écrivez aujourd'hui ».

Car, comme du paradoxe, Lidove Noviny, malgré son tirage confidentiel (quelques centaines d'exem-

plaires qui, assurent les journalistes, sont ensuite recopiés par les lecteurs) dû aux difficultés techniques, en arrive parfois à se substituer à la presse officielle. Ainsi lorsque la Pravda de Bratislava interrompit la publication des Mémoires de Vasil Bilak, le très conservateur numéro deux du PCT, parce qu'il comportait des passages compromettants, Lidove Noviny se procura l'original et publia les Mémoires sous forme de feuilleton. (voir encadré) « Cela a un succès fou », affirme un membre de la rédaction. Le mensuel, qui tente de rassembler davantage à un « vrai » journal d'informations qu'à une feuille militante, publie aussi du matériel sur l'URSS, en général traduit de la presse soviétique, que la presse tchécoslovaque n'a pas jugé utile de reproduire. Bilak et Opotnik publiés en samizdat en Tchécoslovaquie, qui l'eût cru il y a quelques années ?

« Le pouvoir a perdu le monopole de l'information, estime un journaliste dissident. De plus en plus de Tchécoslovaques captent la télévision allemande ou autrichienne, sans parler de la télévision soviétique. Mais pour l'heure, les rédacteurs en chef des journaux sont toujours les mêmes, le journal télévisé est digne des grandes heures du brejnevisme et le renouveau culturel va à la vitesse de l'escargot ».

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Diminutif de Vaclav.

● Interpellations. — La police tchécoslovaque a enlevé, le jeudi 18 août, au bout de quelques minutes, deux grandes banderoles réclamant la « liberté » et le départ des troupes soviétiques sur le place Venceslas, en plein centre de Prague. Les membres du Parti radical (italien, formation européenne) qui les avaient déployées ont été interpellés. (Nos dernières éditions du 20 août.)

Au moins huit militants radicaux ont été expulsés de Tchécoslovaquie après y avoir distribué des tracts à l'occasion du vingtième anniversaire de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie, dans la nuit du 20 au 21 août 1968. Devant mettre fin au « printemps de Prague ».

A Moscou, les autorités ont interdit un rassemblement qui projetait de tenir un mouvement indépendant, l'Union démocratique, le 20 août, sur le thème « Un peuple qui opprime les autres peuples ne peut pas être libre ». — (AFP.)

POLOGNE

Le mouvement de grève s'étend

Les ouvriers des chantiers navals de Gdansk ont décrété le vendredi matin 19 août, à l'issue d'un meeting au cours duquel M. Lech Walesa a pris la parole, l'état de « préparation à la grève », menaçant de cesser le travail dès lundi si le pouvoir ne s'engageait pas à légaliser Solidarité. Parallèlement on apprend que le mouvement de grève s'était étendu jeudi soir à quatre nouvelles usines de charbon et affectait donc désormais neuf centres d'extraction, ainsi que le port de Szczecin.

Les grévistes, qui seraient environ dix mille, réclament le rétablissement de Solidarité et des augmentations de salaires.

Le président de Solidarité, Lech Walesa, a apporté son soutien total aux grévistes depuis Gdansk. La grève, a-t-il estimé, constitue un combat pour contraindre le pouvoir à entreprendre de « véritables » réformes politiques et économiques. M. Walesa a accusé le général Jaruzelski d'« égoïsme » et d'« aveuglement » face à la situation catastrophique de la Pologne.

En Haute-Silésie, la grève touche trois mines à Jastrzebie. L'une d'elles, Manfrest-Lipow, est occupée depuis lundi soir. Les négociations qui y avaient été engagées mercredi entre la direction et le comité de grève ont été interrompues.

Dans la grande mine Andalszka de Piekary-Salakie, près de Katowice, la capitale de la Haute-Silésie, 2000 mineurs ont débrayé. Enfin, les employés d'un autre centre

minier, à Kaczycze, non loin de la frontière polono-tchécoslovaque, refusent toujours, depuis mercredi, de rejoindre leur poste de travail.

Mais c'est surtout à Szczecin, port du nord-ouest de la Pologne, que la contestation s'est considérablement amplifiée jeudi. Plus de 3000 dockers ont cessé le travail. L'administration a décidé de fermer les caennies du port afin de contraindre les grévistes à quitter les lieux. Le mouvement s'est également étendu aux dockers de l'autre port de la région, Swinoujscie.

A Szczecin, les conducteurs d'autobus et les mécaniciens de la société des transports en commun (WPK) se sont également mis en grève jeudi. Ces employés et les dockers ont constitué un comité de grève conjoint, qui a adressé un message au général Jaruzelski pour l'inviter à discuter directement avec lui.

De son côté, le ministre du travail, M. Ireneusz Sekula, a lancé un ultimatum aux grévistes, qui a été lu à la télévision, en les invitant à cesser leur action vendredi au plus tard, sous peine de sanctions, y compris de licenciement. — (AFP, Reuter.)

● IRLANDE DU NORD : meurtre d'un catholique. — Un catholique a été tué par balles le jeudi 18 août par deux hommes masqués, dans un quartier au nord de Belfast, a indiqué la police. Il s'agit probablement d'une opération de représailles après le meurtre d'un protestant, la veille, revendiqué par l'IRA (Armée nationale de libération irlandaise), estime-t-on à Belfast. — (AFP.)

Les souvenirs très personnels de M. Bilak

M. Vasil Bilak, actuel numéro deux du PCT tchécoslovaque et l'un des quatre membres du présidium du parti (sur un total de onze) à avoir approuvé l'intervention soviétique en 1968, a consacré ses souvenirs de la réunion dramatique du présidium du 20 août 1968, au moment où quelque six cent mille hommes du pacte de Varsovie pénétraient sur le territoire tchécoslovaque. En voici des extraits publiés par Lidove Noviny :

« Dubcek se mit à pleurer, débouonna sa chemise et s'écria : « Qu'est-ce qu'ils m'ont fait, mon Dieu. Qu'est-ce qu'ils m'ont fait ? », et il déclara qu'il démissionnait de son poste de premier secrétaire du PCT. »

« Je me suis rappelé que, peu auparavant, il avait menacé, à la fin, armées alliées intervenaient, de se suicider. Je suivais toujours, le jeu de ses mains. J'étais assis à deux mètres de lui et j'étais décidé à tout faire pour empêcher un quelconque geste irréfléchi qui aurait pu faire de lui un martyr. »

« Dubcek ne réagissait plus. (...) C'était le moment opportun pour Krigel (seul des dirigeants tchécoslovaques emmenés de force en URSS à avoir refusé de parapher les « accords » de Moscou quelques jours plus tard). Il se leva et com-

mença à déverser toute sa colère, sa haine. Je n'ai jamais été raciste, nationaliste. (...) Dans chaque peuple, il y a de bonnes et de mauvaises gens, des héros et des lâches. (...) Je ne portais pas d'autre jugement sur les Juifs. »

(Mais certains) sont des socialistes. Ce sont les ennemis les plus féroces du progrès, de la civilisation, de l'humanité et du bonheur. (...) Krigel y appartenait. (...) Il avait une nuit pour détruire notre culture, l'héritage de nos pères. »

« Le présidium termina sa réunion le 21 août à 2 h 15 du matin. (...) Les éléments contre-révolutionnaires prenaient l'initiative. Les bandes fanatisées, incitées par la radio, détruisaient les poteaux indicateurs, enlevaient les plaques des rues, pensant que les unités soviétiques n'allaient pas trouver Prague et les objectifs décités. »

« Par l'intermédiaire de la radio, on indiquait qu'il fallait liquider les traîtres. Les premières potences apparurent où pendaient des figurines de Bilak, Kolder, Indra (actuel président du Parlement), Jakes (actuel numéro un) et d'autres. (...) Ces bandes fanatisées avides de sang (...) occupent la rue inspirément. » — (AFP.)

tion des œuvres présentées — une grande première. « Ce n'est pas une très bonne exposition, commente l'écrivain Jiri Krima, qui n'a pas réussi à faire publier un seul de ses livres dans son propre pays depuis 1970, parce que, après vingt ans, nous n'avons pas de très bon peintres. Mais c'est une exposition intéressante. »

A première vue, tableaux et sculptures sont d'un conformisme qui en dit long sur l'indigence culturelle imposée aux Tchécoslovaques par les rigueurs d'un hiver de vingt ans. En y regardant de plus près, on perçoit cependant quelques audaces, un abandon du modèle traditionnel de l'art socialiste. Intitulé Vasek (1), le portrait d'un homme barbu, portant dans ses mains un Christ en croix qui sort du tableau, en relief, n'est autre que celui d'un célèbre activiste catholique, Vaclav Benda, l'une des bêtes noires du régime. Le pape, Kafka et Gorbatchev fournissent les thèmes des œuvres les plus osées, ensemble ou séparément d'ailleurs. Le secrétaire général du PCUS n'avait sans doute pas songé qu'il figurerait un jour, dans une salle d'exposition à Prague.

L'activisme des lecteurs

Et pour les jeunes artistes, la « perestroïka » est désormais une source d'inspiration aussi prise que les boîtes de Coca-Cola, comme en témoigne cette Variation sur un thème étranger, de Vaclav Sramek, qui, sous l'inscription « Perestroïka n° 7 », représente une série de « P » et de « A » et leur reflet à l'envers, au-delà d'une zone de flou.

Si timides et si rares — soient-ils, ces signes novateurs apparaissent à certains comme autant de fissures dans l'immobilisme de la société tchécoslovaque. D'autres cherchent des signes parallèles dans la presse, cette presse qui fut l'un des symboles du « printemps de Prague » avant d'être muséifiée. Les responsables de Rude Pravo font état d'un regain d'intérêt considérable pour le

a perdu sa crédibilité. Certains de nos auteurs ont tout simplement cessé d'écrire il y a vingt ans, ou s'écrivent que sur 1968. Mais maintenant, les gens se remettent à lire la presse. Ils voudraient que nous fassions preuve de la même franchise que la presse soviétique. Nous recevons un nombre incroyable de lettres, on n'était plus habitué à cet activisme des lecteurs, même si beaucoup nous écrivent pour nous critiquer. »

Que disent donc ces lecteurs ? « Ils demandent que nous attaquions de front la question du vingtième anniversaire [de l'intervention soviétique], répond Karel Sys. Ils demandent que nous présentions un éventail d'opinions le plus large possible. Et bien sûr, ils demandent une réévaluation de 1968. C'est très difficile. (...) Nous nous sommes fait une forme littéraire. Il est difficile de prendre position politiquement, lorsque même les Soviétiques ne prennent pas vraiment position là-dessus. (...) Ils disent que l'intervention ne pourrait pas se produire aujourd'hui, mais ils n'éprouvent pas le besoin de procéder à une nouvelle analyse. »

Face au « traumatisme de 68 », reconnaît Karel Sys, des « frictions » se produisent inévitablement avec l'Union des écrivains sur l'opportunité de publier tel ou tel texte, quand elles ne sont pas anticipées par le réflexe d'autocensure. Selon des lecteurs attentifs, après quelques premiers numéros prometteurs, dès sa parution début janvier, Kmen a dû mettre de l'eau dans son vin, en particulier à la suite de la visite qu'aurait effectuée à la rédaction M. Jan Fojtik, l'un des membres de la direction tchécoslovaque chargé de l'écologie. « Depuis, il faut vraiment lire entre les lignes », relève un lecteur. Parmi les « audaces » de Kmen, on cite cette interview d'un poète évincé des publications officielles, Vaclav Hous : la normalisation, a-t-il déclaré à Kmen, a « déformé les idées du socialisme et du communisme qui étaient remarquablement réapparues chez les gens en 1968. Tant que nous ne reconnaitrons pas

POINT DE VUE

La vengeance de l'Histoire

par Jiri Pelikan
député au Parlement européen,
Directeur de la télévision
tchécoslovaque lors
du « printemps de Prague ».

ÉTRANGE vengeance de l'Histoire : vingt ans après, le régime mis en place par Brejnev à Prague a peur, peur que le socialisme rénové de Gorbatchev ne pénètre jusqu'en Tchécoslovaquie.

Tandis que, en URSS, des hommes nouveaux lancent une politique nouvelle, à Prague le même groupe dirigeant, issu de l'intervention militaire du 20 août 1968 et de la normalisation, demeure. En apparence, il soutient la politique de Gorbatchev. Mais, privé du support de l'opinion publique, il continue à gouverner par la répression et la censure.

Pourtant, il serait faux de penser que rien ne bouge dans la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui. Le réveil et le développement d'une société civile, qui se manifestent par l'existence de mouvements indépendants comme la Charte 77, le Comité pour la défense des citoyens injustement poursuivis (VONS), l'initiative démocratique, les groupes écologistes, pacifistes, les groupes de rock et, enfin, le grand réveil de la foi religieuse constituent la nouveauté essentielle. Le secrétaire du comité central du PCT ne s'y est pas trompé, qui dénonçait au mois de mai, dans une circulaire confidentielle, le morose des forces « antisocialistes ».

Explosions spontanées.

Ces mouvements sont, sans doute, le fait d'une minorité active de citoyens dont la majorité s'est retranchée derrière sa vie privée, tout en suivant avec un intérêt nouveau ce qui se passe en Union soviétique. Mais leur influence dépasse largement les frontières de la « dissidence ». Ils invitent le pouvoir à un dialogue, sur des propositions concrètes et constructives. Pour l'instant, le régime refuse ce dialogue. Mais il n'est pas exclu que, sous la pression des événements en URSS, il se trouve des gens qui, à l'intérieur même du système tchécoslovaque, surtout au sein de la nouvelle génération, commencent à rechercher un consensus avec la population. Les conditions de la renouveau, l'initiative réformatrice du haut seraient ainsi créées. Mais l'exemple

soviétique montre bien que, pour être crédible, la nouvelle politique requiert des hommes nouveaux.

Sous la surface se préparent d'importants changements. D'autant plus que, aujourd'hui, ce n'est plus seulement l'URSS, mais l'ensemble des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est qui sont en mouvement. Si les dirigeants de ces pays n'ont pas le courage de mettre en œuvre des réformes économiques et politiques radicales, ils s'exposent à des explosions spontanées — sociales et nationales — de mécontentement populaire.

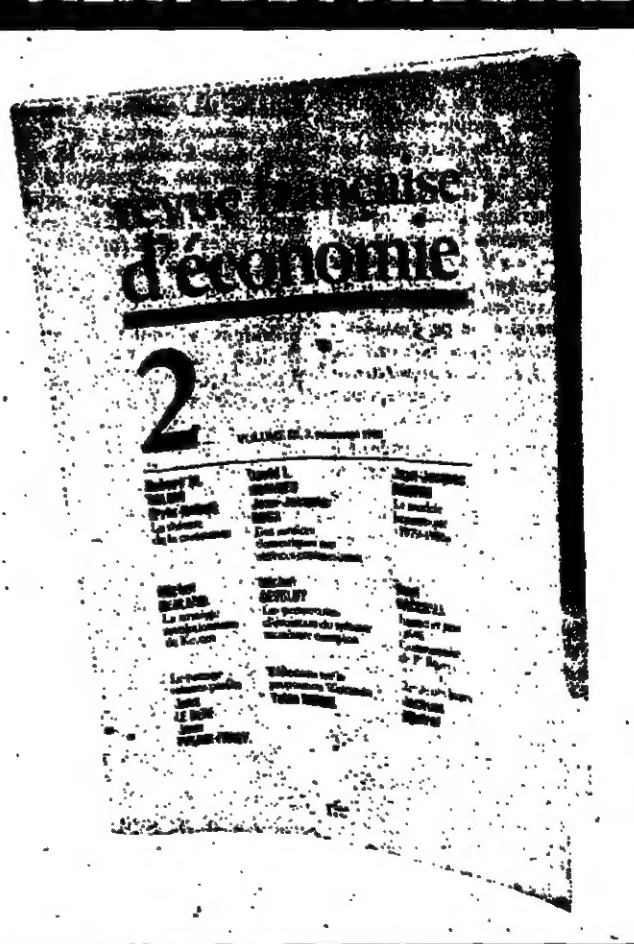
Il est dans l'intérêt des nations de cette partie-ci de l'Europe — celle que souvent l'Occident appelle simplement « l'Europe », oubliant l'autre partie — que cette menace ne se concrétise pas. Car elle n'aboutirait pas à une « explosion de l'empire », mais à une répression massive avec un danger d'instauration de dictatures militaires de type stalinien.

C'est précisément pour cela qu'il faut demander à Mikhail Gorbatchev de prendre publiquement ses distances avec la « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée, et de reconnaître que l'intervention militaire contre la Tchécoslovaquie était une erreur, une erreur qui ne peut être répétée. Gorbatchev laisse entendre qu'une telle intervention ne serait plus possible aujourd'hui. Je le crois. Mais pourquoi alors répondre, dans son interview à l'Unité, que c'est là « l'affaire des communistes tchécoslovaques » ? Comme si c'était les « communistes tchécoslovaques » qui avaient envoyé les chars soviétiques à Prague ! Comme si l'invasion d'un pays n'était pas l'affaire du peuple tout entier !

Mikhail Gorbatchev peut-il faire ce geste et dire la vérité sans « déstabiliser » son bloc ? Je pense que oui. Cela ne modifierait pas les rapports de forces en Tchécoslovaquie même, et cela n'impliquerait même pas le retrait immédiat des troupes soviétiques « provisoirement » stationnées dans ce pays depuis 1968. La question de leur retrait peut être réglée dans le cadre d'un accord global sur l'équilibre des forces en Europe. Mais leur présence ne peut pas reposer sur la théorie brejnevienne de l'« aide fraternelle ».

Il ne s'agit pas aujourd'hui de réhabiliter Alexandre Dubcek et ses camarades, ni le « printemps de Prague ». Il n'en ont pas besoin — surtout pas venant de la direction tchécoslovaque actuelle. Ils ont été réhabilités par la « perestroïka » et la « glasnost » à Moscou. Et Gorbatchev jouit d'un immense avantage : il n'a rien à craindre des chars de Prague.

VIENT DE PARAITRE



POUR S'ABONNER
A LA REVUE
FRANÇAISE D'ECONOMIE
ENVOYEZ VOTRE REGLEMENT A
R.F.E. 20, RUE DE MADRID
75008 PARIS
TARIF POUR LA FRANCE
PARTICULIER : 260 F - ENTREPRISE : 420 F

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

Afrique

BURUNDI : les rivalités ethniques

Plusieurs centaines de morts dans le nord du pays

Les rivalités ethniques qui se sont exacerbées, cette semaine, dans le nord du pays, ont fait au moins quatre cents victimes. L'ambassadeur du Burundi en Belgique a même estimé que « ce bilan est bien au-dessous de la réalité ». Selon ce diplomate, les auteurs de ces troubles sanglants seraient « d'anciens réfugiés Hutus qui n'ont pas voulu regagner leur pays malgré de nombreux appels ». « Ils se sont infiltrés au Burundi et ont excité la population hutue en l'invitant à massacrer la population tutsi », a-t-il déclaré.

Après ces massacres ethniques, le couvre-feu a été instauré dans le pays, de 19 heures à 5 heures. D'autre part, les liaisons téléphoniques ont été coupées entre Bujumbura, la capitale, et les provinces de Ngozi et de Kirundo, où ont eu lieu les troubles. « Le gouvernement maintient la situation et la paix est revenue », a assuré l'ambassadeur burundais en Belgique.

Le ministre burundais des relations extérieures, M. Cyprien Mbiyimana, s'est rendu le jeudi 18 août au Rwanda pour évoquer avec les autorités de ce pays la situation créée par ces troubles ethniques. Environ dix mille Burundais se sont en effet réfugiés dans le sud du Rwanda, près de Butare. Certains, blessés par balles ou à l'arme blanche, sont soignés dans des centres de santé locaux.

D'après les récits de certains réfugiés, tout aurait commencé par des disputes entre Hutus et Tutsis et aurait rapidement dégénéré, obligeant l'armée à intervenir et à tirer pour rétablir l'ordre. Selon les autorités de Bujumbura, ce massacre entre civils a eu lieu « de manière sélective » puisque les Tutsis en ont été les principales victimes.

« Séigneurs et esclaves »

Ces querelles ethniques ne datent pas d'hier. Des affrontements ont toujours opposé, au Rwanda et surtout au Burundi, les Hutus majoritaires, d'origine bantoue, aux Tutsis minoritaires, d'origine nilotique. Si les Hutus ont en main les rênes du pouvoir à Kigali, ce sont les Tutsis qui détiennent les leviers de commande à Bujumbura.

Même s'ils composent 85 % de la population, les Hutus du Burundi n'ont pas voix au chapitre. Depuis l'indépendance du pays, il y a un quart de siècle, les Tutsis ont pris garde de ne pas se laisser évincer du

général aient accès aux sphères où se prennent les décisions. La plupart des postes de commandement au gouvernement et dans l'armée sont aux mains des Tutsis.

La vie politique au Burundi est



pouvoir, comme cela s'était produit en 1959 au Rwanda voisin.

En 1972, les Hutus avaient voulu relever la tête. Mal leur en prit, puisque les Tutsis exercèrent alors contre leur communauté de terribles représailles, qui se soldèrent par le massacre d'au moins cent mille Hutus. Cette tragédie a durablement marqué les esprits au Burundi.

Les gens au pouvoir à Bujumbura ont manifesté une volonté d'apaisement, invitant les Hutus réfugiés au Rwanda, en Tanzanie et au Zaïre à regagner leur pays. Mais cette politique de « réconciliation nationale » n'a jamais été marquée par une politique de plus grande ouverture ethnique. Toute le système politique administratif est conçu de sorte que le moins possible d'éléments allo-

ainsi rythmée par des querelles de familles qui opposent des clans au sein de la même ethnie, celle des Tutsis. Le major Pierre Buyoya, qui a pris le pouvoir il y a près d'un an, après en avoir chassé le colonel Jean-Baptiste Bagaza, promit des « changements en profondeur ». Mais, en annonçant que « la réconciliation nationale n'est plus d'actualité », il nia l'existence d'un problème ethnique et refusa donc d'envisager un partage plus équilibré du pouvoir.

Les nouveaux troubles ethniques, pourtant, à l'évidence, que la cohabitation entre Hutus et Tutsis est fragile, même s'il est probable que des éléments extérieurs aient attisé cette méfiance réciproque entre « seigneurs » et « esclaves ».

JACQUES DE BARRIN.

SOUDAN : les inondations

Les épidémies s'étendent

Les épidémies s'étendent au Soudan. Selon le quotidien égyptien *Al-Ahram*, la rupture des réseaux d'égouts de Khartoum aurait contaminé l'eau, menaçant de maladies des millions d'habitants. Le quotidien écrit aussi qu'une personne est morte du choléra à Omdurman, ville qui fait face à Khartoum de l'autre côté du Nil. La télévision égyptienne indiquait, de son côté, que le Croissant rouge soudanais avait enregistré cinq mille deux cent onze cas de diarrhées aiguës, dont 70 % affectant des enfants.

Alors que les critiques continuent sur la manière dont l'armée soudanaise organise la distribution de l'aide internationale apportée aux

victimes des inondations, le président par intérim du Conseil suprême a démis de leurs fonctions le chef d'état-major des forces armées, le général Faisal Mahmoud Shawir, et trois de ses adjoints.

Le ministre de la défense a qualifié de « routine » ces destitutions, qui, selon lui, ont été dictées par la situation à l'intérieur de l'armée et par le besoin d'harmoniser les relations entre les dirigeants politiques du pays. Le général Shawir a été remplacé par le général Metodi Baku Nimir, qui passe pour avoir été le conseiller militaire non officiel du premier ministre soudanais Sadek El Mahdi. — (AP, AFP.)

Un immense cloaque

KHARTOUM

de notre envoyée spéciale

Le camion ralentit, hésite et puis s'arrête. La piste de terre a disparu, avalée par les eaux. Ce n'est plus, tout autour de nous, qu'un immense cloaque, qu'un immense silence tout juste troublé par le bruit des mouches qui dansent dans le soleil, devenu à 500 mètres à peine, une sorte de montagne surmontée des eaux noires, un vague tourbillon blancâtre : le campement de Kousha. C'est ainsi qu'on appelle cette décharge d'ordures située à environ 15 kilomètres au nord de Khartoum.

Rarement le terme de bidonville n'aura été plus approprié. Près de trois mille familles vivent là, peut-être plus : ce n'est qu'un lendemain du début des inondations, le 4 août, que l'on a commencé à recenser les gens. Non sans mal : « Les routes autour de la capitale sont très difficilement praticables », explique un des responsables du Conseil des Églises du Soudan, une des quatre associations humanitaires soudanaises qui s'occupent de l'aide aux victimes. « Pendant plusieurs jours, il nous a été impossible d'arriver à Kousha ».

Le camion, à présent, est entouré par une marée humaine.

Des centaines de mains nues se tendent. Comme la majorité des un à deux millions de « déplacés », réfugiés à Khartoum, les habitants de Kousha ont quitté le sud du pays, fuyant la guerre civile. La plupart de ces « exilés de l'intérieur » sont d'origine dinka. Cette tribu constitue le gros des troupes de la guérilla anti-gouvernementale menée dans le sud du pays par John Garang.

Quelques-uns sont noirs ou shilluk. Mais tous ont le peau noire : à Khartoum — ville arabe, — ce détail suffit, à lui seul, à faire des Soudanais du Sud une armée de parias. Pres plus avant qu'après les inondations les campements de « déplacés » n'auraient bénéficié d'une aide gouvernementale. Les bâches en plastique distribuées le 17 août par le camion du Conseil des Églises constituent le premier chargement de secours parvenu au camp de Kousha.

« Sur les deux millions de déplacés, on estime à environ quatre cent mille le nombre des enfants âgés de moins de cinq ans : ce sont les premières victimes en cas d'épidémie », affirme le docteur Nicholas Ward, coordonnateur médical de l'OMS (Organisation mondiale de la santé). Dans la seule région de Khartoum, les cas de gastro-entérites chez les jeunes enfants

ont d'ores et déjà doublé. Bien que, selon le docteur Ward, « aucun cas de choléra » n'ait été relevé « jusqu'à présent », le spectre de cette maladie et celui de la typhoïde planent désormais sur la capitale soudanaise.

Seule certitude : devant le danger d'une vague d'épidémie à Khartoum, le gouvernement a fait appel aux spécialistes américains du Centre de contrôle d'Atlanta (CDC). Quatre d'entre eux étaient attendus dans la capitale soudanaise, dans la nuit du 18 août. « Nous sommes un peu nerveux, c'est vrai, admet le docteur Ward, mais je suis persuadé que nous pourrions faire face ».

Les médicaments, en tout cas, ne manquent pas : depuis le 8 août, plus de cent quarante avions, transportant des matériels d'aide d'urgence, se sont posés à Khartoum. Toute la question à présent est de savoir si ces médicaments pourront être acheminés dans un délai suffisant. En effet, la région de Khartoum n'est pas, apparemment, la plus touchée par les inondations. Ainsi, au nord dans le district de Dongola, plus de 100 kilomètres carrés de terrain submergés ont été complètement recouverts par les eaux du Nil. Aucune équipe de secours n'y a réussi à ce jour à se rendre sur place.

CATHERINE SIMON.

AFRIQUE DU SUD : la maladie du chef de l'ANC

Le président Botha renouvelle sa proposition de libérer sous conditions Nelson Mandela

La rumeur d'une prochaine libération de Nelson Mandela s'est amplifiée, le jeudi 18 août, en Afrique du Sud à la suite — et en dépit — d'un discours du président Pieter Botha, dans lequel ce dernier a renouvelé à l'adresse du chef historique du Congrès national africain (ANC) l'offre de le faire relâcher « s'il condamne le recours à la violence comme moyen d'action politique » et — deuxième condition, inédite celle-là, à moins qu'elle ne soit redoublée — « s'il s'engage à ne pas faire campagne en faveur d'un processus de violence ». Autre passage très remarqué de ce discours : « Si nous continuons à recevoir de Nelson Mandela la coopération qu'il nous a jusqu'ici accordée, nous obtiendrons un bon résultat ».

Les observateurs se demandent à quel genre de coopération le chef de l'Etat fait allusion. Certes, dans la récente polémique entre gouvernement et opposition radicale concernant l'état de santé du vieux dirigeant noir atteint de tuberculose, M. Mandela a semblé faire confiance aux autorités. Il a souhaité s'en tenir au diagnostic officiel et s'abstenir d'une « inflammation chronique de la plèvre » et il n'a pas demandé à se faire examiner par un médecin particulier, alors que sa famille, ses amis politiques et son avocat, M. Ismael Ayoob, qui a choisi de révéler le diagnostic plus alarmant de tuberculose, ont, au contraire, exigé un avis médical indépendant.

Seul autre signe visible de « coopération » avec le régime : le fait — notoire — que M. Mandela accepte de recevoir périodiquement, tant dans sa prison de Pollsmoor qu'à l'hôpital Tygerberg où il a été transféré il y a une semaine, le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee. Le contenu de ce dialogue du géolier avec son prisonnier reste secret.

Le président Botha a-t-il voulu annoncer un coin entre, d'une part, Nelson Mandela et, de l'autre, la direction de l'ANC en exil et ses amis à l'intérieur ? On peut se le demander au vu du choix de ce mot pour le moins ambigu de « collaboration ». La rumeur relative à des discussions au sein du haut état-major de l'ANC à Lusaka pourrait sans doute inciter le pouvoir à ten-

ter, une fois de plus, de diviser ses ennemis pour mieux régner sur un terrain miné par la méfiance et le soupçon.

La proposition faite à Nelson Mandela n'est, en tout cas, pas nouvelle et les conditions mises à son élargissement sont, pour l'essentiel, identiques à celles que le prisonnier de Pollsmoor — condamné à la prison à vie en 1964 pour sabotage et complot contre l'Etat — a déjà repoussées à deux reprises.

La plupart des commentateurs n'en ont pas moins vu une porte légèrement entrebâillée, par laquelle le président a donné l'impression de vouloir que M. Mandela se glisse d'une façon ou d'une autre. « Personnellement, je ne pense pas qu'à son âge et étant donné son état, il serait sage pour lui de choisir de retourner en prison, a-t-il dit, et j'espère qu'il me permettra d'agir de manière humaine, afin que nous puissions enfin connaître la paix en Afrique du Sud ».

Impressionnés par le ton de cet appel plutôt que par son contenu, conscients du fait que le pouvoir tient à éliminer le risque d'un éventuel décès de M. Mandela en détention, nombre de commentateurs ressusitaient donc à qui mieux mieux la vieille spéculation au sujet d'une prochaine libération du vieux dirigeant noir. L'agence nationale de presse SAPA (non gouvernementale) a même sorti sur ses téléécrans une dépêche signalant que « la libération du leader du Congrès national africain Nelson Mandela est imminente, assure-t-on dans les milieux gouvernementaux ».

Toujours selon cette agence, « la déclaration de M. Botha est présentée, dans des termes milieux, comme une mise en scène prétendant à un élargissement immédiat, qui pourrait se produire dès que M. Mandela sera en état de quitter l'hôpital, peut-être dans une semaine ». Abordant, enfin, le domaine des vœux pieux, SAPA indique que si M. Mandela décidait de « renoncer à la violence », en échange de sa libération, il en résulterait pour l'ANC — qui le pousse au contraire à résister à l'offre de M. Botha et qui tient à l'enfermer dans son rôle de martyr — « une défaite monumentale ».

(Interim.)

La recherche d'un règlement au Cambodge

Hanoi et Phnom-Penh rejettent le plan de paix des Khmers rouges

BANGKOK correspondance

Le Vietnam et son allié de Phnom-Penh ont rejeté le plan de paix en quatorze points présenté le 15 août dernier par les Khmers rouges (le *Monde* du 18 août). Citant un porte-parole du ministère des affaires étrangères, le radio de Hanoi a dénoncé, le jeudi 18 août, la « force mise en scène par la Chine pour sauver son laquais de l'insolent dans l'arène internationale ».

Hanoi estime que le plan élude la question posée « avec l'insistance par l'union mondiale » d'un possible retour au pouvoir des Khmers rouges.

Il est clair que, tant à Hanoi qu'à Phnom-Penh, on entend jouer au maximum sur le rejet des Khmers rouges — qui demeurent la principale force militaire de la résistance khmère — exprimé de plus en plus ouvertement, non seulement par les pays occidentaux, mais aussi par le prince Sihanouk, dont les autorités

proviétamiennes ont récemment salué le patriotisme.

Les autorités proviétamiennes de la République populaire du Kampuchéa (RPK) ont d'ailleurs déclaré jeudi qu'elles étaient toujours disposées à « coopérer avec les autres factions cambodgiennes » pour empêcher le retour des Khmers rouges au pouvoir.

En revanche, Phnom-Penh rejette avec indignation l'idée d'un démembrement simultané des deux régimes, le Kampuchéa démocratique et la RPK, idée qui, selon l'agence officielle cambodgienne, vient « des gros bonnets de Pékin ». Ce démembrement, jugé nécessaire dans le cadre de la mise en place d'un nouveau régime politique et d'un gouvernement d'union nationale au Cambodge, est également soutenu par le prince Sihanouk qui se rendra, du 8 au 14 septembre, en Malaisie et à Singapour, avant de gagner la France. Il doit rencontrer M. Hun Sen le 5 novembre à Paris.

JACQUES BEKAERT.

EN BREF

● **AFGHANISTAN** : Washington reconnaît que l'URSS a respecté les échéances du retrait de ses troupes. — Les Etats-Unis ont reconnu, le jeudi 18 août, que l'Union soviétique avait respecté le calendrier établi lors de la signature des accords de Genève, qui prévoyaient le départ de la moitié de ses forces avant le 15 août. Le porte-parole du département américain a invité Moscou à accélérer ce retrait, afin de quitter l'Afghanistan avant la fin de l'année, soit deux mois avant le délai fixé. Par ailleurs, un avion militaire afghan transportant des troupes vers la ville de Kunduz, assiégée par les résistants, a été abattu le lundi 15 août par des moudjahidins, a rapporté jeudi le quotidien soviétique *les Izvestia*. Enfin, le lieutenant-général Mohammed Asif a été nommé chef

d'état-major de l'armée afghane, en remplacement du général Shahnawaz Tan, devenu ministre de la défense, a rapporté jeudi l'agence TASS. — (Reuters, AFP.)

● **CAMEROUN** : la détention d'un écrivain. — Amnesty International a indiqué, le jeudi 18 août, qu'aucun motif d'inculpation n'avait encore été signifié contre l'écrivain camerounais Albert Mukong, deux mois après son arrestation lors de son retour au Cameroun, après une visite au Nigeria. Selon l'organisation humanitaire, l'écrivain, âgé de cinquante-cinq ans, aurait été arrêté pour avoir critiqué le régime camerounais lors d'une interview à la BBC. Albert Mukong a notamment écrit un livre, non encore publié, sur son

L'Union des avocats arabes

a présenté à l'ONU son rapport sur les violations des droits de l'homme

GENÈVE de notre correspondante

Intervenant, jeudi 18 août, au nom de l'Union des avocats arabes devant la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, le bâtonnier Abdelhamane Youssoufi a dressé un sévère réquisitoire contre la répression du soulèvement palestinien par l'armée israélienne, et s'est élevé notamment contre les châtiments collectifs.

Soulignant ensuite la situation dans les pays arabes, M. Youssoufi, après avoir regretté que le projet de pacte arabe des droits de l'homme n'ait pas été adopté, a observé que les ratifications des instruments juridiques internationaux demeurent lettre morte dans ces pays. Ainsi, en Egypte, premier Etat arabe ayant ratifié la convention des Nations unies contre la torture, « plusieurs cas de torture ont été révélés, mais la part politique majoritaire s'est opposée plus d'une fois à la constitu-

tion d'une commission parlementaire d'enquête malgré les dizaines de rapports médicaux versés aux débats ».

Le bâtonnier a constaté que « les lois restrictives des libertés ne cessent de proliférer dans les pays arabes », notamment en Irak et au Soudan. Selon lui, on a déploré en 1987 dans les pays arabes des arrestations arbitraires et de nombreuses détentions ainsi que des prises d'otages « parmi les proches des personnes recherchées », qui ont été dénoncées le 10 février 1988 par le barreau du Caire. La torture est « pratiquée à des degrés divers » dans de nombreux pays arabes.

Quant à la situation des prisons de ce pays, elle paraît « des plus lamentables ». Les nombreux lieux de détention sont « vétustes et surpeuplés », les soins médicaux y sont insuffisants et les conditions d'hygiène déplorable.

Enfin, l'Union des avocats arabes est fortement préoccupée par les violations des droits de l'homme dont sont victimes les fonctionnaires internationaux travaillant au Proche-Orient, notamment au Liban. Elle demande aux gouvernements arabes et aux factions libanaises concernées de libérer sans délai les fonctionnaires internationaux « qu'ils ont séquestrés ».

L.V.

● **M. Ben Ali en France** du 12 au 14 septembre. — Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali effectuera une visite d'Etat en France à l'invitation de M. Mitterrand, du 12 au 14 septembre, a-t-on annoncé jeudi 18 août à l'Elysée. Cette visite, précise-t-on de même source, doit illustrer d'« excellentes des liens d'amitié entre la France et la Tunisie » et « permettre d'affirmer la volonté commune des deux pays d'enrichir la coopération étroite qui caractérise leurs relations ».

Interrompues, le vendredi 19 août, à 4 heures, les négociations entre le FPCR et le ministre de l'Intérieur, M. Louis Le Prieux, en fin de matinée, aboutiront à un accord quant à un projet de loi relatif au futur statut de la Nouvelle-Calédonie.

De nombreux députés à l'Assemblée nationale ont été saisis, le vendredi 19 août, de la proposition de loi relative à la Nouvelle-Calédonie. Le ministre de l'Intérieur, M. Louis Le Prieux, a déclaré qu'il s'agit d'un projet de loi qui sera soumis à l'Assemblée nationale. Le projet de loi vise à modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie, en particulier en ce qui concerne les élections locales et le rôle de l'Assemblée territoriale.

Le projet de loi a été présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Louis Le Prieux, devant le conseil des ministres. Le projet de loi vise à modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie, en particulier en ce qui concerne les élections locales et le rôle de l'Assemblée territoriale.

Le projet de loi a été présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Louis Le Prieux, devant le conseil des ministres. Le projet de loi vise à modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie, en particulier en ce qui concerne les élections locales et le rôle de l'Assemblée territoriale.

Le projet de loi a été présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Louis Le Prieux, devant le conseil des ministres. Le projet de loi vise à modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie, en particulier en ce qui concerne les élections locales et le rôle de l'Assemblée territoriale.

Le projet de loi a été présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Louis Le Prieux, devant le conseil des ministres. Le projet de loi vise à modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie, en particulier en ce qui concerne les élections locales et le rôle de l'Assemblée territoriale.

Le projet de loi a été présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Louis Le Prieux, devant le conseil des ministres. Le projet de loi vise à modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie, en particulier en ce qui concerne les élections locales et le rôle de l'Assemblée territoriale.

Le projet de loi a été présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Louis Le Prieux, devant le conseil des ministres. Le projet de loi vise à modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie, en particulier en ce qui concerne les élections locales et le rôle de l'Assemblée territoriale.

Le projet de loi a été présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Louis Le Prieux, devant le conseil des ministres. Le projet de loi vise à modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie, en particulier en ce qui concerne les élections locales et le rôle de l'Assemblée territoriale.

Le projet de loi a été présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Louis Le Prieux, devant le conseil des ministres. Le projet de loi vise à modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie, en particulier en ce qui concerne les élections locales et le rôle de l'Assemblée territoriale.

Le projet de loi a été présenté par le ministre de l'Intérieur, M. Louis Le Prieux, devant le conseil des ministres. Le projet de loi vise à modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie, en particulier en ce qui concerne les élections locales et le rôle de l'Assemblée territoriale.

Les discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Accord sur la composition du corps électoral et sur le découpage du territoire

Interrompues pour quelques heures, le vendredi 19 août pendant 4 heures, les négociations ripaillées entre le FLNKS, le RPCR et le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, ont repris en fin de matinée en vue l'aboutir à un accord sur l'avant-projet de loi référendaire relatif au futur statut de la Nouvelle-Calédonie.

Des points délicats à régler dans le cadre de la négociation de l'avant-projet de loi référendaire sur la Nouvelle-Calédonie ? « Les sous », a répondu M. Jean-Marie Tibo, secrétaire du ministre des DOM-TOM en même temps que les membres de sa délégation et celle du RPCR, vendredi matin vers 3 h 40.

Tous sortaient d'une séance plénière de cinq heures trente, commencée jeudi soir après - et sans doute déjà pendant - un dîner pris en commun autour d'un buffet.

Les « sous ». La journée du jeudi à la nuit qui s'avançait avaient suffi à substituer au cours des choses l'aboutir à un accord sur l'avant-projet de loi référendaire relatif au futur statut de la Nouvelle-Calédonie.

Impressionnément nécessairement prématinée : trente-sept articles d'un avant-projet de loi référendaire qui, pour le moment, en comporte cent nous avaient été passés au peigne fin par toutes les parties en présence vendredi matin. L'hypothèse de quelque chose à venir dans la suite de l'examen du texte ne pouvait donc être écartée.

Visite

au premier ministre

Impression corroborée par plusieurs indices : la composition du corps électoral du territoire, qui fut l'un des chevaux de bataille du FLNKS après l'accord de Matignon, est plus remise en question. Samedi, n'a soulevé dans la nuit, le jeudi, vendredi qu'un débat juridique, par le vote de Louis Kotra-Jongue, sur les mérites comparés des notions de « résidence » et de « domicile ». Pour le reste, le FLNKS a mis de côté, fil-à-fil, ce provisoirement, sa suspicion quant aux évolutions prévisibles en dix ans de ce corps électoral.

Il est vrai que les indépendantistes disposent à tout le moins, grâce au projet référendaire, d'une solide garantie de rigueur dans l'établissement et la révision annuelle des listes électorales, pour le moment alourdies de noms qui ne devraient plus s'y trouver.

Autre indice : le découpage régional sorti de l'examen du texte, conforme lui aussi à sa définition de l'accord de Matignon.

Autre indice encore, d'atmosphère cette fois, et non directement lié à l'examen de la lettre du texte référendaire du nouveau statut : FLNKS et RPCR devaient rendre visite, vendredi dans l'après-midi, à M. Michel Rocard. Agissait-on ainsi au milieu d'un authentique marabout à l'issue douloureuse au cours duquel chaque minute compterait ?

PUBLICATION JUDICIAIRE

M. A. Ch. F. TROOST, avocat et avocat à Groningen (Pays-Bas), fait savoir :

- 1) Le tribunal d'arrondissement de Groningen, par décision du 3 mai 1988, a rendu la société d'armateurs RADERIJ MS. « NAUTILUS », dont les associés sont Albert De Boer et Dirk Pieter Geuze, dont le siège est sis à Delfzijl, ayant pour conseil de H. Bouw, n° 30, Korte Hoogstraat, 4011 GL Rotterdam, comme propriétaire et armateur du bateau à moteur sans pavillon néerlandais Nautilus.
- a) Provisoirement, limité à NLG 242.616,86 la responsabilité civile de la requérante, résultan d'un accident le 3 février 1988 quand le bateau Nautilus a chaviré et coulé près de l'île de Texel, à proximité de la côte française.
- b) M. M. Diesel-van Erp, juge siégeant au tribunal, a été désigné juge délégué pour fixer l'état de répartition et le sous-jugé a été désigné liquidateur pour diviser ce montant.
- 2) Le juge délégué, par décision du 10 juin 1988, a ensuite disposé :
- a) Que les réclamations visées dans l'article 740 du Code de commerce contre la requérante, accompagnées des défenses, ainsi que les défenses visées l'article 320 du Code de l'instruction civile doivent être introduites auprès du liquidateur avant le 15 juillet 1988.
- b) Qu'elle, juge délégué, procédera à la vérification des créances présentées le 5 septembre 1988 à 13 h 30, dans une des salles de la Cour à Groningen.
- 3) Oude Boerengestrate 23.

M. A. Ch. F. TROOST, avocat et avocat, Uibo Emmiusingel 23, 9711 BB Groningen (Pays-Bas).

Enfin il y a l'avenue de M. Tibo : les sous. Une fois la part faite à l'humour du responsable indépendantiste, il faut bien mesurer ce qu'il y a derrière ce cri du cœur, calculé. Avertis par les palabres et les échanges de lettres de ces dernières semaines de l'exact dosage de la souplesse et de la fermeté dans l'attitude du gouvernement, les indépendantistes, qui qu'ils aient laissé entendre auparavant, reculent en bon ordre sur un certain nombre de leurs demandes proclamées ou suggérées par leur base.

En bon ordre, puisque c'est pour contre-attaquer, sans risque d'être gravement contredit, sur le terrain concret des fameuses « mesures d'accompagnement » du futur statut. Normalisation, rattrapage, ou, comme le soutiendrait le FLNKS, décolonisation en actes, ces mesures n'ont pas été négligées par les indépendantistes.

La journée de jeudi avait été consacrée à des rencontres bilatérales du ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, avec chacune des délégations. En fin de matinée, le RPCR transmettait le premier des quatre demandes. La première portait sur les attributions à apporter au réajustement Nord-Sud du territoire, non contesté dans son principe par les partisans de M. Jacques Lafleur. Les autres portaient sur des modifications de dispositions institutionnelles ou financières prévues par le nouveau statut. Le RPCR apparaissait soucieux de verrouiller, sans peur de l'inflation d'instances ou de comités en tout genre, la bonne marche de la Nouvelle-Calédonie de demain.

Au total, peu de choses, à l'aune des modifications à apporter à l'avant-projet référendaire version avant négociations. Le gouvernement tire de ces remarques sept ou huit retouches à son texte.

Il n'en allait pas de même du mémorandum présenté l'après-midi à M. Le Penec par le FLNKS.

Véritable éventail de contrats de plan, ce document alignait et détaillait avec minutie tout ce que le FLNKS veut dans les domaines éducatif, social, économique, culturel pour donner aux Calédoniens les chances individuelles et collectives qui leur ont été jusqu'à présent refusées ou chichement comptées.

Rien ou presque ne manque dans ce document, dont le poids financier ne paraît pas avoir surpris ou effrayé le ministre des DOM-TOM. Ni les missions à revoir, sur le Caillou, de Radio-France, ni les aspects divers d'une meilleure scolarisation, ni la formation des futurs quatre cents cadres mélanésiens plusieurs fois promis, etc.

L'amnistie évoquée

De ce cahier de doléances furent tirées, au terme d'une réunion interministérielle informelle, jeudi en fin d'après-midi, qui ne groupait pas moins de seize ministères, une vingtaine de pages à insérer en partie - sous quelle forme ? - dans l'avant-projet. A partir des demandes des uns et des autres, les services gouvernementaux établissent ainsi un nouveau document de travail, dernière version de l'avant-projet référendaire, à partir duquel se mit en marche la réunion plénière de jeudi soir, quand chaque délégation eut pris connaissance (et commenté pour elle-même), dans des salles séparées, de ce que l'autre demandait.

Mais la partie jouée jeudi, de jour puis de nuit, a été plus ample que ce rituel bien ordonné prolongé en une sage revue de détail. L'amnistie, si elle n'a pas été officiellement mentionnée (elle figure vers la fin du texte référendaire), n'a pas été absente des occupations du FLNKS. En fin d'après-midi, la délégation rencontrait longuement à son hôtel l'un de ses avocats, M. François Rux, magistrat, conseiller technique du

premier ministre, faisait une apparition au ministre des DOM-TOM sans pour autant s'asseoir à la table des négociations.

La encore, on semblait s'orienter, du côté du FLNKS, vers une modification notable de la démarche : abandon de l'exigence d'une amnistie totale (englobant les auteurs directs de crimes de sang) et substitution à cette demande d'une amnistie qui s'appliquerait à des faits remontant à plusieurs années et donc à un nombre beaucoup plus grand de personnes.

Ce n'est pas en vain que M. Le Penec pouvait faire savoir jeudi que « les demandes formulées se situent dans le cadre des accords de Matignon ». Car la remarque valait pour les demandes officielles comme pour les officieuses.

Sagesse donc, pour ne pas dire extrême prudence, dans la conduite - difficile à régler compte tenu de cette base qui les attend en Nouvelle-Calédonie - des membres de la délégation du FLNKS. Le seul grain de folie de la journée fut apporté en début d'après-midi par un demandeur agité, armé et désespéré, d'une pension pour son épouse, qui affirmait revenir de Nouvelle-Calédonie. Sa présence, avant l'interpellation par la police, obligea la délégation du FLNKS à rentrer par la petite porte au ministère des DOM-TOM.

Alors que la séance plénière de nuit convenait, la mission technique chargée de préparer le voyage, de M. Rocard, du 26 au 28 août, arrivait en Nouvelle-Calédonie. A Paris, on soulignait comme il convenait la portée symbolique de la présence de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, aux côtés de MM. Rocard, Le Penec et Joxe au cours de ce voyage : les « sous », toujours, indispensable nerf de la paix et, quand il le faut, baume et petite monnaie des revendications ingérissables.

MICHEL KAJMAN.

Les communistes sont « au service du mouvement social qui se dessine » déclare M. Marchais

Comme chaque année, le « rendez-vous de la vignette-bon de soutien » à la Fête de l'Humanité, dans le centre de loisirs de l'enfance de Montreuil (Seine-Saint-Denis) a marqué, le jeudi 18 août, la rentrée politique du secrétaire général du Parti communiste, M. Georges Marchais. M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du parti, qui présentait le bilan de la vente des vignettes de soutien, s'est déclaré satisfait, à moins d'un mois de la Fête de l'Humanité (les 9, 10 et 11 septembre prochains), puisque, en dépit de « préparatifs tardifs », 295 216 vignettes ont déjà été vendues, selon lui, « soit autant que l'année précédente à la même date ».

Le secrétaire général du Parti communiste, M. Georges Marchais, a déclaré, le jeudi 18 août à Montreuil : « De nombreux commentateurs font état, ces jours-ci, d'une rentrée qui risque d'être dure. Nous ne considérons pas cela comme un risque. « Au contraire », a-t-il ajouté, les communistes doivent être au service du mouvement social qui se dessine ».

Rassérénés - de moins le disent-ils - par leurs résultats aux dernières élections législatives, qui ont marqué l'arrêt du recul de leur parti, les communistes semblent aborder sans crainte les nouvelles échéances. Rappelant ses propos lors du comité central de juin, M. Marchais s'est dit persuadé que « la période qui s'ouvre nous offre des conditions plus favorables pour déployer pleinement notre politique ». « L'amélioration et le renforcement » de l'activité du parti seront d'ailleurs les thèmes principaux de la conférence nationale qui se tiendra les 12 et 13 novembre prochains, à Paris.

Selon M. Marchais, les conflits sociaux de l'été - à l'imprimerie Didier et dans les mines de Gardanne - se sont conclus sur d'« importants succès », qui prouvent que « la résistance tend à reculer ». Renouant ses critiques à l'égard de la politique d'ouverture du président de la République, M. Marchais a fait sourire son public en dénonçant « les ministres de droite [qui jouent] le rôle de

trois d'union, tel M. Jean-Pierre Soisson, qui travaille les jours ouvrables avec François Mitterrand et Michel Rocard et se repose le week-end dans la piscine de M. Raymond Barre ».

Après un mois et demi d'activité gouvernementale, « la négatif l'emporte assez largement sur le positif », a constaté M. Marchais. Pour le secrétaire général du PC, « la plupart des décisions prises en ces mois de juillet et d'août prolongent celles du gouvernement précédent et se traduisent par une aggravation des difficultés des salariés, des familles, du pays », qui subissent « les coups de boutoir d'une politique d'austérité de plus en plus implacable et désastreuse ».

Interrogé au terme de son discours sur les propos tenus jeudi par M. Louis Météau, secrétaire national du PS chargé de la formation, selon lesquels « l'alliance des socialistes et des communistes [aux prochaines élections] ne devra pas être exclusive », M. Marchais a répondu qu'il souhaitait « un large rassemblement de toutes les forces de gauche pour une politique de gauche ». « Dans cet esprit », a ajouté M. Marchais, de nombreux communistes ont déjà pris position et sont disponibles pour reconduire des listes d'union, comme en 1983. (...) Personne ne me convaincra que l'on peut faire une politique de gauche en alliance avec les forces de droite ».

POINT DE VUE

Fortune et pauvreté

par Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly-sur-Seine, député des Hauts-de-Seine

A son entrée en fonctions en 1981, le gouvernement de Pierre Mauroy s'est assigné pour tâche la mise en œuvre de cent dix propositions du candidat François Mitterrand.

Sept ans plus tard, son successeur, rendu modeste par les déconvenues de l'exercice du pouvoir, n'agit guère que dans deux projets qu'il présente comme indissolublement liés l'un à l'autre : le revenu minimum et l'impôt sur la fortune.

Nul besoin de s'attarder sur la fonction politique assignée à ces mesures qui doivent permettre à Michel Rocard de faire d'une pierre deux coups. En premier lieu, il lui faut se « dédouaner » sur sa gauche après la comédie de l'ouverture et alors qu'aucune inflexion marquante de politique économique et financière n'est perçue ou annoncée, à l'exception de l'arrêt des privatisations. En second lieu, il convient d'embarquer l'opposition, voire de la diviser en la contraignant soit à approuver les projets du gouvernement, soit à accepter devant l'opinion le prix nécessairement élevé du refus de la solidarité des plus riches envers les plus démunis.

Il est grand temps, alors que s'approche la discussion parlementaire, de déjouer cette équation simpliste. Il suffit, à vrai dire, de distinguer l'essentiel de l'accessoire, l'objectif des moyens.

L'essentiel en l'occurrence est la situation quasi complète d'exclusion professionnelle et sociale que connaissent environ quatre cent cinquante mille ménages. Il est grave pour l'équilibre de notre société que, se forme en son sein un groupe social aussi marginalisé par une paupérisation grandissante. La solidarité démentira de même que l'efficacité économique doivent faire considérer le retour du plus grand nombre de ces exclus dans la communauté sociale comme absolument prioritaire. C'est d'ailleurs cette logique qui a guidé l'action intensive de lutte contre la pauvreté menée de 1986 à 1988 par le gouvernement de Jacques Chirac.

Il faut être insistant : au-delà des moyens de subsistance élémentaires et souvent urgents dont ont besoin ces familles, c'est la capacité de la politique menée à donner à leur retour dans le monde du travail un caractère durable qui conditionnera son efficacité.

Or force est de constater que l'accord sur l'objectif ne s'étend pas

aux moyens. La hâte avec laquelle le gouvernement a déposé son projet et les préoccupations politiques qui l'inspirent l'ont conduit à préparer un dispositif entaché de graves défauts et porteur d'une lacune substantielle, l'insertion.

Ces défauts tiennent notamment à l'articulation du revenu minimum avec les dispositifs sociaux existants et à la définition de la population visée. Ainsi, il est préoccupant que la nature de revenu de subsistance du RMI ne soit pas clairement affirmée et que le texte du gouvernement permette qu'il vienne, le cas échéant, s'ajouter à d'autres allocations qui conduiraient certains bénéficiaires à disposer de moyens supérieurs à ceux d'un salarié au SMIC qui travaille trente-neuf heures.

De même, l'élargissement du champ de revenu minimum au-delà des victimes de la grande pauvreté en milieu urbain, qui sont incontestablement le cœur du sujet et l'origine du projet, soulève d'innombrables difficultés. Une entreprise individuelle, qu'elle soit agricole, artisanale ou commerciale, même en situation marginale, doit-elle bénéficier du RMI alors que l'allocation exerce par définition une activité professionnelle et, est bien souvent propriétaire de l'outil de production ?

L'impôt instauré

Ces insuffisances, quoique graves, seraient acceptables de même que le lourdeur du système de gestion proposé si la mise en place d'une insertion efficace venait garantir que le revenu minimum ne constituerait qu'un sas vers les circuits professionnels et sociaux classiques.

Le projet gouvernemental ne donne hélas pas cette assurance : présente à chaque article, la notion d'insertion n'est définie nulle part pas plus que le contenu des actions qui seront mises en œuvre. Il est fâcheux qu'aucune étude approfondie des besoins de la population concernée n'ait été communiquée ni même, en l'état des informations dont dispose le Parlement, soigneusement engagée. Le renvoi à l'échelon local du pilotage de l'insertion est certes une mesure de bonne gestion, mais c'est surtout pour le gouvernement de se défaire et d'évacuer un débat central auquel il n'est pas prêt.

Il faudra pourtant bien que cette dimension primordiale de la création du revenu minimum soit pleinement explorée, que les voies et moyens de l'insertion soient définis et que des

objectifs quantifiés soient fixés pour être, le moment venu, contrôlés.

Faute de cela, le projet du gouvernement demeurera ce qu'il est : un pur mécanisme financier qui risque d'installer dans la dépendance permanente une partie de la population qui sera d'autant moins incitée à revenir dans le monde du travail que sa situation matérielle n'en serait guère améliorée.

Présenté comme le complément indissociable du RMI, l'impôt de solidarité sur la fortune n'est pas un objectif en tant que tel, mais il confère une fonction purement politique et symbolique. Dès lors qu'il ne s'agit que d'un moyen de financement il ne peut être que repoussé, car il est à la fois inutile et inopérant.

Son inutilité ressort des chiffres : les premiers éléments disponibles sur les choix pour le budget de 1989 font apparaître clairement que la gestion financière exemplaire de l'équipe précédente a laissé à l'actuel gouvernement des marges considérables qui lui permettent à la fois de respecter l'objectif de réduction du déficit budgétaire et d'augmenter fortement les dépenses. Il avait la possibilité dans un tel contexte de financer sans création d'impôt nouveau la mise en place du revenu minimum.

Inutile, l'impôt sur la fortune est de plus tourné contre l'avenir. Sa création alourdit le poids de la fiscalité sur le patrimoine alors qu'il est élevé en France supérieur de 25 % à la moyenne des autres pays européens et le double de ce qu'il est en Allemagne.

C'est la direction inverse qu'il faut prendre pour préparer l'échéance de 1992 et permettre au pays de lutter à armes égales avec les autres membres de la Communauté européenne. En outre, en alourdissant la fiscalité de l'épargne, l'impôt sur la fortune pénalise l'initiative, le financement de l'investissement, et va à l'encontre du développement de l'innovation et du capital risque, c'est-à-dire de l'emploi.

Alors faudrait-il, pour satisfaire les contraintes politiciennes du gouvernement, accepter sans mot dire que d'une grande idée dans laquelle les gaullistes se reconnaissent, la solidarité, surgissent un revenu minimum en trompe-l'œil et ainsi qu'une entrave supplémentaire au développement de l'économie ?

Pour ma part, je ne m'y résoudrai pas et je souhaite que le Parlement joue pleinement le rôle qui, dans un pareil cas, doit être le sien : amender profondément le revenu minimum et refuser l'impôt sur la fortune tel qu'il est présenté et conçu.

Figures célestes et chutes libres

L'entraîneur sans diplôme

Retour d'Amérique

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION



Le Monde SANS VISA

Chypre, gestes d'hommes et traces des dieux

Un peu de curiosité
suffirait pour découvrir
une Chypre encore authentique ;
un peu de connaissances
pour s'étonner
des histoires racontées
par les mosaïques de l'île.

par Jean
Perrin

C'ÉTAIT une de ces soirées tranquilles d'été. Défilant l'autoroute Nicosie-Limassol et bravant la conduite hardie des Chypriotes, nous nous étions engagés sur une route de campagne pour gagner Paphos. Posés comme de grosses bornes sur le chemin, les villages, brûlés tout le jour par le soleil, s'apaisaient. Seuls les hommes prenaient le frais sur les terrasses des tavernes. Sous une faible ampoule, ils jouaient au trictrac ou palabrait. Soudain, à la sortie d'un virage, telle une lanterne accrochée au pied des monts du Troodos, scintille un bourg. Un coup de volant à droite, une petite route cahoteuse, et les premières maisons apparaissent.

On célèbre ce soir-là un mariage. Tout le village s'est réuni sur la place, illuminée par des guirlandes multicolores. Installé sous un arbre, un modeste orchestre : violon, accordéon et guitare. Hommes et femmes sont assis sur des chaises qui ont été placées autour d'un cercle éclairé par un projecteur. On attend, on discute, on chuchote. Chemises blanches des dimanches, cols ouverts, pour les hommes. Robes simples, sorties tout droit d'un rayon de Prunelle, pour les femmes. Les visages rases de près ou maquillés simplement luisent sous les guirlandes. Des vieilles, tout de noir vêtues et têtes couvertes d'un foulard sombre ficelé autour du cou, échappées pour une fois de leur cuisine, jettent des regards courroucés à des petits diables qui renversent des chaises. Pas de touristes, mais un simple village évadé d'un livre de Kazantzakis.

La mariée apparaît. Suivie par son mari, elle gagne le cercle lumineux. Un homme à la voix éraillée commence à chanter. Le violoniste et le guitariste l'accompagnent. Au rythme de cette mélodie, la mariée, mains sur les hanches, toujours suivie par son mari, tourne à petits pas balancés. Le couple accomplit un tour, deux tours, trois tours. Soudain, il s'arrête. Un murmure envahit la place. Un homme se lève, se dirige vers la mariée et épingle sur sa robe un billet de banque. Et le couple reprend sa ronde. Il stoppe à nouveau. Une femme se précipite pour accrocher, elle aussi, son offrande. Et les mariés, l'un derrière l'autre, tournent, tournent toujours, en musique.

Quand ils s'immobilisent, des jeunes, des oncles, des tantes, des amis épinglent sur la robe blanche et sur le costume du jeune homme des rouleaux de billets. Baisers, photos, au suivant ! Le couple est maintenant « couvert » d'argent.

Dernier tour, et la musique cesse. Pour indiquer que la cérémonie est achevée, on brise une assiette. L'orchestre attaque alors une de ces vieilles mélodies qui animent les noces de village du monde entier. En route pour Paphos !

Dans nos Méditerranées intérieures, il est des escalas que le bruit des jets ne parvient pas à troubler. Ainsi de Sanlúcar-de-Barrameda (Espagne), de Tipasa (Algérie), de Byblos (Liban), de Délos (Grèce) et de Césarée (Israël). Ainsi de Paphos à Chypre.

Paphos ou la volupté

Une sœur que ne possède plus Larnaca, engluée dans son aéroport dont le trafic ne cesse d'augmenter, et moins encore Limassol, frelatée et trépidante par un urbanisme touristique, lourd et grossier. Éléante, Paphos a su préserver sa personnalité. Puissent les pouvoirs publics chypriotes savoir résister aux envies des promoteurs internationaux qui ont toujours jeté un œil sur ce site superbe !

Paphos, c'est aussi une intimité. Une histoire cachée, une aventure brisée au quatrième siècle par un tremblement de terre, une volupté, enfin, qui troubla l'orgueilleux Cicéron, alors administrateur de l'île.

Le trésor de l'ancienne capitale de Chypre, ce sont ses mosaïques, des œuvres dont la qualité et la

fraîcheur n'ont rien à envier aux mosaïques que le visiteur découvre à Antioche, Délos, Pompéi et Ostie. Les ruines de la maison de Dionysos, grande villa romaine de vingt-deux pièces, groupées autour de l'*atrium*, conservent en effet un pavement gracieux, qui raconte les aventures des dieux de la Grèce antique. Magnifiques mosaïques multicolores, où les scènes de chasse succèdent aux représentations du culte de Dionysos.

Sur cette étonnante bande dessinée, on remarque parfois une déesse dont le visage est si vivant, faisant face à un jeune dieu qui la regarde, que l'on songe à un personnage de Beaumarchais s'écriant : « Elle était d'une gaieté si agréable qu'elle n'opposait que des difficultés engageantes ». Toute la mythologie est présente dans cette vaste demeure : Poséidon et Amymnéon ; Apollon et Daphné, le roi Ikéon et sa fille, la belle Rigone ; Gonyméde, jeune garçon enlevé par Zeus qui prit l'apparence d'un aigle et, enfin, bien sûr, Phédro et Hippolyte. A quelques mètres de la maison de Dionysos, une autre bâtisse. Entre les murs de pierre, abattus par le temps et les Barbares, voici Thésée qui achève le Minotaure.

Les fouilles sont conduites par des archéologues chypriotes (comme M. Nicolaou pour la maison de Dionysos), avec l'aide de missions étrangères. Ainsi, une équipe de chercheurs polonais

vient d'achever la restauration de la maison de l'Eternité. Ici se trouve, non pas la plus belle mosaïque de Paphos, mais certainement la plus étonnante. Elle traduit, en effet, la crise intellectuelle et religieuse qui bouleversa les premiers siècles de notre ère. Malgré la conversion de Constantin au christianisme, la jeune religion n'avait pas que des partisans dans l'Empire.

Dionysos et Jésus

Le propriétaire de cette maison du quatrième siècle traduit son hostilité au culte nouveau en le ridiculisant. Ainsi, la mosaïque représente les dieux grecs portant la fameuse auréole des saints chrétiens. La vie de Jésus est image par des scènes de la vie de Dionysos. La présentation au Temple est symbolisée par la naissance du dieu du vin et l'entrée à Jérusalem par le triomphe de Dionysos. Finalement, la divinité grecque triomphe en chassant un usurpateur, qui présente une ressemblance frappante avec l'image du Nazaréen.

On croyait tout connaître de la richesse de Paphos. Mais voici qu'un jeune archéologue, M. Démétrios Michaelidès, vient de découvrir de nouveaux pavements, dont les spécialistes affirment que le dessin est plus fin que tous ceux déjà retrouvés sur ce site. On peut notamment voir une

scène de combat entre Hercule et le lion, d'un réalisme et d'une modernité troublants. Ces nouvelles mosaïques vont être restaurées avec l'aide de l'institut Paul Getty et d'artistes italiens.

Selon le département des antiquités de la région de Paphos, ce sont une trentaine d'œuvres qui sont encore, ici, enfouies sous la terre. Sur ce site, qui s'étend sur plusieurs hectares bordés par une mer d'un bleu violent sous un ciel limpide et décoloré par l'éclat du soleil, on devine, grâce à ces mosaïques, le tracé du palais des gouverneurs et des riches demeures de Paphos la romaine. « Le site est si vaste et si important qu'une vie ne suffirait pas pour en découvrir toutes les richesses », confie Démétrios Michaelidès. La preuve : il a beaucoup plu cet hiver sur Chypre. Si fort même que la terre bouleversée a laissé, un matin, apparaître une mosaïque. On l'a aussitôt recouverte, à nouveau, de terre pour la protéger.

Quels étaient les noms de ces artistes, ancêtres des impressionnistes, qui savaient si bien travailler le marbre et la pierre ? Ils venaient vraisemblablement d'Alexandrie, mais leurs noms n'ont pas été conservés. Le temps a effacé leur image pour ne garder que celle de leur œuvre. Ainsi pour les tailleurs de pierre du Moyen Âge en Europe. Seul demeure le souvenir du commanditaire. Comme pour les cathédrales. Sur le haut d'une mosai-

que qui vient d'être restaurée, on peut lire, en effet : « Gaius Plinius Rusticus l'a fait. C'est-à-dire « l'a fait faire ». Qui était ce Gaius ?

Des dieux qui jaillissent de terre dans l'éclat de leur jeunesse, des déesses envoûtantes, des Romains surgis de l'oubli, des artistes mystérieux, Paphos possède une magie, cache un rêve et chuchote des désirs dont seule Délos, l'île sacrée de l'Antiquité, possède la séduction.

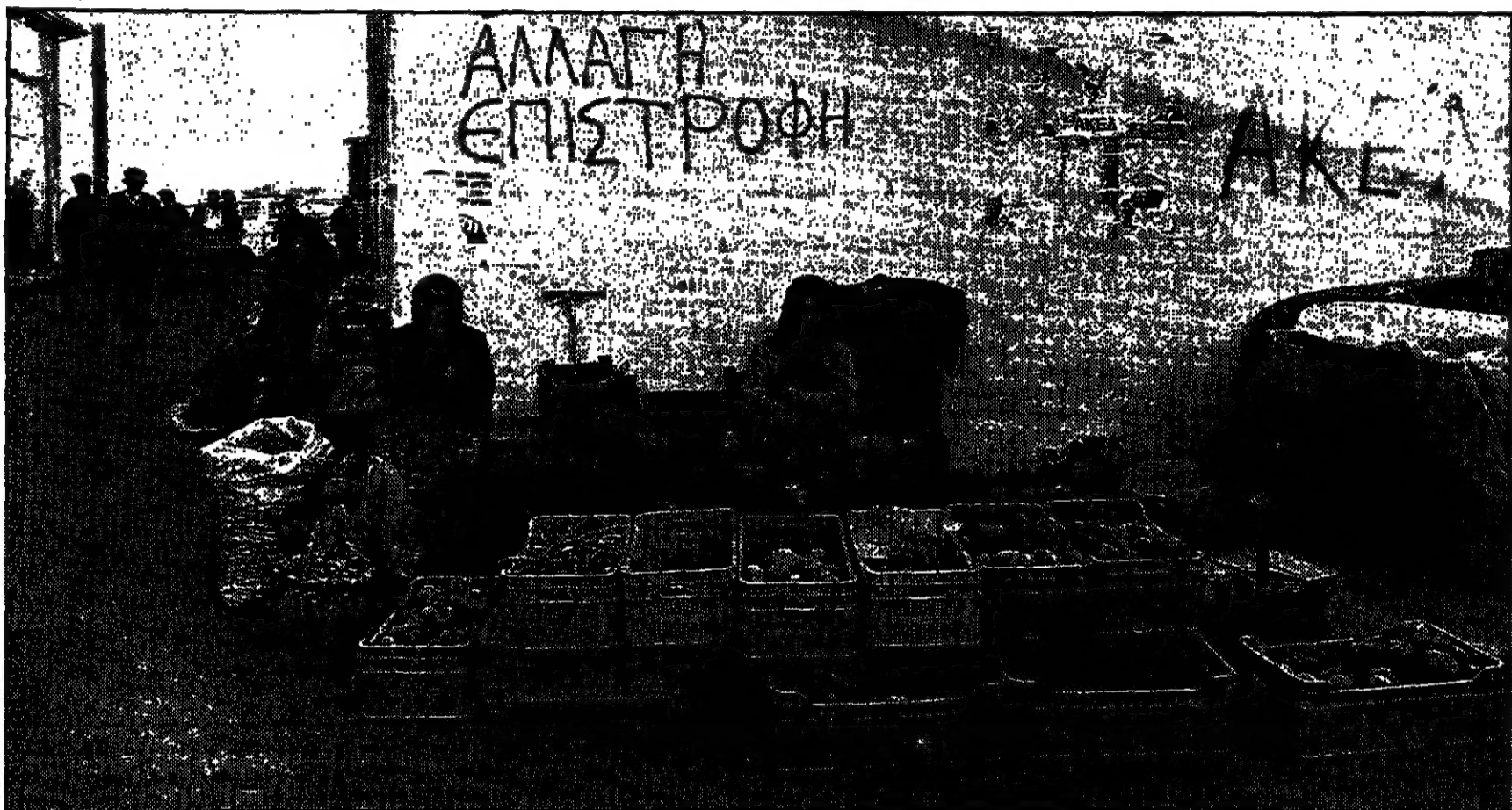
Repères

Air France dessert Larnaca, sans escale, trois fois par semaine. L'aller-retour en classe économique coûte 4 255 F. Il existe un tarif visiteur de 2 975 F à 3 275 F, selon la saison (séjour compris entre sept jours et deux mois).

Plusieurs agences de voyages et Air France proposent des forfaits (voyage + séjour + location de voiture) souvent intéressants. Attention : à Chypre, on roule à gauche.

Il existe dans l'île de nombreux hôtels classés de « 5 à 1 étoile » ainsi que des auberges de jeunesse.

Office de tourisme de Chypre, 15, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 42-61-42-49.



JEUX

échecs

N° 1294

UN AVIS
DIFFÉRENT(Championnat de l'Union
soviétique, Moscou, août 1988)Blancs : GUREVITCH
Noirs : KASPAROV
Défaite Grünfeld.

1. d4 C76 18. Dxd3 C62+
2. Cc3 g6 19. Rh1 Cxh4
3. e4 f7 20. Dg4 Dd6 (1)
4. Cc3 21. Td4 (1) Txd4+
5. Dd3 dxc4 (a) 22. Cxd3 (m) Td8
6. Dxc4 23. a3 Td2 (n)
7. d4 Cx6 (b) 24. f3 (o) Dd5 (p)
8. Rg2 25. Dd4 (q) Dd5
9. d5 (e) 26. g2 (r) Dd5 (s)
10. e4 (d) 27. b4 (t) Cc2
11. exd5 Td8 (e) 28. Dd8+ (u) Rg7
12. f4 (f) f5 (v) 29. d6 (v) Cxg4+
13. Td4 (f) Cx4 30. Rg1 Cc2+
14. f5 (a) Fxg3 (i) 31. Rf1 Dd5 (v)
15. b5 (g) h3 (j) 32. Dxd2 (x) Dd3+
16. Dxd5 Cx3 33. Ahxh3
17. Dxd6 Fxd5

NOTES

a) Un des rares cas où l'abandon du centre est pleinement justifié, les Noirs obtenant rapidement un bon jeu figural, sans parler d'une exploitation possible de la situation de la D blanche.
b) Plusieurs systèmes se présentent : 7... Fg4 (système Smyslov) ; 7... c6 (système Boleslavsky) ; 7... Ca6 (système Najdorf) ; 7... a6 (système hongrois) et 7... Cf4. La sortie excentrique du Cd3 est une idée de Ragozine, qui l'a mise en pratique dans les

années 30, avant que Najdorf ne s'en empare dès 1940. Le champion du monde est un fidèle de cette variante, qu'il n'hésite pas à jouer même contre Karpov.

c) Après 9. dxc5, Fd6 ; 10. Dd5, Td8 ; 11. Dxb7 (ou 11. c6), Txc6 ; 12. Dxb7, Txc6 ; 13. bxc3, Cc3, Cxc3 ; les Blancs ont du mal à résister. De même, si 9. d5, Cg4 ; 10. h3, cxd4 ; 11. hxc4, dxc3 ; 12. bxc3, Dd5 ;

d) 10. Fg5 est jouable ; 10... h6 ; 11. Fxf6, Fxf6 ; 12. e5, exd5 ; 13. Cxd5, Fg7 ; 14. 0-0-0, Rh8 ; 15. Cc4, Dd7 ; 16. Fd3, b5 ; 17. Dxb3, Cb4 ; 18. Rb1, Fg4 avec égalité.
e) Dans ses matches pour le titre contre Karpov, Kasparov joua toujours 11... Ff5. Le changement 11... Td8 n'est pas très important puisque nous allons retrouver la dix-neuvième partie du match de 1986 par intervention.
f) Ou 12. Fg5, h6 ; 13. Fxf6, dxf6 ; 14. Ta-d1, Fd7 ; 15. Tf-f1, Dd6 ; 16. Td2, Ta-d8 ; 17. a3, Dd5 avec avantage aux Noirs (Oll-Gavrilov, Tallinn, 1985) mais 13. Ff4 est probablement meilleur.
g) Contrôlant la case e4.
h) Dans la partie précitée, Karpov tenait 14. Cb5 avec l'idée 14... Fxb2 ;

15. d6 ; après 14... Df8 ; 15. Fd3, Kasparov renoua à la suite 15... Dxb2 et continua par 15... Cb4 et tomba dans de grandes difficultés : 16. Cc7, Cxd3 ; 17. Cx68, Txc8 ; 18. Dxd3, Dxb2 ; 19. Td-e1, Dd4 ; 20. Cd2, Dd4 ; 21. Dc4, Dxc4 ; 22. Cxc4, Fc3 ; 23. Cd2, Fxd2 ; 24. Fxd2, Fd7 ; 25. Ff4. On peut aussi préférer 15... Td8 ! une amélioration de Kasparov dans une partie en simultané contre Dzhandzhgava, à Bakou en 1987.

i) Meilleur que 14... Cd6 ; 15. Fxd6, Fxd3 ; 16. Txd3, Dxd6 ; 17. Cg5, h6 ; 18. Cg4, Dd6 ; 19. a3, Dxb2 ; 20. d6, Ta-d8 ; 21. Td1, b5 ; 22. Dd5, Td6 (Ivanchuk-Lagunov).

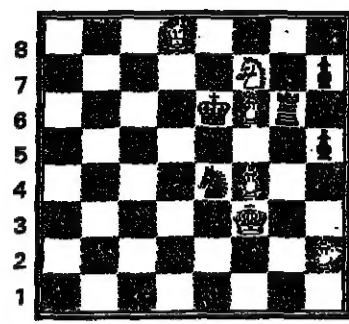
j) Une petite combinaison, connue depuis deux ans, qui aboutit, selon les analystes, à un jeu égal.
k) Ivanchuk, Lagunov et Hazin trouvent cette position équilibrée, mais tel n'est probablement pas l'avis du champion du monde : Le R blanc éloigné, la possession de la colonne ouverte sont autant d'atouts non négligeables.
l) Ce n'est pas si simple. Si 21... g3, Cc2, Td2, Df6 ; 22. Rg2, Dd3 (ou 22. Td2, Df6 ; 23. Rg2, Cc3).
m) Reprendre avec la T perd le pion d5.

n) L'avantage des Noirs commence à se faire sentir.

o) Si 24. g3, Ch3.
p) Maintenant Kasparov ne lâchera plus son adversaire ; cet affaiblissement forcé du roque ouvre une brèche dans laquelle il va s'enfoncer.
q) Si 25. d6, Td2.
r) Si 26. d6, Td2.
s) Menace mat en e2.
t) L'affaiblissement du roque blanc est maintenant général.
u) Si 28. Dg4, Dd3.
v) Ultime espoir.
w) Si 31. Rh1, Dxb4+.
x) Afin de parer 32... Dd3+ ; 33. Rf2, Cd4+ etc.

SOLUTION
DE L'ÉTUDE N° 1293
L. MITROFANOV, 1933.
(Blancs : Ra1, Fb7, Pa6, b6, g2, h5. Noirs : Ra3, Tb8, Cb4, Pa2, p4, b4.)
1. a7, Td8 ; 2. Fd3, Tg8 ; 3. Ff1, Tg8 ; 4. Ff2, Tg8 ; 5. Fg4, Tg8 ; 6. Ff6, Tg8 ; 7. Ff7, Td8 ; 8. Fd5, Tg8 ; 9. a8=D+, Txa8 ; 10. Fxa8, Cb5 ; 11. Fd4 Cd4 ; 12. b7, c3 ; 13. b8=D+ (si non 13. b8=D+, Cxg2+ ; 14. Fxc2, pa), et les Blancs gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1293

T. GORGIEV
(1929)

BLANCS (6) : R3, Fd8, C7, Pa6, b6, h2.
NOIRS (5) : R66, Tg8, C64, Pa3, b7.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1292

UN GRAND
MAÎTRE

Quand on demandait à Pierre Jals quelles étaient ses cartes préférées, il choisissait presque toujours une main où il avait employé une ruse pratiquement impossible à déceler. Il s'agissait d'un contrat de 3 SA chuté grâce à ce qu'on pourrait appeler une tromperie au deuxième degré au cours du championnat d'Europe par paires de 1976.

♠ V98
♥ R9642
♦ AV5
♣ A52
♠ D10
♥ D63
♦ RD1094
Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud Ouest Nord Est
Ekberg Jals Jonson Pilon
1 ♠ 10 ♠ passe
1 SA passe 3 SA passe...
Jals, en Ouest, entama l'As de Carreau pour le Valet d'Est, et il

rejoua le 2 de Carreau pour le 9 d'Est. Le déclarant prit avec la Dame, puis il réalisa ses cinq Trèfles maîtres (Est ayant trois petits Trèfles).
Quelles ont été les trois défausses d'Ouest pour essayer de faire chuter ce contrat de TROIS SANS ATOUT ?

Le partenaire de Jals était un tout jeune joueur, Dominique Pilon, qui allait être champion du monde en 1982.

Réponse :
« Le déclarant, raconte Jals, a neuf levées avec l'impaque à la Dame de Pique. La ruse consiste à faire un faux appel dans une couleur pour faire croire au déclarant que l'on cherche à le tromper (sur l'As que l'on détient), alors que l'on sait parfaitement qu'il ne peut pas être dupé. Mais le but réel de cet appel est de pouvoir se défausser d'un 10 qui va lui ouvrir des horizons nouveaux et lui permettre... de chuter ! »
Jals s'empressa donc de jeter le 10 de Pique, puis le 3 de Pique

comme s'il voulait faire croire qu'il détenait lui-même l'As de Pique (alors que le déclarant sait bien à quoi s'en tenir puisqu'il a forcément cet As). Il pense que Jals a vraisemblablement l'As de Cœur, mais, de toute façon, l'occasion est trop belle de faire à coup sûr (ou... presque) trois levées à Pique et le top...

Alors, après avoir fait cinq levées à Trèfle, le déclarant suédois Ekberg monte au mort par le Roi de Pique, puis joue le Valet de Pique qu'il fait couler et que Jals prend avec la Dame (qui est maintenant sèche). Les trois Carreaux maîtres et l'As de Cœur font chuter ce contrat de deux levées, alors qu'aux autres tables les déclarants l'ont réussi en faisant l'impaque normale à Pique ! Une ruse exceptionnelle qu'Ekberg a eu le fair-play d'applaudir.

Champion de Russie
Il n'y a pas encore de championnat d'URSS, mais les meilleurs joueurs russes sont connus. Parmi

eux, citons Enno Koster, qui a réussi l'année dernière en partie libre ce coup magnifique. Même en regardant les quatre jeux un expert averti du mal à le réussir.

♠ AD862
♥ D762
♦ AS43
♣ V3
N° VAV102
O E S
R V O 10983
D V7
R 9754
V4
A54
R982
Ann. : S. don. N.-S. vuln.

Sud Ouest Nord Est
Koster Jacobson Kalv Heinlo
1 ♠ 4 ♠ 5 ♠ 6 ♠
6 ♠ passe passe passe
Ouest ayant entamé le Roi de Cœur, comment Koster, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Note sur les enchères :
L'ouverture de Sud vaut 13 points seulement (en comptant 2 points de distribution et 1 point pour les plus-values de l'As et des deux Rois). Sur « 6 Cœurs » il doit donc passer, car, en disant librement « 6 Piques », il invite Nord à aller au grand chelem.

Courrier des lecteurs :
« Un contre suicide (1282). — « Contrairement à ce que vous affirmiez dans l'introduction, écrit Sier Yalcin (Ankara), je ne crois pas que le contre d'Ouest ait facilité la tâche du déclarant. » Et Yalcin, avant même la parution de la solution, propose le mot inversé et le squeeze final qui permettent de faire treize levées. Il est exact, en effet, que, même sans le contre d'Ouest, on peut choisir cette ligne de jeu, mais, entre une solution compliquée et une solution simple (l'impaque à Trèfle), un champion, aussi fort soit-il, préférera la simplicité.
PHILIPPE BRUGNON.

scrabble®

N° 300

L'EXPANSION
DES CHOSES
INFINIES

Certains n'apprécient les parfums que dénaturés par l'alchimie littéraire : ils les hument avec délice « sortant des touffes d'asphodèle », ou « chantant les transports de l'esprit et des sens ». A ces adeptes de la sublimation, le scénariste allemand Stiskind a fait un magnifique cadeau : le Parfum, roman historico-olfactif qui a pour cadre la société française du dix-huitième siècle. Bien entendu, les scrabbleurs y trouveront eux aussi leur pâture, ou plutôt leur effluve. Avant de lire deux passages qui en sont extraits, essayez de décrire quelques tirages odoriférants : AALNST - EHMRRY - BEIINNO - CEENNS - EEIRTVV - ACEELLNN - AAEELNV - EEILMTT - ACEINRSS - CEEITTV - AEILLNV - AABDILNU - CEPSSY - AIMNORR - EEILLT - AORSTX - ARSTXY - EILONR - EEFGILOR.

Gribouille roulait des bougies odorantes faites de sciure de bois de

SANTAL. Comprimaient des pastilles orientales avec de la MYRRHE et du BENJOIN. Pétrissait l'ENCENS, le VÉTIVER et la CANNELLE pour en faire des boules à brûler. Tamisait et décomposait des pétales de rose écrasés, l'écorce de cascarille, les fleurs de LAVANDE.

Une armoire frottée au musc, un coffret de bois de cèdre possédant quasiment la vie éternelle. D'autres parfums — huile de LIMETTE, bergamote, extraits de NARCISSE — s'évaporent au bout de quelques heures. Mais Gribouille avait réussi à lioger la senteur éphémère d'une huile de tubéreuse par d'infimes adjonctions de CIVETTE, de VANILLE, de LABDANUM et de CYPRES.

Autres anagrammes : ROMARIN, GILLET, STORAX ou STYRAX, arbrisseau fournissant le benjoin et un baume — NEROLI, huile extraite de la fleur d'oranger — GIROFLÉE.

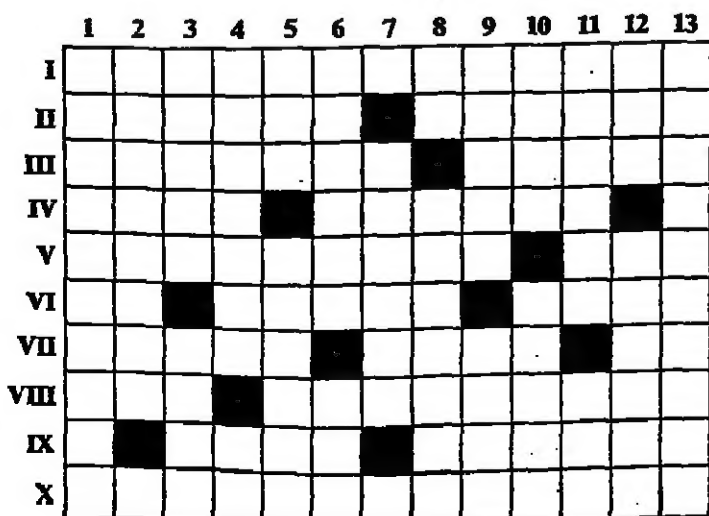
N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	BRUILLT	BRUIT	H4	20
2	LI-ANOHT	BIATHLON	4 H	78
3	NLOUFAS	FOULANTS	8 B	62
4	OSPIE	APICOLES	F8	66
5	NTVEUV	VOY(A)NTE	C7	64
6	U+AESDDU	FADE	B8	31
7	U+UOS+ENS	USNEES	14 B	31
8	OU+DERTS	TONDEURS	O2	77
9	ERMILOE	MOELLE(U)X	M1	24
10	VERIESE	ÉCRIVES (a)	11 E	48
11	F+ARAKEL	SAKE	15 F	41
12	FABL+IMR	FALE (b)	12 H	23
13	RLIMR+JU	JUMELÉ	6 J	32
14	RR+HGE	HE	10 J	28
15	WEMT+QAE	FAUTE	12 H	25
16	WEMQ+IIZ	ETA(U) (c)	7 J	17
17	WEMQII+A	FAUTEZ	12 H	18
18	RPNOECA	EPJAI	9 E	25
19	O+GINRIM	CAPERONT	2 H	36
20	MI+ABGRD	GIRON	1 E	32
21	BDRAM+QW	ZIG	M12	26
22		AMBLE	E5	16
Total				880

(a) VERISME, 1 H, 36. (b) RAIPORT, 2 E, 24. (c) ETAME, 7 J, 18.
Festival de Vitry, Club Méditerranée, du 9 au 11 septembre. Individuel et paires. Tél. : 42-61-83-00, poste 35-76.
MICHEL CHARLEMAGNE.

FESTIVAL DE PREVEZA
(Grèce)
13 juillet 1988
(3^e manche)
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.
Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15 ; celles des colonnes par une lettre de A à O.
Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.
Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

mots
croisés

N° 522



Horizontallement
1. Un service tout indiqué pour un récent ministre délégué.
2. Fâcheuse rupture. Précieuses mures.
3. Cassa ma non troppo. Spontanée.
4. C'est se fâcher. C'est quand on se fâche.
5. Vous n'y résistez probablement pas. Existe avant 92.
6. Fécond quand on le double. Donne un vernis. Donne et prend.
7. Pavé. Peut avoir des vapeurs. Un peu de rhume.
8. VIII. Organise des vols. Facilite l'ouverture.
9. IX. Ecorce. On fait tout pour qu'elle se conduise

Verticallement
1. Office en I, entre autres.
2. En aucun cas elles n'arrivent à plaire.
3. Laisse sa place. Sa réalité ne se discute pas.
4. Rend stérile. Fait un peu cliché.
5. C'est tout lui. Ne concerne pas la ville.
6. Retraite. Vent.
7. Petit bois.
8. Se parle. S'entend on conduisant.
9. S'entend on conduisant.
10. Fait un arrangement. Plaisait à Ronsard.
11. Améliorer sur les bords. Dans le civet.
12. Pousse au départ. On s'en passerait.
13. Ainsi des parcelles sont réutilisables.

SOLUTION DU N° 521

Horizontallement
I. Réveille-matin. II. Ecorce. Obéré. III. Bourde. Pulsar. IV. Alibi. Mulet. V. Rio. Guépi. Ebo. VI. Belges. Ingres. VII. Arosait. Iasi. VIII. Te. Attrait. Az. IX. C16. Aisance. X. Frissonnantes.

Verticallement
1. Rébarbatif. 2. Ecologie. 3. Voulait. 4. Era. Gouls. 5. Indigeste. 6. Lee. Usait. 7. Le. Me. Iran. 8. Puritain. 9. Moulins. 10. Able. Gitan. 11. Testera. 12. Ira. Besace. 13. Nervosité.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 523

Horizontallement
1. DEEIRRV. 2. AEILLRS (+2). 3. ADUILLQ. 4. ACHINOP. 5. CEEGILOT. 6. BBEIMNO. 7. ADEGNOS (+1). 8. DEIMNU (+1). 9. AEGORSTU (+3). 10. EIRRSST (+3). 11. EELMRU (+3). 12. AAEER. 13. AADNOIT (+1). 14. ADIPRSSU (+1). 15. DIHST. 16. DEIMMNO. 17. EIMMORU. 18. AERHINST. 19. EIMNOR (+2). 20. EEEERSX. 21. BISSUSS.

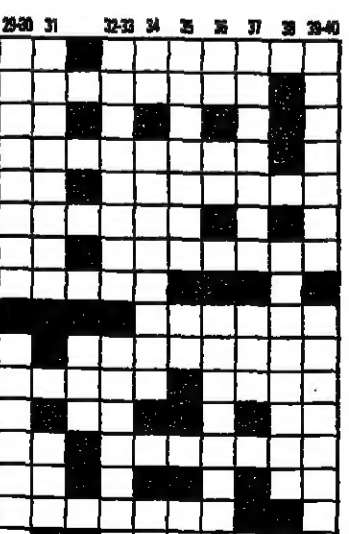
Verticallement
1. EINOPR. 2. ACEGINOP. 24. AERNSU. 25. BINCRTV. 26. ACEHLORT (+1). 27. ABEHMOOR. 28. DEGINORU (+1). 29. EEIILNNS. 30. ADEEINT (+1). 31. CEINRSU (+1). 32. AEGIORU (+1). 33. EINRSU (+4). 34. ADEGIORS. 35. DEILNOS. 36. ABEORSTU (+2). 37. DEILSV. 38. AAEEMST (+1).

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inséparables sur la grille.

Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie de Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas admis.)

39. AEGNSSU. 40. AAAMSSS (+1).

SOLUTION DU N° 522
1. SOLFIER. 2. CROUPIER. 3. RASSETTE (RETATES STATERE TETERAS). 4. ATTORNEY. 5. IRANIEN. 6. RESIST. 7. TENANTE. 8. OCULISTE. 9. FEMINISTE (FEMINISTE). 10. MENACER. 11. EXECUTIF. 12. STOUTS. 13. OCEANIDE. 14. MUSELET. 15. CIDRIERE. 16. ENCLASURE. 17. EHONTES. 18. ROUTIER (TOURIER). 19. NEMENS. 20. FLEGMON. 21. SURDITES.



(RUDISTES). 22. COUVERT. 23. OVAIRES (VAROIRS). 24. LESTANT (LATENTS TALENTS). 25. ECHOUE. 26. MENAJOND (ANEMENT). 27. INFECOND. 28. ENTRETENU. 29. IRREEL (LIERRE RELIER RELIRE). 30. NEMATODE. 31. AERONEPS. 32. RETRECIR. 33. MECANO. 34. LEITES. 35. PARADIS (DIAPRAS DRAPIS). 36. LEUDES. 37. ETETATT. 38. ENRENE. 39. ROYALES. 40. SETTERS.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

SEMAINE GOURMANDE

Au Quai des Ormes

Passant de Neuilly au quartier de l'Hôtel de Ville, Yves Bourrier se devait, tout en restant fidèle à lui-même, de ne pas surprendre les clients du Quai des Ormes. Aussi a-t-il gardé (provisoirement j'espère) le menu 900 calories snobissime et inintéressant, style « cuisine minceur » épate-médias. Pour le reste, cet excellent cuisinier n'oublie pas le terroir tout en travaillant dans le délice.

Les œufs Bourrier sont brouillés aux truffes, mais le saucisson en broche vient directement de Lyon (de chez Bonnard), le saint-pierre coulis de champignons est enrobé d'une sauce vineuse d'un parfait équilibre, le pavé d'Angus est accompagné d'une galette de pommes de terre et la volaille de Bresse est présentée par Lucien Tendre (reppel de la table au pays de Brillat-Savarin). La tourme de Montbrison fait merveille avec une pomme (mais oui, demandez-la !) pour escorter le saint-joseph 1985 (de Jean Marianne, vigneron à Mauves - du reste, les côtes-du-rhône sont nombreux à la carte) et les baïognades de fruits frais au jus d'aillette dominent les desserts. Menu « Bourgeois » (2 plats, fromage ET dessert à 178 F) et carte : compter 300 F.

● AU QUAI DES ORMES, 72, quai de l'Hôtel-de-Ville, 75014 Paris. Tél. : 42-74-72-22. Fermé samedi midi et dimanche. Parkings : Pont-Marie (déjeuners) et Hôtel-de-Ville. Salon : 30 couverts. CB.

Marius

Cantine des députés depuis des lustres, la maison de la rue de Bourgogne mériterait d'être classée (ne serait-ce que par les obsolètes photos illustrant le parlementarisme des III^e et IV^e). Reprise par les Perrodo (venus de la rue Fergolée et de leur Pays de Bresse), heureusement rejointe, c'est toujours

l'aimable maison un peu secrète, où les passions se taisent l'espace d'une dégustation, avec des diners plus paisibles encore.

Banc de fruits de mer (au pluriel) et carte d'un classicisme évolué (bon foie gras au torchon, gratin de morue fraîche nicoise, ris de veau aux morilles) avec aussi d'excellentes volailles de Bresse d'une formaté de chair qui ne trompe pas (si elle peut déconcerter les Parisiens habitués à la chair molle de l'élevage industriel). La cave doit s'enrichir encore. Les desserts sont somptueux. Le service est discrètement compétent. Un menu du midi à 180 F, et la carte (comptez 350 F).

● MARIUS, 5, rue de Bourgogne, 75007 Paris. Tél. : 45-61-79-42. Fermé jeudi midi et dimanche. Parking : Invalides. AE - DC - Visa.

Les Feuilles libres à Neuilly

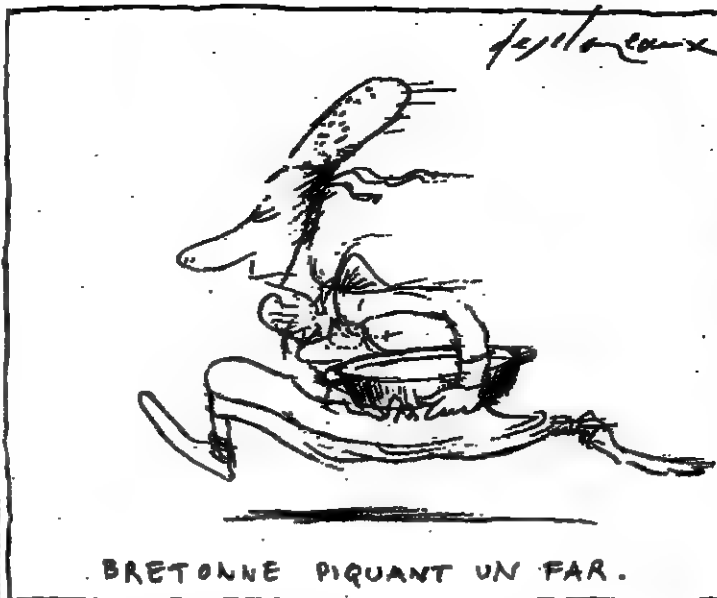
Dans une petite rue paisible, un petit restaurant plus paisible encore avec un menu-carte (230 F vin et service compris) bien complet où j'ai pu choisir un parmentier de sardines vinaigrées aux herbes, des pétales d'agneau à la fleur de thym, l'assortiment des fromages, l'assiette de sorbets arrosés d'un très honnête bordeaux maison.

Le choix est grand - six entrées et autant de plats et de desserts avec en supplément les suggestions du jour. On retrouvera ici un des animateurs en salle du Grand Vétour du temps du cher Raymond Oliver, assisté de son épouse qui anime aussi, non loin de là, le Gourmet de Neuilly (service traiteur).

● LES FEUILLES LIBRES, 34, rue Parrotet, 92200 Neuilly. Tél. : 46-24-41-41. Fermé samedi midi et dimanche. Chiens acceptés. CB - DC - AE.

L. R.

Pleins fars



BRETONNE PIQUANT UN FAR.

LS sont typiques. Ils sont multiples. Ils sont en voie de disparition, ces fars dont quelques cuisinières bretonnes sont encore gardiennes ! M^{me} Simone Morand, qui, en musicienne-poète, a découvert la petite musique des cuisines régionales (elle est l'auteur d'une *Gastronomie bretonne*, chez Flammarion), remarquait à leur propos : « Bien des régions en ont oublié les recettes. Seul le Léon tient bon avec une infime partie de la Cornouaille. »

Et elle énumère les fars salés qui sont : les fars sach (en sac), les fars manch (en forme de manche), fars poch (en forme de poche), fars gwizda (à la farine de blé noir), gwizt (farine de froment), fars daou hanter (mélange des farines), fars lig ha fars (avec du lard). Ils peuvent également être dits fars pod (cuits en marmite). La base en est toujours farine, beurre et œufs. Salés, ils se mangent en tranches avec viandes ou légumes ou remplacent ceux-ci, lorsqu'ils sont cuits dans du bouillon de viande. Interdits durant le Carême, ils revenaient à table avec les cloches de Rome, le samedi saint.

Et servie lors des noces, l'usage était que les invités en rapportent dans un mouchoir à ceux restés à la maison. En pays de Rennes, c'était le « lod ar lico » (la part de noce).

Du côté d'Quessant, on prépare le fars gwad (au sang de porc) en mélangeant ce sang avec la farine, le lait, du sucre en poudre, un peu de sel et des raisins secs. Ailleurs - et étant entendu que le princi-

pal reste la farine, les œufs ou le lait - ou les deux à la fois, - on fera un fars sach aux pruneaux dénoyautés. Ou encore avec des pommes de terre râpées, du lard et des raisins secs.

L'intéressant - que Simone Morand n'évoque point - semble être que le fars poitevin et le fars savoyard sont eux aussi des fars (tout comme la mique du Quercy et, après tout, le saint breton Amador a trouvé son roc par là-bas !). Même essence rustique en fait, et le pudding anglais n'est pas loin : dans le pays de Léon ne prépare-t-on pas le poulloudig (pâte de farine de blé noir, lait, beurre fondu mis en boulettes cuites dans du lait ambré de rhum).

Au rayon des desserts seulement, on retrouve aujourd'hui les fars dits sur les cartes fars bretons. Lait, œufs, farine, raisins de Corinthe ou pruneaux ici, lait, œufs, farine, sucre vanillé et pommes fruits ailleurs.

Las ! Toutes ces merveilles, il les faut aller découvrir sur place. La cuisine bretonne est mal représentée sur Paris (à l'exception de crêperies n'ayant de Bretagne que l'enseigne, quelquefois !). De même, on ne peut citer qu'un seul restaurant, le Ty Coz (35, rue Saint-Georges, tél. : 48-78-42-95, fermé dimanche et lundi), où, de crêpes en galettes, de fruits de mer en cidre bouché, vous finirez peut-être, un jour faste, par tomber sur le fars du pays.

Sur place, voici quelques bonnes tables finistériennes : - A Quimper : Le Capucin gourmand (29, rue des Requiras, tél. : 98-95-43-12), fermé samedi et dimanche, et L'Ambrosie (49, rue Elie-Freron, tél. : 98-95-00-02), fermé dimanche.

- A Concarneau : La Belle Étoile (sur la plage, tél. : 98-97-05-73).

- A Morlaix : le Restaurant de l'Europe (1, rue d'Aiguillon, tél. : 98-62-11-99).

- En La Forêt-Fouesnant, L'Auberge Saint-Laurent (6, rue de Beg-Mihel, tél. : 98-56-98-07), fermé lundi.

- A Roscoff enfin : Le Temps de vivre (place Lacaze-Duthiers, tél. : 98-61-27-28), fermé dimanche soir et lundi et dont un lecteur bien satisfait me fait remarquer qu'il est bien mal noté par le Michelin (une étoile au Bottin Gourmand).

LA REYNIÈRE.

VOYAGES - AVENTURES à pied, en 4x4 et sous les étoiles

SAHARA - KENYA Maroc, Mali, Turquie, etc... Doc : 50, av. des Ternes 75017 Paris - 43.42.45.45

NOMADE

LIRE

Monselet le gourmet

Quel terrible gourmet dut être ce Charles Monselet (1825-1888) qui, au siècle dernier, donne ses lettres de noblesse à la critique gastronomique ! « La cuisine attend sa révolution, voire sa terreur. Elle traverse peut-être un balnisme, n'importe ! La cuisine ne peut périr ! », n'hésitait-il pas à écrire en 1853 dans le journal Paris.

Heureuse idée, en tout cas, que de publier, l'année du centenaire de sa disparition, les recettes, entremêlées de chroniques et de dessins du temps, de cet honnête homme complet. Ne fut-il pas aussi le premier enthousiasme de la première édition des *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand, lui-même écrivant une foule de livres touchant un peu à tous les genres, du roman à la poésie, régalant ainsi les sujets de Napoléon III.

Ami, entre autres, de Nerval, Hugo, Lamartine et Baudelaire, il fut même dans les bonnes grâces du difficile Saint-Beuve qui écrivit de lui : « Il jette au vent les dons de l'imagination, la fantaisie, l'esprit sans jargon, la malice souvent fort lette mais sans fiel. »

Et puis surtout à la leçon une cascade de recettes et de menus les plus divers que Florence Arzel et Maryse Aupiais ont retrouvés, trouvés souvent « modernes » et publiés. De « sa » bouillabaisse, « triomphe des potages de carême », à la soupe au fromage, des anguilles à la broche (sic) au ragout de viande au citron, sans négliger « le couscous », ou recette arabe », conquête de l'Algérie oblige, nous arrivons aux desserts sous les auspices du général Dourakine (gelée d'ananas à la moscovite) ou sous celles du dieu des gourmets en personne, inventeur sans nul doute de l'acquise et infatigable omelette à la fleur de pêcher, aux caufs de poulet cochinchinois... Une lecture-régale à tout le moins.

J.-P. P.-H.

● Le Monselet gourmand, présenté par F. Arzel et M. Aupiais, éd. Jeanne Lafitte, Marseille, 300 p., 180 F (nombreuses gravures).

BRASSERIE DE L'EST FACE GARE DE L'EST
SA FABULEUSE CHOUROUTE
LE DELICIEUX JARRET DE PORC - CONFIT DE CANARD FORMES SAUTÉES
7, rue de la Gare 196 - 197 - 198 - 199 - 200 - 201 - 202 - 203 - 204 - 205 - 206 - 207 - 208 - 209 - 210 - 211 - 212 - 213 - 214 - 215 - 216 - 217 - 218 - 219 - 220 - 221 - 222 - 223 - 224 - 225 - 226 - 227 - 228 - 229 - 230 - 231 - 232 - 233 - 234 - 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 240 - 241 - 242 - 243 - 244 - 245 - 246 - 247 - 248 - 249 - 250 - 251 - 252 - 253 - 254 - 255 - 256 - 257 - 258 - 259 - 260 - 261 - 262 - 263 - 264 - 265 - 266 - 267 - 268 - 269 - 270 - 271 - 272 - 273 - 274 - 275 - 276 - 277 - 278 - 279 - 280 - 281 - 282 - 283 - 284 - 285 - 286 - 287 - 288 - 289 - 290 - 291 - 292 - 293 - 294 - 295 - 296 - 297 - 298 - 299 - 300 - 301 - 302 - 303 - 304 - 305 - 306 - 307 - 308 - 309 - 310 - 311 - 312 - 313 - 314 - 315 - 316 - 317 - 318 - 319 - 320 - 321 - 322 - 323 - 324 - 325 - 326 - 327 - 328 - 329 - 330 - 331 - 332 - 333 - 334 - 335 - 336 - 337 - 338 - 339 - 340 - 341 - 342 - 343 - 344 - 345 - 346 - 347 - 348 - 349 - 350 - 351 - 352 - 353 - 354 - 355 - 356 - 357 - 358 - 359 - 360 - 361 - 362 - 363 - 364 - 365 - 366 - 367 - 368 - 369 - 370 - 371 - 372 - 373 - 374 - 375 - 376 - 377 - 378 - 379 - 380 - 381 - 382 - 383 - 384 - 385 - 386 - 387 - 388 - 389 - 390 - 391 - 392 - 393 - 394 - 395 - 396 - 397 - 398 - 399 - 400 - 401 - 402 - 403 - 404 - 405 - 406 - 407 - 408 - 409 - 410 - 411 - 412 - 413 - 414 - 415 - 416 - 417 - 418 - 419 - 420 - 421 - 422 - 423 - 424 - 425 - 426 - 427 - 428 - 429 - 430 - 431 - 432 - 433 - 434 - 435 - 436 - 437 - 438 - 439 - 440 - 441 - 442 - 443 - 444 - 445 - 446 - 447 - 448 - 449 - 450 - 451 - 452 - 453 - 454 - 455 - 456 - 457 - 458 - 459 - 460 - 461 - 462 - 463 - 464 - 465 - 466 - 467 - 468 - 469 - 470 - 471 - 472 - 473 - 474 - 475 - 476 - 477 - 478 - 479 - 480 - 481 - 482 - 483 - 484 - 485 - 486 - 487 - 488 - 489 - 490 - 491 - 492 - 493 - 494 - 495 - 496 - 497 - 498 - 499 - 500 - 501 - 502 - 503 - 504 - 505 - 506 - 507 - 508 - 509 - 510 - 511 - 512 - 513 - 514 - 515 - 516 - 517 - 518 - 519 - 520 - 521 - 522 - 523 - 524 - 525 - 526 - 527 - 528 - 529 - 530 - 531 - 532 - 533 - 534 - 535 - 536 - 537 - 538 - 539 - 540 - 541 - 542 - 543 - 544 - 545 - 546 - 547 - 548 - 549 - 550 - 551 - 552 - 553 - 554 - 555 - 556 - 557 - 558 - 559 - 560 - 561 - 562 - 563 - 564 - 565 - 566 - 567 - 568 - 569 - 570 - 571 - 572 - 573 - 574 - 575 - 576 - 577 - 578 - 579 - 580 - 581 - 582 - 583 - 584 - 585 - 586 - 587 - 588 - 589 - 590 - 591 - 592 - 593 - 594 - 595 - 596 - 597 - 598 - 599 - 600 - 601 - 602 - 603 - 604 - 605 - 606 - 607 - 608 - 609 - 610 - 611 - 612 - 613 - 614 - 615 - 616 - 617 - 618 - 619 - 620 - 621 - 622 - 623 - 624 - 625 - 626 - 627 - 628 - 629 - 630 - 631 - 632 - 633 - 634 - 635 - 636 - 637 - 638 - 639 - 640 - 641 - 642 - 643 - 644 - 645 - 646 - 647 - 648 - 649 - 650 - 651 - 652 - 653 - 654 - 655 - 656 - 657 - 658 - 659 - 660 - 661 - 662 - 663 - 664 - 665 - 666 - 667 - 668 - 669 - 670 - 671 - 672 - 673 - 674 - 675 - 676 - 677 - 678 - 679 - 680 - 681 - 682 - 683 - 684 - 685 - 686 - 687 - 688 - 689 - 690 - 691 - 692 - 693 - 694 - 695 - 696 - 697 - 698 - 699 - 700 - 701 - 702 - 703 - 704 - 705 - 706 - 707 - 708 - 709 - 710 - 711 - 712 - 713 - 714 - 715 - 716 - 717 - 718 - 719 - 720 - 721 - 722 - 723 - 724 - 725 - 726 - 727 - 728 - 729 - 730 - 731 - 732 - 733 - 734 - 735 - 736 - 737 - 738 - 739 - 740 - 741 - 742 - 743 - 744 - 745 - 746 - 747 - 748 - 749 - 750 - 751 - 752 - 753 - 754 - 755 - 756 - 757 - 758 - 759 - 760 - 761 - 762 - 763 - 764 - 765 - 766 - 767 - 768 - 769 - 770 - 771 - 772 - 773 - 774 - 775 - 776 - 777 - 778 - 779 - 780 - 781 - 782 - 783 - 784 - 785 - 786 - 787 - 788 - 789 - 790 - 791 - 792 - 793 - 794 - 795 - 796 - 797 - 798 - 799 - 800 - 801 - 802 - 803 - 804 - 805 - 806 - 807 - 808 - 809 - 810 - 811 - 812 - 813 - 814 - 815 - 816 - 817 - 818 - 819 - 820 - 821 - 822 - 823 - 824 - 825 - 826 - 827 - 828 - 829 - 830 - 831 - 832 - 833 - 834 - 835 - 836 - 837 - 838 - 839 - 840 - 841 - 842 - 843 - 844 - 845 - 846 - 847 - 848 - 849 - 850 - 851 - 852 - 853 - 854 - 855 - 856 - 857 - 858 - 859 - 860 - 861 - 862 - 863 - 864 - 865 - 866 - 867 - 868 - 869 - 870 - 871 - 872 - 873 - 874 - 875 - 876 - 877 - 878 - 879 - 880 - 881 - 882 - 883 - 884 - 885 - 886 - 887 - 888 - 889 - 890 - 891 - 892 - 893 - 894 - 895 - 896 - 897 - 898 - 899 - 900 - 901 - 902 - 903 - 904 - 905 - 906 - 907 - 908 - 909 - 910 - 911 - 912 - 913 - 914 - 915 - 916 - 917 - 918 - 919 - 920 - 921 - 922 - 923 - 924 - 925 - 926 - 927 - 928 - 929 - 930 - 931 - 932 - 933 - 934 - 935 - 936 - 937 - 938 - 939 - 940 - 941 - 942 - 943 - 944 - 945 - 946 - 947 - 948 - 949 - 950 - 951 - 952 - 953 - 954 - 955 - 956 - 957 - 958 - 959 - 960 - 961 - 962 - 963 - 964 - 965 - 966 - 967 - 968 - 969 - 970 - 971 - 972 - 973 - 974 - 975 - 976 - 977 - 978 - 979 - 980 - 981 - 982 - 983 - 984 - 985 - 986 - 987 - 988 - 989 - 990 - 991 - 992 - 993 - 994 - 995 - 996 - 997 - 998 - 999 - 1000

(PUBLICITÉ)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

AUVERGNATES

ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, 9, 42-25-01-10 F. Sam. dim. Fermé du 10/7 au 4/9 inclus

BOURGUIGNONNES

CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 40-05-47/64 F. sam. dim. Ouvre en août

BRETONNES

TY COZ, 35, r. St-Georges, 48-78-42-95. Fermé dim. lundi soir. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS. Ouvert tout l'été

PAELLA

EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 43-67-26-67 F. lundi-mardi. Env. 180 F. PLATS A EMPORTER. Fermé du 1 au 31/8 inclus

FRANÇAISES TRADITIONNELLES

RELAIS BELLMAN, 37, r. François-I^{er}, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche. Fermé en août

LE PROCOPE, Carrefour de l'Odéon, 13, rue de l'Assommoir-Cordée, 6, 43-26-99-20. Fruits de mer. Cuisine de traditions. Accueil jusqu'à 2 h.

FRUITS DE MER ET POISSONS

LA BONNE TABLE, 45-39-74-91. 43-23-23-62. F. sam. dim. 42, r. Fribat. PARKING. Spéc. POISSONS. Ouvert en août

LA CLÉ DU PÉRIGORD

36, rue Croix-des-Petits-Champs, 40-20-06-45. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Env. 230 F s.c.

CHARLOT, Roi des Coquillages, 12, place Clichy, 9, 48-74-49-64. Tous les délices de la mer réunis dans un cadre « Art déco ». Lij. jusqu'à 1 h.

SARLADAISES

LE SARLADAIS, 2, r. de Vienna, 6, 45-23-23-62. Coquilles 90 F. Cuites 90 F. Fermé en août

SUD-OUEST

LE REPASSEUR CATHOLIQUE, 40-25-14. 1, boulevard de la République (11^e F. sam. dim. Fermé à 30/30/21/10 inclus

DANOISES ET SCANDINAVES 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-28-41. COPENHAGUE, 1^{er} étage. Fermé en août. FLORA DANICA et ses agréables jolis. Ouvert tout l'été.

ETHIOPIENNES

ENTOTTO, 45-47-08-31 F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e. Dorowot, Beyayestaw av. l'adjera.

INDIENNES-PAKISTANAISES

MAHARAJAH, 43-54-26-07. 72, bd St-Germain. M^{me} Maubert. SCE NON-STOP j. 23 h 30.

Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux. Salle climatisée. Ouvert tout l'été.

ITALIENNES

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Monchev, 13^e. 45-89-08-15. F. dim. lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.

PORTUGAISES

SAUDADE, 34, rue des Boudonnais, 1^{er} (Châtelet), 42-36-30-71. Serv. j. 22 h 30. F. dim. Spéc. portugaises. PÉRENNITÉ. PRIX MARCO POLO CASANOVA 88.

VIETNAMIENNES

NEM, 66, 66, rue Lauriston (16^e), 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. Fermé en août.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de dimanche-matin. Signification des symboles: ▶ Signal dans le Monde radio-télévision. ◻ Film à vision. On peut voir ▶ Ne pas manquer ▶ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 19 août

TF 1

20.30 Jeux: Interviues. Virelles-Cap d'Agde. 22.25 Magazine: Un monde. Souvenirs: Horizons verticaux. La trajectoire du vol: Record en barbot. La traversée de l'Antarctique: Atlantique. 23.30 Journal. 23.30 Téléfilm: Un maître de séisme. D'Edmond Molinaro et Pierre Dumayet. D'après Pierre Boule. Avec Pierre Arditi, Annie Girardot, Evelyne Bouix (1^{re} partie, rediff.). 0.55 La Boîte. 1.00 Magazine: Météo. 2.05 à 6.55 Rediffusions. 2.05 Feuilleton: Les Mousquetaires. 2.30 Documentaire: Histoire du rive. 3.20 Les Mousquetaires. 3.40 Documentaire: L'Équipe Costeau au Mississippi. 4.25 Documentaire: Histoire naturelle. 4.55 Musique. 5.10 Documentaire: Histoire naturelle. 6.05 Les Mousquetaires et les Pisons (rediff.). 6.30 Documentaire: Histoire naturelle.

A 2

20.30 Météo. 20.35 Téléfilm: La fille du fleuve. De Patrick Jamain. D'après le roman d'Hector Crémant. Avec Julien Guzmán, Sidiki Bakaba, Jean-François Garreau, Patrice-Florence Praxo (1^{re} partie). 22.10 Apostrophes d'été. Magazine littéraire de Bernard Pivot (rediff.). Avec André Zylber. Les galeries. Vies et destins de 60.000 Français sur les galeries de France 1680-1748. André Frossard (La crise contre l'humanité). France Husar et Jorge Semprun, pour un hommage à René Char. Richard Rieuwolt. Traducteur de Guillaume le Marchal, de Georges Duby. Ernesto Sabato (Mes fantômes). 23.20 Journal. 23.35 Cinéma: La crise d'Orléans. Film américain de Denis Arnaud (1984). Avec Gabriel Byrne, Anne Lejeune, Jean Carmet, Véronique Jannot.

FR 3

20.30 Feuilleton: Terre des gangs. De Richard Sarafian, avec Michael Nouri.

CANAL PLUS

20.31 Série: Un film dans la Méditerranée. 21.15 Cinéma: La minute de vérité. Film français de Jean Delannoy (1952). Avec Michèle Morgan, Jean Gabin, Daniel Gelin. 23.00 Flash d'informations.

CANAL PLUS

20.31 Série: Un film dans la Méditerranée. 21.15 Cinéma: La minute de vérité. Film français de Jean Delannoy (1952). Avec Michèle Morgan, Jean Gabin, Daniel Gelin. 23.00 Flash d'informations. 23.05 Cinéma: Sverrepost. Film américain de James Toback (1982). Avec Nastassja Kinski, Rudolf Nureyev, Harvey Keitel. 0.40 Cinéma: Allan Quatermain et les mines de sel. Film américain de Jack Le Thompson (1985). Avec Richard Chamberlain, Sharon Stone. 2.20 Cinéma: Max mon amour. Film franco-japonais de Nagisa Oshima (1986). Avec Charlotte Rampling, Anthony Higgins, Bernard-Pierre Donnadieu, Victorin Abriol. 3.50 Cinéma: Créature. Film américain de William Malone (1969). Avec Klaus Kinski. 5.20 Documentaire: Expédition au pôle Sud. Sur les traces du capitaine Scott. 6.15 Série: Flic à tout faire.

LA 5

20.30 Téléfilm: Crise de la passion. De Larry Elikann. Avec Richard Crom, Karen Young. 22.20 Série: Mike Hammer (rediff.). 23.20 Téléfilm: Transport en commun. De E.W. Swickham. Avec Ernest Borgnine, Harvey Korman. 0.00 Journal de nuit.

Samedi 20 août

TF 1

▶ 13.15 Magazine: Reportage. Les Clapiers de l'océan. 14.45 Les uns et les autres. 15.50 Série: Matt Houston. 14.48 La Une est à vous (suite). 15.45 Tiroir. 15.50 La Une est à vous (suite). 18.10 Trente millions d'amis. Retour aux sources. 19.10 Téléfilm: Les rubriques de l'été. Sur l'île de la bête du Gévaudan. 18.40 Série: Tournesol mécanique. 19.30 Série: Marc et Sophie. 20.00 Journal et météo. 20.30 Tapis vert et Leto. 20.35 Variétés: Oh! C'est l'été d'été. Émission présentée par Stéphane Colaro. 22.05 Série: Rick Hunter, inspecteur choc. 22.55 Variétés: Cent familles à la Une. Émission présentée par Jean-Luc Lahaye. Avec Images, Blues Trottoir, Jacques Basilio, Nacast. Au bonheur des dames. Pierre Nard, Rachid, Patti Layne, Dave, Herbert Léonard, Sabine Paturel, Gérard Blanchard, Les Portes-Manteaux, Claude Nougaro. 0.10 Journal et météo. 0.25 Les incorruptibles. De 1.15 à 6.55 Rediffusions. 1.15 Feuilleton: Les Mousquetaires et les Pisons. 1.40 Magazine: Sirocco. 2.35 Les Mousquetaires et les Pisons (rediff.). 3.00 Documentaire: Histoire de rive. 3.55 Documentaire: Les ateliers du rive. 4.50 Documentaire: Histoire naturelle. 5.40 Météo (rediff.). 6.30 Documentaire: Histoire naturelle.

A 2

14.05 Jeux: Bag paré. 15.00 Sports 44. Athlétisme: Grand Prix de Bruxelles. Parachutisme: championnat du monde de vol-contrôle; Hippisme: CSIO de Rotterdam. 17.40 Série: France chasseur de fauves. 18.30 Magazine: Entre chien et loup. Émission d'Alain Bougrain-Dubourg. Thème: Fais comme l'oiseau (les Oiseaux, d'Hitchcock, le pépère des cigognes, Love Bird, A leur service). 19.10 Actualités régionales. 19.15 à 3.55 Journal. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Théâtre: L'écrit contre. Comédie de Françoise Sagan, mise en scène par Michel Blanc, avec Caroline Sihel, Bruno Madiner, Gil Lagay, Dominique Lavant. 22.35 Feuilleton: L'Amour en héritage. 23.30 Les enfants du rock. Spécial Aretha Franklin. 0.30 Journal.

FR 3

13.00 Magazine: Sports loisirs vacances. Cyclisme: Tour international.

Audience TV du 18 août 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REÇU LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	25.4	Santa-Barbara	Actual. rég.	Actual. rég.	Top 50	3 millions	Téles brèves
19 h 45	25.6	Roue tourne	Actual. rég.	Actual. rég.	Top 50	3 millions	Téles brèves
20 h 16	36.9	Journal	Journal	Le chœur	Stampat	Journal	Cinéma choc tel
20 h 55	40.9	Vestir trépassés	Quatre et plus	L'Inconnu	Cinéma choc	Cinéma choc	Ensemblement
22 h 8	25.6	Arrière Lupa	Quatre et plus	Journal	Remède d'été	Journal	Ensemblement
22 h 44	25.9	Arrière Lupa	Quatre et plus	Cinéma choc	Remède d'été	Journal	Cinéma et Lupa

Echantillon: plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent en 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

M 6

20.30 Série: Le Saint. 21.20 Série: Épisode. 22.15 Magazine: Cinéma. 22.30 Cinéma: Joliet. 23.00 Cinéma: Joliet. 23.30 Cinéma: Joliet. 23.55 Cinéma: Joliet. 0.00 Cinéma: Joliet. 0.05 Cinéma: Joliet. 0.10 Cinéma: Joliet. 0.15 Cinéma: Joliet. 0.20 Cinéma: Joliet. 0.25 Cinéma: Joliet. 0.30 Cinéma: Joliet. 0.35 Cinéma: Joliet. 0.40 Cinéma: Joliet. 0.45 Cinéma: Joliet. 0.50 Cinéma: Joliet. 0.55 Cinéma: Joliet. 1.00 Cinéma: Joliet. 1.05 Cinéma: Joliet. 1.10 Cinéma: Joliet. 1.15 Cinéma: Joliet. 1.20 Cinéma: Joliet. 1.25 Cinéma: Joliet. 1.30 Cinéma: Joliet. 1.35 Cinéma: Joliet. 1.40 Cinéma: Joliet. 1.45 Cinéma: Joliet. 1.50 Cinéma: Joliet. 1.55 Cinéma: Joliet. 2.00 Cinéma: Joliet. 2.05 Cinéma: Joliet. 2.10 Cinéma: Joliet. 2.15 Cinéma: Joliet. 2.20 Cinéma: Joliet. 2.25 Cinéma: Joliet. 2.30 Cinéma: Joliet. 2.35 Cinéma: Joliet. 2.40 Cinéma: Joliet. 2.45 Cinéma: Joliet. 2.50 Cinéma: Joliet. 2.55 Cinéma: Joliet. 3.00 Cinéma: Joliet. 3.05 Cinéma: Joliet. 3.10 Cinéma: Joliet. 3.15 Cinéma: Joliet. 3.20 Cinéma: Joliet. 3.25 Cinéma: Joliet. 3.30 Cinéma: Joliet. 3.35 Cinéma: Joliet. 3.40 Cinéma: Joliet. 3.45 Cinéma: Joliet. 3.50 Cinéma: Joliet. 3.55 Cinéma: Joliet. 4.00 Cinéma: Joliet. 4.05 Cinéma: Joliet. 4.10 Cinéma: Joliet. 4.15 Cinéma: Joliet. 4.20 Cinéma: Joliet. 4.25 Cinéma: Joliet. 4.30 Cinéma: Joliet. 4.35 Cinéma: Joliet. 4.40 Cinéma: Joliet. 4.45 Cinéma: Joliet. 4.50 Cinéma: Joliet. 4.55 Cinéma: Joliet. 5.00 Cinéma: Joliet. 5.05 Cinéma: Joliet. 5.10 Cinéma: Joliet. 5.15 Cinéma: Joliet. 5.20 Cinéma: Joliet. 5.25 Cinéma: Joliet. 5.30 Cinéma: Joliet. 5.35 Cinéma: Joliet. 5.40 Cinéma: Joliet. 5.45 Cinéma: Joliet. 5.50 Cinéma: Joliet. 5.55 Cinéma: Joliet. 6.00 Cinéma: Joliet. 6.05 Cinéma: Joliet. 6.10 Cinéma: Joliet. 6.15 Cinéma: Joliet. 6.20 Cinéma: Joliet. 6.25 Cinéma: Joliet. 6.30 Cinéma: Joliet. 6.35 Cinéma: Joliet. 6.40 Cinéma: Joliet. 6.45 Cinéma: Joliet. 6.50 Cinéma: Joliet. 6.55 Cinéma: Joliet. 7.00 Cinéma: Joliet. 7.05 Cinéma: Joliet. 7.10 Cinéma: Joliet. 7.15 Cinéma: Joliet. 7.20 Cinéma: Joliet. 7.25 Cinéma: Joliet. 7.30 Cinéma: Joliet. 7.35 Cinéma: Joliet. 7.40 Cinéma: Joliet. 7.45 Cinéma: Joliet. 7.50 Cinéma: Joliet. 7.55 Cinéma: Joliet. 8.00 Cinéma: Joliet. 8.05 Cinéma: Joliet. 8.10 Cinéma: Joliet. 8.15 Cinéma: Joliet. 8.20 Cinéma: Joliet. 8.25 Cinéma: Joliet. 8.30 Cinéma: Joliet. 8.35 Cinéma: Joliet. 8.40 Cinéma: Joliet. 8.45 Cinéma: Joliet. 8.50 Cinéma: Joliet. 8.55 Cinéma: Joliet. 9.00 Cinéma: Joliet. 9.05 Cinéma: Joliet. 9.10 Cinéma: Joliet. 9.15 Cinéma: Joliet. 9.20 Cinéma: Joliet. 9.25 Cinéma: Joliet. 9.30 Cinéma: Joliet. 9.35 Cinéma: Joliet. 9.40 Cinéma: Joliet. 9.45 Cinéma: Joliet. 9.50 Cinéma: Joliet. 9.55 Cinéma: Joliet. 10.00 Cinéma: Joliet. 10.05 Cinéma: Joliet. 10.10 Cinéma: Joliet. 10.15 Cinéma: Joliet. 10.20 Cinéma: Joliet. 10.25 Cinéma: Joliet. 10.30 Cinéma: Joliet. 10.35 Cinéma: Joliet. 10.40 Cinéma: Joliet. 10.45 Cinéma: Joliet. 10.50 Cinéma: Joliet. 10.55 Cinéma: Joliet. 11.00 Cinéma: Joliet. 11.05 Cinéma: Joliet. 11.10 Cinéma: Joliet. 11.15 Cinéma: Joliet. 11.20 Cinéma: Joliet. 11.25 Cinéma: Joliet. 11.30 Cinéma: Joliet. 11.35 Cinéma: Joliet. 11.40 Cinéma: Joliet. 11.45 Cinéma: Joliet. 11.50 Cinéma: Joliet. 11.55 Cinéma: Joliet. 12.00 Cinéma: Joliet. 12.05 Cinéma: Joliet. 12.10 Cinéma: Joliet. 12.15 Cinéma: Joliet. 12.20 Cinéma: Joliet. 12.25 Cinéma: Joliet. 12.30 Cinéma: Joliet. 12.35 Cinéma: Joliet. 12.40 Cinéma: Joliet. 12.45 Cinéma: Joliet. 12.50 Cinéma: Joliet. 12.55 Cinéma: Joliet. 13.00 Cinéma: Joliet. 13.05 Cinéma: Joliet. 13.10 Cinéma: Joliet. 13.15 Cinéma: Joliet. 13.20 Cinéma: Joliet. 13.25 Cinéma: Joliet. 13.30 Cinéma: Joliet. 13.35 Cinéma: Joliet. 13.40 Cinéma: Joliet. 13.45 Cinéma: Joliet. 13.50 Cinéma: Joliet. 13.55 Cinéma: Joliet. 14.00 Cinéma: Joliet. 14.05 Cinéma: Joliet. 14.10 Cinéma: Joliet. 14.15 Cinéma: Joliet. 14.20 Cinéma: Joliet. 14.25 Cinéma: Joliet. 14.30 Cinéma: Joliet. 14.35 Cinéma: Joliet. 14.40 Cinéma: Joliet. 14.45 Cinéma: Joliet. 14.50 Cinéma: Joliet. 14.55 Cinéma: Joliet. 15.00 Cinéma: Joliet. 15.05 Cinéma: Joliet. 15.10 Cinéma: Joliet. 15.15 Cinéma: Joliet. 15.20 Cinéma: Joliet. 15.25 Cinéma: Joliet. 15.30 Cinéma: Joliet. 15.35 Cinéma: Joliet. 15.40 Cinéma: Joliet. 15.45 Cinéma: Joliet. 15.50 Cinéma: Joliet. 15.55 Cinéma: Joliet. 16.00 Cinéma: Joliet. 16.05 Cinéma: Joliet. 16.10 Cinéma: Joliet. 16.15 Cinéma: Joliet. 16.20 Cinéma: Joliet. 16.25 Cinéma: Joliet. 16.30 Cinéma: Joliet. 16.35 Cinéma: Joliet. 16.40 Cinéma: Joliet. 16.45 Cinéma: Joliet. 16.50 Cinéma: Joliet. 16.55 Cinéma: Joliet. 17.00 Cinéma: Joliet. 17.05 Cinéma: Joliet. 17.10 Cinéma: Joliet. 17.15 Cinéma: Joliet. 17.20 Cinéma: Joliet. 17.25 Cinéma: Joliet. 17.30 Cinéma: Joliet. 17.35 Cinéma: Joliet. 17.40 Cinéma: Joliet. 17.45 Cinéma: Joliet. 17.50 Cinéma: Joliet. 17.55 Cinéma: Joliet. 18.00 Cinéma: Joliet. 18.05 Cinéma: Joliet. 18.10 Cinéma: Joliet. 18.15 Cinéma: Joliet. 18.20 Cinéma: Joliet. 18.25 Cinéma: Joliet. 18.30 Cinéma: Joliet. 18.35 Cinéma: Joliet. 18.40 Cinéma: Joliet. 18.45 Cinéma: Joliet. 18.50 Cinéma: Joliet. 18.55 Cinéma: Joliet. 19.00 Cinéma: Joliet. 19.05 Cinéma: Joliet. 19.10 Cinéma: Joliet. 19.15 Cinéma: Joliet. 19.20 Cinéma: Joliet. 19.25 Cinéma: Joliet. 19.30 Cinéma: Joliet. 19.35 Cinéma: Joliet. 19.40 Cinéma: Joliet. 19.45 Cinéma: Joliet. 19.50 Cinéma: Joliet. 19.55 Cinéma: Joliet. 20.00 Cinéma: Joliet. 20.05 Cinéma: Joliet. 20.10 Cinéma: Joliet. 20.15 Cinéma: Joliet. 20.20 Cinéma: Joliet. 20.25 Cinéma: Joliet. 20.30 Cinéma: Joliet. 20.35 Cinéma: Joliet. 20.40 Cinéma: Joliet. 20.45 Cinéma: Joliet. 20.50 Cinéma: Joliet. 20.55 Cinéma: Joliet. 21.00 Cinéma: Joliet. 21.05 Cinéma: Joliet. 21.10 Cinéma: Joliet. 21.15 Cinéma: Joliet. 21.20 Cinéma: Joliet. 21.25 Cinéma: Joliet. 21.30 Cinéma: Joliet. 21.35 Cinéma: Joliet. 21.40 Cinéma: Joliet. 21.45 Cinéma: Joliet. 21.50 Cinéma: Joliet. 21.55 Cinéma: Joliet. 22.00 Cinéma: Joliet. 22.05 Cinéma: Joliet. 22.10 Cinéma: Joliet. 22.15 Cinéma: Joliet. 22.20 Cinéma: Joliet. 22.25 Cinéma: Joliet. 22.30 Cinéma: Joliet. 22.35 Cinéma: Joliet. 22.40 Cinéma: Joliet. 22.45 Cinéma: Joliet. 22.50 Cinéma: Joliet. 22.55 Cinéma: Joliet. 23.00 Cinéma: Joliet. 23.05 Cinéma: Joliet. 23.10 Cinéma: Joliet. 23.15 Cinéma: Joliet. 23.20 Cinéma: Joliet. 23.25 Cinéma: Joliet. 23.30 Cinéma: Joliet. 23.35 Cinéma: Joliet. 23.40 Cinéma: Joliet. 23.45 Cinéma: Joliet. 23.50 Cinéma: Joliet. 23.55 Cinéma: Joliet. 0.00 Cinéma: Joliet. 0.05 Cinéma: Joliet. 0.10 Cinéma: Joliet. 0.15 Cinéma: Joliet. 0.20 Cinéma: Joliet. 0.25 Cinéma: Joliet. 0.30 Cinéma: Joliet. 0.35 Cinéma: Joliet. 0.40 Cinéma: Joliet. 0.45 Cinéma: Joliet. 0.50 Cinéma: Joliet. 0.55 Cinéma: Joliet. 1.00 Cinéma: Joliet. 1.05 Cinéma: Joliet. 1.10 Cinéma: Joliet. 1.15 Cinéma: Joliet. 1.20 Cinéma: Joliet. 1.25 Cinéma: Joliet. 1.30 Cinéma: Joliet. 1.35 Cinéma: Joliet. 1.40 Cinéma: Joliet. 1.45 Cinéma: Joliet. 1.50 Cinéma: Joliet. 1.55 Cinéma: Joliet. 2.00 Cinéma: Joliet. 2.05 Cinéma: Joliet. 2.10 Cinéma: Joliet. 2.15 Cinéma: Joliet. 2.20 Cinéma: Joliet. 2.25 Cinéma: Joliet. 2.30 Cinéma: Joliet. 2.35 Cinéma: Joliet. 2.40 Cinéma: Joliet. 2.45 Cinéma: Joliet. 2.50 Cinéma: Joliet. 2.55 Cinéma: Joliet. 3.00 Cinéma: Joliet. 3.05 Cinéma: Joliet. 3.10 Cinéma: Joliet. 3.15 Cinéma: Joliet. 3.20 Cinéma: Joliet. 3.25 Cinéma: Joliet. 3.30 Cinéma: Joliet. 3.35 Cinéma: Joliet. 3.40 Cinéma: Joliet. 3.45 Cinéma: Joliet. 3.50 Cinéma: Joliet. 3.55 Cinéma: Joliet. 4.00 Cinéma: Joliet. 4.05 Cinéma: Joliet. 4.10 Cinéma: Joliet. 4.15 Cinéma: Joliet. 4.20 Cinéma: Joliet. 4.25 Cinéma: Joliet. 4.30 Cinéma: Joliet. 4.35 Cinéma: Joliet. 4.40 Cinéma: Joliet. 4.45 Cinéma: Joliet. 4.50 Cinéma: Joliet. 4.55 Cinéma: Joliet. 5.00 Cinéma: Joliet. 5.05 Cinéma: Joliet. 5.10 Cinéma: Joliet. 5.15 Cinéma: Joliet. 5.20 Cinéma: Joliet. 5.25 Cinéma: Joliet. 5.30 Cinéma: Joliet. 5.35 Cinéma: Joliet. 5.40 Cinéma: Joliet. 5.45 Cinéma: Joliet. 5.50 Cinéma: Joliet. 5.55 Cinéma: Joliet. 6.00 Cinéma: Joliet. 6.05 Cinéma: Joliet. 6.10 Cinéma: Joliet. 6.15 Cinéma: Joliet. 6.20 Cinéma: Joliet. 6.25 Cinéma: Joliet. 6.30 Cinéma: Joliet. 6.35 Cinéma: Joliet. 6.40 Cinéma: Joliet. 6.45 Cinéma: Joliet. 6.50 Cinéma: Joliet. 6.55 Cinéma: Joliet. 7.00 Cinéma: Joliet. 7.05 Cinéma: Joliet. 7.10 Cinéma: Joliet. 7.15 Cinéma: Joliet. 7.20 Cinéma: Joliet. 7.25 Cinéma: Joliet. 7.30 Cinéma: Joliet. 7.35 Cinéma: Joliet. 7.40 Cinéma: Joliet. 7.45 Cinéma: Joliet. 7.50 Cinéma: Joliet. 7.55 Cinéma: Joliet. 8.00 Cinéma: Joliet. 8.05 Cinéma: Joliet. 8.10 Cinéma: Joliet. 8.15 Cinéma: Joliet. 8.20 Cinéma: Joliet. 8.25 Cinéma: Joliet. 8.30 Cinéma: Joliet. 8.35 Cinéma: Joliet. 8.40 Cinéma: Joliet. 8.45 Cinéma: Joliet. 8.50 Cinéma: Joliet. 8.55 Cinéma: Joliet. 9.00 Cinéma: Joliet. 9.05 Cinéma: Joliet. 9.10 Cinéma: Joliet. 9.15 Cinéma: Joliet. 9.20 Cinéma: Joliet. 9.25 Cinéma: Joliet. 9.30 Cinéma: Joliet. 9.35 Cinéma: Joliet. 9.40 Cinéma: Joliet. 9.45 Cinéma: Joliet. 9.50 Cinéma: Joliet. 9.55 Cinéma: Joliet. 10.00 Cinéma: Joliet. 10.05 Cinéma: Joliet. 10.10 Cinéma: Joliet. 10.15 Cinéma: Joliet. 10.20 Cinéma: Joliet. 10.25 Cinéma: Joliet. 10.30 Cinéma: Joliet. 10.35 Cinéma: Joliet. 10.40 Cinéma: Joliet. 10.45 Cinéma: Joliet. 10.50 Cinéma: Joliet. 10.55 Cinéma: Joliet. 11.00 Cinéma: Joliet. 11.05 Cinéma: Joliet. 11.10 Cinéma: Joliet. 11.15 Cinéma: Joliet. 11.20 Cinéma: Joliet. 11.25 Cinéma: Joliet. 11.30 Cinéma: Joliet. 11.35 Cinéma: Joliet. 11.40 Cinéma: Joliet. 11.45 Cinéma: Joliet. 11.50 Cinéma: Joliet. 11.55 Cinéma: Joliet. 12.00 Cinéma: Joliet. 12.05 Cinéma: Joliet. 12.10 Cinéma: Joliet. 12.15 Cinéma: Joliet. 12.20 Cinéma: Joliet. 12.25 Cinéma: Joliet. 12.30 Cinéma: Joliet. 12.35 Cinéma: Joliet. 12.40 Cinéma: Joliet. 12.45 Cinéma: Joliet. 12.50 Cinéma: Joliet. 12.55 Cinéma: Joliet. 13.00 Cinéma: Joliet. 13.05 Cinéma: Joliet. 13.10 Cinéma: Joliet. 13.15 Cinéma: Joliet. 13.20 Cinéma: Joliet. 13.25 Cinéma: Joliet. 13.30 Cinéma: Joliet. 13.35 Cinéma: Joliet. 13.40 Cinéma: Joliet. 13.45 Cinéma: Joliet. 13.50 Cinéma: Joliet. 13.55 Cinéma: Joliet. 14.00 Cinéma: Joliet. 14.05 Cinéma: Joliet. 14.10 Cinéma: Joliet. 14.15 Cinéma: Joliet. 14.20 Cinéma: Joliet. 14.25 Cinéma: Joliet. 14.30 Cinéma: Joliet. 14.35 Cinéma: Joliet. 14.40 Cinéma: Joliet. 14.45 Cinéma: Joliet. 14.50 Cinéma: Joliet. 14.55 Cinéma: Joliet. 15.00 Cinéma: Joliet. 15.05 Cinéma: Joliet. 15.10 Cinéma: Joliet. 15.15 Cinéma: Joliet. 15.20 Cinéma: Joliet. 15.25 Cinéma: Joliet. 15.30 Cinéma: Joliet. 15.35 Cinéma: Joliet. 15.40 Cinéma: Joliet. 15.45 Cinéma: Joliet. 15.50 Cinéma: Joliet. 15.55 Cinéma: Joliet. 16.00 Cinéma: Joliet. 16.05 Cinéma: Joliet. 16.10 Cinéma: Joliet. 16.15 Cinéma: Joliet. 16.20 Cinéma: Joliet. 16.25 Cinéma: Joliet. 16.30 Cinéma: Joliet. 16.35 Cinéma: Joliet. 16.40 Cinéma: Joliet. 16.45 Cinéma: Joliet. 16.50 Cinéma: Joliet. 16.55 Cinéma: Joliet. 17.00 Cinéma: Joliet. 17.05 Cinéma: Joliet. 17.10 Cinéma: Joliet. 17.15 Cinéma: Joliet. 17.20 Cinéma: Joliet. 17.25 Cinéma: Joliet. 17.30 Cinéma: Joliet. 17.35 Cinéma: Joliet. 17.40 Cinéma: Joliet. 17.45 Cinéma: Joliet. 17.50 Cinéma: Joliet. 17.55 Cinéma: Joliet. 18.00 Cinéma: Joliet. 18.05 Cinéma: Joliet. 18.10 Cinéma: Joliet. 18.15 Cinéma: Joliet. 18.20 Cinéma: Joliet. 18.25 Cinéma: Joliet. 18.30 Cinéma: Joliet. 18.35 Cinéma: Joliet. 18.40 Cinéma: Joliet. 18.45 Cinéma: Joliet. 18.50 Cinéma: Joliet. 18.55 Cinéma: Joliet. 19.00 Cinéma: Joliet. 19.05 Cinéma: Joliet. 19.10 Cinéma: Joliet. 19.15 Cinéma: Joliet. 19.20 Cinéma: Joliet. 19.25 Cinéma: Joliet. 19.30 Cinéma: Joliet. 19.35 Cinéma: Joliet. 19.40 Cinéma: Joliet. 19.45 Cinéma: Joliet. 19.50 Cinéma: Joliet. 19.55 Cinéma: Joliet. 20.00 Cinéma: Joliet. 20.05 Cinéma: Joliet. 20.10 Cinéma: Joliet. 20.15 Cinéma: Joliet. 20.20 Cinéma: Joliet. 20.25 Cinéma: Joliet. 20.30 Cinéma: Joliet. 20.35 Cinéma: Joliet. 20.40 Cinéma: Joliet. 20.45 Cinéma: Joliet. 20.50 Cinéma: Joliet. 20.55 Cinéma: Joliet. 21.00 Cinéma: Joliet. 21.05 Cinéma: Joliet. 21.10 Cinéma: Joliet. 21.15 Cinéma: Joliet. 21.20 Cinéma: Joliet. 21.25 Cinéma: Joliet. 21.30 Cinéma: Joliet. 21.35 Cinéma: Joliet. 21.40 Cinéma: Joliet. 21.45 Cinéma: Joliet. 21.50 Cinéma: Joliet. 21.55 Cinéma: Joliet. 22.00 Cinéma: Joliet. 22.05 Cinéma: Joliet. 22.10 Cinéma: Joliet. 22.15 Cinéma: Joliet. 22.20 Cinéma: Joliet. 22.25 Cinéma: Joliet. 22.30 Cinéma: Joliet. 22.35 Cinéma: Joliet. 22.40 Cinéma: Joliet. 22.45 Cinéma: Joliet. 22.50 Cinéma: Joliet. 22.55 Cinéma: Joliet. 23.00 Cinéma: Joliet. 23.05 Cinéma: Joliet. 23.10 Cinéma: Joliet. 23.15 Cinéma: Joliet. 23.20 Cinéma: Joliet. 23.25 Cinéma: Joliet. 23.30 Cinéma: Joliet. 23.35 Cinéma: Joliet. 23.40 Cinéma: Joliet. 23.45 Cinéma: Joliet. 23.50 Cinéma: Joliet. 23.55 Cinéma: Joliet. 0.00 Cinéma: Joliet. 0.05 Cinéma: Joliet. 0.10 Cinéma: Joliet. 0.15 Cinéma: Joliet. 0.20 Cinéma: Joliet. 0.25 Cinéma: Joliet. 0.30 Cinéma: Joliet. 0.35 Cinéma: Joliet. 0.40 Cinéma: Joliet. 0.45 Cinéma: Joliet. 0.50 Cinéma: Joliet. 0.55 Cinéma: Joliet. 1.00 Cinéma: Joliet. 1.05 Cinéma: Joliet. 1.10 Cinéma: Joliet. 1.15 Cinéma: Joliet. 1.20 Cinéma: Joliet. 1.25 Cinéma: Joliet. 1.30 Cinéma: Joliet. 1.35 Cinéma: Joliet. 1.40 Cinéma: Joliet. 1.45 Cinéma: Joliet. 1.50 Cinéma: Joliet. 1.55 Cinéma: Joliet. 2.00 Cinéma: Joliet. 2.05 Cinéma: Joliet. 2.10 Cinéma: Joliet. 2.15 Cinéma: Joliet. 2.20 Cinéma: Joliet. 2.25 Cinéma: Joliet. 2.30 Cinéma: Joliet. 2.35 Cinéma: Joliet. 2.40 Cinéma: Joliet. 2.45 Cinéma: Joliet. 2.50 Cinéma: Joliet. 2.55 Cinéma: Joliet. 3.00 Cinéma: Joliet. 3.05 Cinéma: Joliet. 3.10 Cinéma: Joliet. 3.15 Cinéma: Joliet. 3.20 Cinéma: Joliet. 3.25 Cinéma: Joliet. 3.30 Cinéma: Joliet. 3.35 Cinéma: Joliet. 3.40 Cinéma: Joliet. 3.45 Cinéma: Joliet. 3.50 Cinéma: Joliet. 3.55 Cinéma: Joliet. 4.00 Cinéma: Joliet. 4.05 Cinéma: Joliet. 4.10 Cinéma: Joliet. 4.15 Cinéma: Joliet. 4.20 Cinéma: Joliet. 4.25 Cinéma: Joliet. 4.30 Cinéma: Joliet. 4.35 Cinéma: Joliet. 4.40 Cinéma: Joliet. 4.45 Cinéma: Joliet. 4.50 Cinéma: Joliet. 4.55 Cinéma: Joliet. 5.00 Cinéma: Joliet. 5.05 Cinéma: Joliet. 5.10 Cinéma: Joliet. 5.15 Cinéma: Joliet. 5.20 Cinéma: Joliet. 5.25 Cinéma: Joliet. 5.30 Cinéma: Joliet. 5.35 Cinéma: Joliet. 5.40 Cinéma: Joliet. 5.45 Cinéma: Joliet. 5.50 Cinéma: Joliet. 5.55 Cinéma: Joliet. 6.00 Cinéma: Joliet. 6.05 Cinéma: Joliet. 6.10 Cinéma: Joliet. 6.15 Cinéma: Joliet. 6.20 Cinéma: Joliet. 6.25 Cinéma: Joliet. 6.30 Cinéma: Joliet. 6.35 Cinéma: Joliet. 6.40 Cinéma: Joliet. 6.45 Cinéma: Joliet. 6.50 Cinéma: Joliet. 6.55 Cinéma: Joliet. 7.00 Cinéma: Joliet. 7.05 Cinéma: Joliet. 7.10 Cinéma: Joliet. 7.15 Cinéma: Joliet. 7.20 Cinéma: Joliet. 7.25 Cinéma: Joliet. 7.30 Cinéma: Joliet. 7.35 Cinéma: Joliet. 7.40 Cinéma: Joliet. 7.45 Cinéma: Joliet. 7.50 Cinéma: Joliet. 7.55 Cinéma: Joliet. 8.00 Cinéma: Joliet. 8.05 Cinéma: Joliet. 8.10 Cinéma: Joliet. 8.15 Cinéma: Joliet. 8.20 Cinéma: Joliet. 8.25 Cinéma: Joliet. 8.30 Cinéma: Joliet. 8.35 Cinéma: Joliet. 8.40 Cinéma: Joliet. 8.45 Cinéma: Joliet. 8.50 Cinéma: Joliet. 8.55 Cinéma: Joliet. 9.00 Cinéma: Joliet. 9.05 Cinéma: Joliet. 9.10 Cinéma: Joliet. 9.15 Cinéma: Joliet. 9.20 Cinéma: Joliet. 9.25 Cinéma: Joliet. 9.30 Cinéma: Joliet. 9.35 Cinéma: Joliet. 9.40 Cinéma: Joliet. 9.45 Cinéma: Joliet. 9.50 Cinéma: Joliet. 9.55 Cinéma: Joliet. 10.00 Cinéma: Joliet. 10.05 Cinéma: Joliet. 10.10 Cinéma: Joliet. 10.15 Cinéma: Joliet. 10.20 Cinéma: Joliet. 10.25 Cinéma: Joliet. 10.30 Cinéma: Joliet. 10.35 Cinéma: Joliet. 10.40 Cinéma: Joliet. 10.45 Cinéma: Joliet. 10.50 Cinéma: Joliet. 10.55 Cinéma: Joliet. 11.00 Cinéma: Joliet. 11.05 Cinéma: Joliet. 11.10 Cinéma: Joliet. 11.15 Cinéma: Joliet. 11.20 Cinéma: Joliet. 11.25 Cinéma: Joliet. 11.30 Cinéma: Joliet. 11.

Culture

CINÉMA

Le Monde • Samedi 20 août 1988 13

«Mangeclous», d'Albert Cohen en tournage

Le cœur à l'ouvrage

Moshé Mizrahi qui donna à Simone Signoret le rôle de Madame Rosa dans la Vie devant soi, tourne la première adaptation d'une œuvre d'Albert Cohen pour le cinéma.

En tête d'une distribution brillante Pierre Richard étonnant Mangeclous.

Dans les entrailles balnéaires du palais de Chaillot, transformées en studio de cinéma, à l'heure de la cuisine, un petit garçon sérieux lit un livre, en français. « Il ne parle pas français », dit son père, dans un français parfait. Le petit garçon est le fils de Moshé Mizrahi qui fit de Simone Signoret l'inoubliable Madame Rosa de la Vie devant soi. Après, Moshé Mizrahi a passé des années à New-York et à Jérusalem, à faire des films, bien sûr, l'un sur le ghetto de Varsovie, sorti, dit-il, brutalement à Paris. Il est de retour aujourd'hui, dans un état de lumineuse exaltation. S'il est là, c'est qu'un miracle a eu lieu, il se sent appelé, désigné, c'est bien lui et pas un autre qui devait être chargé de la mission quasi sacrée de porter à l'écran le succulent chef-d'œuvre d'Albert Cohen, Mangeclous, publié en 1938, épopée drôle et « valeureux » langé dans les canaux planétaires qui le font « notamment » participer à l'utopie de la création de l'Etat d'Israël.

Il est touchant de voir ce petit homme ardent dans son immense décor qui représente les salons du Palais des Nations de Genève où s'agitait Solal. Il est un manifestement communautaire son ardeur à son producteur Jacques Kirsner (le budget du film s'élève à 34 millions de francs), et à ses amis.

C'est une troupe magnifique, impressionnante. Si l'on lit la description des « valeureux » chez Cohen, on ne peut qu'être saisi de la folle ressemblance des comédiens avec leurs modèles. L'oncle Salliel, « un homme de fin cheveu blanc, son visage ricté et candide aux mille petites rides », c'est Bernard Blier, à l'évidence. Jacques Villaret est parfait en Salomon, « cet Israélite aisé et musclé ». Matthäus dit « le capitaine des avions, homme sec, calme et jeune » a trouvé son double en Jacques Dufillou. Michaël, « beau géant dont les moustaches en croc troublaient les Céphaloniennes » ? Jean-Luc Bideau fait tout à fait l'affaire.

Il ne faut pas oublier Solal, « le haut et jeune et très beau sous-sécretaire général de la Société des Nations ». Celui-là, tout le monde voulait l'incarner, semble-t-il. Qui ? « Tout le monde, vraiment. Toutes les vedettes en âge de le jouer. Et même toutes sortes de vedettes... Y compris Bernard-Henri Lévy ». Finalement, Moshé Mizrahi a préféré un visage inconnu. Samuel

Mizrahi m'a dit d'acheter Mangeclous, le bouquin. Je l'ai fait. Mais j'habite sur un bateau, et le livre est tombé dans la Seine. Je l'ai sauvé des eaux, comme Moïse. Et j'ai eu l'impression qu'il me disait alors : « Maintenant, je t'appartiens et tu

loges de tous les défauts humains, mais avec tant de candeur et de grâce, que nous pouvons alors les aimer. » Comment est née l'aventure de Mangeclous ? Moshé Mizrahi raconte : « En 1978, le producteur

blait éprouver une grande méfiance envers les gens du cinéma. Ecrivez-moi une lettre, me dit-elle, expliquez-moi vos intentions, vos motivations. »

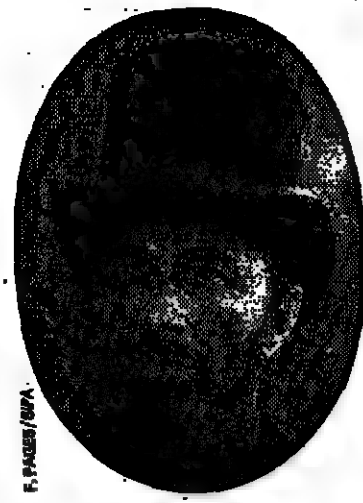
La lettre fut sans doute convaincante. Aussitôt Bella Cohen cède les droits de Mangeclous. Et là, la peur saisit Mizrahi. Et l'obsession de la fidélité. Cinq mois pour peaufiner l'adaptation, alors qu'il lui avait fallu quatre semaines pour boucler celle de la Vie devant soi. Tous les dialogues sont de Cohen. Qui aurait fait mieux ?

Exemple : Solal. — Vous êtes triste d'aller en prison ? Jérémie. — Un peu triste, messié général. Mais content que je n'ai pas la tiberkuloze.

Solal. — Et si vous aviez la tiberkuloze ? Jérémie. — Alors content de ne pas avoir cancer ?

Solal. — Et si cancer ? Jérémie. — Alors content d'être juif. C'est une catastrophe mais belle.

On tourne. Les « cinq » sont de la scène, dans l'antichambre de Solal. Ils connaissent leur texte par cœur.



Mangeclous (Pierre Richard).

Tout leur texte. « Chaque virgule compte », a dit Blier. Il y a entre eux, c'est sensible, une véritable compétition, constructive.

On leur souhaite bien du succès à ces « valeureux » qui, à la fin du film, comme le dit Cohen d'un phrasé juteux et sucré, et comme veut de tout son cœur le montrer Moshé Mizrahi, « vont d'un pas léger, bras dessus bras dessous, cinq jumeaux frères et amis, le long des prés, des arbres chantants et des fleurs aimantes ».

DANIEL HEYMANN.



De gauche à droite : Mangeclous (Pierre Richard), Salomon (Jacques Villaret), Salliel (Bernard Blier), Matthäus (Jacques Dufillou) et Michaël (Jean-Luc Bideau).

Laberthe qui fut le Cid chez Deshayes sera Solal. Et Charles Aznavour, Jérémie, dans la légende effrangée, et Jean Carmet, Scipion, « le Marseillais ».

Et Mangeclous, alors ? Qui est Mangeclous, le physique flamboyant et « valeureux » chez Cohen, on ne peut qu'être saisi de la folle ressemblance des comédiens avec leurs modèles. L'oncle Salliel, « un homme de fin cheveu blanc, son visage ricté et candide aux mille petites rides », c'est Bernard Blier, à l'évidence. Jacques Villaret est parfait en Salomon, « cet Israélite aisé et musclé ». Matthäus dit « le capitaine des avions, homme sec, calme et jeune » a trouvé son double en Jacques Dufillou. Michaël, « beau géant dont les moustaches en croc troublaient les Céphaloniennes » ? Jean-Luc Bideau fait tout à fait l'affaire.

Il ne faut pas oublier Solal, « le haut et jeune et très beau sous-sécretaire général de la Société des Nations ». Celui-là, tout le monde

n'appartient, débrouille-toi, c'est toi qui l'a voulu. Je l'ai fait et révisé, je le réviserai encore. C'est comme un pamplemousse dont on a jamais fini d'extraire le jus. »

Bernard Blier réchouille : « Je n'ai pas vu un texte pareil depuis Anouilh et Giraudoux. Chez Anouilh chaque virgule compte. Là aussi. Il ajoute qu'il se régale de « ce baroque intellectuel ». Il est tel un gros chat lucide qui a connu sept vies, cent rôles. Il a soixante-quatre ans. Il ne le sait pas. Il ne veut pas le savoir. Pendant les prises de vues en Grèce, il y a quelques semaines, sous la canicule, on plaçait des poches de glaçons sous sa lourde redingote. Il ne se plaignait pas. Il dit : « C'est marrant, nous qui jouons les « valeureux », nous sommes tous gais ! »

Moshé Mizrahi assure qu'il l'a fait exprès. Il ajoute qu'il se félicite à chaque instant du choix de ses interprètes : « Ils ont résisté à la tentation de paraître plus intelligents que leurs personnages, ils les jouent au premier degré, sans en rajouter. Ces personnages composent un cata-

Raymond Hakim me propose de tourner Belle du Seigneur. Un an plus tard, je rends ma première visite à Albert Cohen, j'étais gris. Moi je suis né à Alexandrie, mais mon grand-père paternel est de Corfou, comme lui, les Valeureux sont mes cousins. Albert Cohen me décourage un peu de tenter la mise en images de Belle du Seigneur. « Trop difficile, vous ne trouverez jamais personne pour jouer ça. Pourquoi ne feriez-vous pas quelque chose avec Mangeclous, plutôt ? »

« La graine était semée. Mais Albert Cohen est mort. Les années ont passé. Et puis un jour, je me suis dit : si je reviens en France, ce sera pour tourner Mangeclous. Je suis entré en contact avec la veuve d'Albert Cohen, Bella. Elle sem-

Le Coppola nouveau est arrivé

S'il est un film auquel, ce week-end dernier, la Dernière tentation du Christ a singulièrement volé la vedette de sa foudroyante et grande victoire, c'est le Tucker de Francis Coppola, produit par George Lucas.

Ce film devait faire événement, et d'une certaine manière, le retour de Coppola est un événement. La presse américaine souligne que, après Jardins de pierre et le gentil Peggy Sue, ayant assimilé la leçon et le style de One from the Heart, Coppola retrouve son panache d'Apocalypse Now et de Parias.

Jay Scott, du Toronto Globe and Mail, donne le ton : « Presque une comédie musicale, et la caméra de Vittorio Storaro unit l'imagerie de Norman Rockwell et la palette intense des photos de Life Magazine. » Tous louent, dans l'ensemble, le style extrêmement fluide avec lequel Coppola raconte l'histoire de Preston Tucker, génie de l'automobile qui, dans les années 40, parit à l'assaut des trois grands de Detroit... et perdit la bataille : la Tucker ne fut jamais produite : il en resta

quarante-six exemplaires (Coppola en possède deux). Pour rester dans le thème, le film est qualifié de « superbement carrossé, au fur et à mesure d'octaves », même si, pour Roger Ebert (New York Post), « il tombe en panne d'essence dans la dernière ligne droite ».

Partant du titre complet du film — Tucker, l'homme et son rêve — le nom le plus constamment évoqué est celui du cinéaste Frank Capra (M. Smith au Sénat), spécialiste du combat entre l'individu solitaire (mais qui a raison) et les puissances en place (qui pensent seulement à s'enrichir en toute illégalité). Et tous de rapprocher Clifton Tucker, des Francis Coppola, inventeur et artiste face aux grands studios hollywoodiens qui voulaient — et ont eu (temporairement) — sa peau. Il semble impossible de ne pas y penser et, au vu de leurs déclarations à la presse, le parallèle semble avoir été constamment présent à l'esprit de George Lucas autant qu'à celui de Francis Coppola.

HENRI BÉHAR.

MUSIQUE

Messiaen au Festival estival de Paris

Les disciples

Olivier Messiaen fêtera son quatre-vingtième anniversaire le 10 décembre, et, avec un peu d'avance, le Festival estival de Paris l'a choisi comme compositeur de l'été.

Olivier Messiaen n'est pas seulement le compositeur vivant le plus connu et le plus joué dans le monde — il est le seul à posséder, aux Etats-Unis, une montagne qui porte son nom —, grâce à son activité inlassable et pédagogique au Conservatoire de Paris, de 1947 à 1978, il a formé un nombre exceptionnel de disciples, parmi lesquels figurent la plupart des créateurs d'aujourd'hui. Il était donc naturel de consacrer également un concert à ses élèves, non pas à tous car il y faudrait plusieurs journées, mais à quelques-uns, librement choisis, ni plus ni moins représentatifs que d'autres. Et d'ailleurs, comme on a pu le constater encore une fois, si quatre mesures prises au hasard suffisent à identifier une œuvre de Messiaen, on ne saurait découvrir chez ses disciples la moindre trace de mimétisme ou la marque d'une école.

Il est difficile en outre d'imaginer des personnalités plus différentes que celles de Paul Méfano, dont la mélodie Que l'oiseau se déchire en sable (1962), chantée par Yumi Nara, ouvrait le concert du 5 août à l'audi-

torium des Halles, et celle de N'Guyen Thien Dao, dont Jean-Luc Menet jouait ensuite Francis pour fûte basse (1974). La première œuvre est encore, à l'heure de la nuit, assez bouillonnante, avec cette fragilité et ces solans où l'on devine déjà le style futur de Méfano ; la seconde, très intérieure, d'une douceur angélique parfois, avec ces modifications quaternaires à l'intérieur de sous presque immobiles, révèle cette maîtrise du temps et du timbre qui a si vivement impressionné Messiaen qu'il n'hésite pas à placer Dao parmi ses disciples de prédilection.

Autant le Francis de Dao cherche à donner l'impression d'une libre méditation, et y parvient, autant le Monodrame, pour percussions (1984), de Yoshihisa Taira, interprété par Thierry Miroglio, frappe par la netteté de sa structure, échappant ainsi au danger de la virtuosité anecdotique qui menace la plupart des œuvres pour percussions seules. En outre, l'évolution de la musique sait captiver l'attention de bout en bout.

Taira faisait implicitement référence, dans son Monodrame, au théâtre japonais, mais, paradoxalement, le Sifflement de vent porteur de l'automne... de Canadien Gilles Tremblay, avec ses frissons de fûte et de percussions, ces longues résolutions de cymbales assourcies par un micro — un certain ritualisme aussi — a quelque chose de plus oriental avec une séduction sonore indéniable.

Tétramorphie (1976), de Michèle Reverdy, enfin, pour alto et percussion est le fruit d'une commande, comme on peut l'imaginer, tant une telle association semble incongrue de prime abord. Le plus étonnant est que cela fonctionne si bien : la partie d'alto assez virtuose, superbement tenue par Jean Sulem, met en valeur toutes les facettes de l'instrument, et la percussion le soutient avec la même neutralité qu'un piano, ajoutant une sorte de mystère sourd derrière ce chant lyrique et fantasque.

Le concert aurait dû s'achever par l'exécution du Quatuor pour la fin du temps de Messiaen, que des élèves du Conservatoire avaient travaillé pendant un stage de quatre jours sous la direction de Michel Béroff, mais l'œuvre a résisté. Une semaine n'aurait pas été de trop, même pour des professionnels.

GERARD CONDÉ

* Prochains concerts : 24 août, Vingt regards sur l'Enfant Jésus, avec la pianiste Alice Adet ; 7 septembre, la Transfiguration, par l'Orchestre de la Jeune Philharmonie de Stuttgart ; 16 septembre, Des canyons aux étoiles, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France.

* Le 9 septembre, un film de Denise Thual et une conférence de Michèle Reverdy, qui avait publié il y a dix ans chez Alphonse Leduc une étude analytique remarquable sur l'œuvre pour piano de Messiaen. Le même éditeur vient de faire paraître son analyse de l'œuvre pour orchestre.

MODE

Kenzo déménage

Kenzo le moins japonais des couturiers nippons qui vivent et réussissent à Paris s'agrandit, s'enrichit et déménage

La place des Victoires est calme, insouciée. Kenzo Tagada, parfait sur son canapé blanc, a enfilé un petit pull à encolure en V, porte des chaussures violettes assorties aux rayures de sa chemise. Il y a tout juste dix-huit ans, il montait ses premiers vêtements dans la boutique Jungla Jap de la galerie Vivienne, décorée à la Dounier Rousseau. Deux mannequins de cabine, une vendeuse et un garçon d'étalier, défilent sur la musique « d'il était une fois dans l'Ouest » avec des tenues taillées dans des cotonnades japonaises, des coupons achetés au Marché Saint-Pierre.

L'image est restée : Kenzo, « le plus parisien des japonais », Kenzo les grosses fleurs, l'idée d'un follore emprunté à une rue gaie, mobile imaginaire, nourrie de voyages et qu'aurait révisé tous les grands shows maison des quinze dernières années. Il y a eu Grace Jones chantant pour la première fois en public l'été 81, et une fois de l'ouverture du Studio 54 à New-York (avril 1979). Kenzo chevauchant un éléphant dans le cirque Knie de Zurich, des tentes transparentes et une pluie d'étoiles d'or inondant 7 000 invités (juin 1985). L'heure des folles semble passée. On a bien vu quelques chèvres en mars dernier au Cirque d'Hiver.

Mais Kenzo représente peut-être plus aujourd'hui un système qu'un prénom : 320 millions de francs de chiffre d'affaires déclarés pour 1987, licences

comprises (lunettes, draps, montres...), 180 points de vente pour la ligne principale, 1 000 pour les secondaires (Jungla, City), 200 pour l'enfant. Depuis 1987, le géant Bidermann fabrique et diffuse la collection homme, et cela se voit. Au moment où le mode masculin se renouvelle à travers une recherche subtile de matières, de détails, la fameuse gilette maison est caricaturée par les penopies multicolores des auteurs des « villes », éternelles battantes au regard fixe.

En septembre, Kenzo ouvre à Paris une boutique de 700 mètres carrés boulevard Raspail (la huitième en cinq ans), lance un parfum diffusé dans six cents points de vente en France, dont les objectifs attendus pour la fin de l'année sont de 10 millions de francs. Son village devrait faire oublier la mésaventure objective de la société Kenzo : King Kong, flop commercial doublé de procès avec la maison de production, King Kong, en alliance avec Jungla Jap. « J'étais jeune, j'étais bien choqué. Et surtout, je ne me demandais pas si les femmes avaient envie de le porter. C'est-ci est plus facile, plus doux peut-être, il ne coupe pas l'appétit au restaurant. »

Des lignes plus pures

Par-delà le flacon-galet au bouchon fleur, le dossier de presse pastel chargé de citations de Kheng-Tsing, Onitsura (« Comme ils sont verts les rameaux sur l'eau qui court ») et d'autres sages nippons, il y a un Kenzo distant par rapport à son image : « On continue à s'associer aux grosses fleurs, aux mélanges fous. J'aime tou-

jours le côté ethnique, mais je m'efforce d'aller vers des lignes plus pures. »

Plus commerciales aussi. Car les défilés sont ailleurs.

Après seize mois de travaux, Kenzo emménage bientôt du côté de la Bastille, dans un ancien hangar dont les dimensions n'excéderont pas 1 000 mètres carrés, « terrasses comprises », précise l'entourage. Kenzo, qui aime toujours s'amuser, a prévu un jardin suspendu avec beaucoup de bambous, d'érables, d'eau qui coule et de bassins à carpes. « Ce sera un endroit pour recevoir », prévient le créateur, logé à ses débuts, en 1985, dans une chambre de bonne à Clichy.

« Quand je suis arrivé à Paris, j'ai trouvé que les femmes ressemblaient à des images de mode. Elles étaient toutes en marron, toutes en mini. Rue Saint-Benoît, j'étais fou. Aujourd'hui, je suis plus habitué peut-être parce qu'elles sont plus libres, moins coincées. » Envie de rue, d'un nouveau village ? Kenzo quitte la villa Montmorency du seizième jugée « trop calme, trop classique, trop lointaine » pour se retrancher dans un quartier qui bouge. Ironie de l'histoire, rue de la Roquette, le mode aux terrasses s'éloigne du noir, du tubulaire pour s'épanouir dans de grandes jupes de couleur et des foulards ethniques. « Je ne suis pas encore prêt pour ça, peut-être parce que j'ai vécu cette époque, et que je n'en suis pas encore sorti. » Et Kenzo le sage d'ajouter, fidèle à ses Rayben de vue, son brushing de garçon dans le vent et sa naïveté déconcertante : « C'est fou, il y a des gens qui ne connaissent même pas les Beatles. »

LAURENCE BENAIM.

Spectacles

théâtre

ANTOINE - SIMONE-BERBAU (43-08-77-71). Les Cahiers tango : 20 h 30.
ARCANE (43-38-19-70). Le Punct de l'après-midi : 20 h.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Si jamais je te pince : 21 h.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vous, la guillemet : 21 h.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Revient d'Amérique : 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du bal : 20 h 30.
CRYPTÉE SAINT-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). O Bérénice : 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadex : 20 h 15. Nous on fait ça on nous dit de faire : 22 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Simone Weil 1909-1943 : 21 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégâté autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Pécin : 21 h 45.
LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et si on faisait le soir juste une minute ? : 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre sans la Puce Prince : 20 h. Nona, Thé et Vincent van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Comédies écrites au XIV^e siècle : 20 h. La Route : 21 h 30.
MATHURINS (42-65-90-00). Les Mystères du confessionnal : 21 h.
MICRODIE (47-42-95-23). Ma cousine de Varsovie : 20 h 45.
NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Soudard : 20 h 30.
ŒUVRE (48-74-43-52). Exercices de style : 20 h 45.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Avant : 20 h 30.
POTINIERE (42-61-44-16). Prie-Frac : 20 h 30.
ROSAUX-THÉÂTRE (43-71-30-20). Jacques Brel s'est vu rechercher mes boutons : 18 h 30. Tokyo Bar-Hôtel : 21 h.

THÉÂTRE DE VERDURE DU JARDIN SHAKESPEARE (42-40-05-32). O La Folie des farces : 15 h.

TINTAMABRE (48-87-33-82). Mathieu : 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30. Barthélemy : 22 h 30.

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-44-34-34)

Le Pays sans étoiles (1946), de Georges Lacombe, 16 h. Cette sacrée jeunesse (1950), de Frank Launder, 19 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

(42-26-34-30)

Si vous avez manqué le début : Paris sur Seine : Actualités Gaumont, Paris au fil de l'eau (1932) de J.C. Bernard, Bonheur des eaux (1932) de Jean Renoir, 14 h 30. De Barba à Montmartre : Montmartre en couleur (1946) de Jean-Claude Bernard, Sheila chante Petites Filles de François (1968) de E. Matelon, l'impossible Monsieur Pipet (1955) d'André Hunebelle, 16 h 30. Paris Mondial : Louis Buisson (1964) de Robert Valey, le Charnier discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, 18 h 30. Paris en chantant : Josephine Baker, Zouzo (1934) de Marc Allégret, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Cécile Beaulieu, 3 (42-71-32-36) ; Saint-André-des-Arts 1, 4 (43-26-48-18) ; Sept Paroisses, 4 (43-20-32-30).
AMÈRE ÉCARTÉE (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 3 (46-34-53-52).
LES ANNÉES GALWICKES (Fr.) : UGC Odéon, 4 (42-20-10-30) ; UGC Opéra, 4 (45-74-95-40).

Vendredi 19 août

cinéma

TOURTOUR (48-87-82-48). Journal d'un loup-garou : 19 h. La Voix humaine : 22 h. Tristan-Bernard (45-22-08-40). O Riffin dans les labours : 21 h.
VARIÉTÉS (42-33-09-92). Le Saut du lit : 20 h 30.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.)

Les Montparnos, 1 (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-20-33-33) ; 14 Juillet Opéra, 2 (47-42-59-83) ; La Pagode, 7 (47-45-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Paroisse, 14 (43-20-32-30) ; Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Panier, 8 (43-27-33-43) ; Faubourg St, 13 (43-31-40-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

MALANCE MAMAN BORS DU TRAIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (43-33-42-26) ; Forum Horizon, 1 (45-08-57-77) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 4 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-39-04-57) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; v.f. : Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

BLOODSPORT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (43-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-32-43) ; Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-95-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

BLU-JEAN COP (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnos, 8 (45-74-94-94).

L. BOHEME (Fr., v.o.) : Vendôme

Opéra, 2 (47-42-60-33).

CANT BUY ME LOVE (A., v.o.) : UGC

Bastille, 12 (43-43-01-59) ; v.f. : UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 12 (45-39-32-43) ; Images, 18 (45-22-46-01).

CHOCOLAT (Fr.) : 14 Juillet Odéon,

(43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Les Montparnos, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

CRITTERS 3 (A., v.f.) : UGC Montparnos,

13 (43-36-23-44) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44).

CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Saint-

Michel, 5 (43-26-78-17) ; Gaumont Paroisse, 14 (43-20-12-06) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (47-42-60-33).

DE BRUIT ET DE FUREUR (Fr.) : Reflet

Logos, 1 (45-62-41-46) ; Gaumont Paroisse, 14 (43-20-12-06).

LE DÉBUTANT (Brit., v.o.) : Les

Trois Bains, 2 (43-26-48-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33) ; Saint-Lazare-Panier, 8 (43-27-33-43) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).

DOUBLE DÉTENTE (A., v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (43-33-42-26) ; UGC Danton, 6 (42-35-10-30) ; UGC Normandie, 6 (45-39-16-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-00) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-74-95-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

EMMANUELLE 6 (Fr.) : George V,

8 (45-62-41-46) ; Miroville, 9 (47-70-72-86).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : George

V, 8 (45-62-41-46).

LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A., v.o.) :

Reflet Logos, 1 (45-62-41-46).

ENVOYEZ LES VIOLENS (Fr.) : Forum

Horizon, 1 (45-08-57-77) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Mistral, 14 (45-39-32-43) ; Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-74-95-40) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-00) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-74-95-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) :

Ciné Beaulieu, 3 (42-71-32-36) ; Cluny Palace, 5 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Paroisse, 6 (43-26-48-18) ; UGC Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Gaumont

Les Halles, 1 (40-20-33-33) ; 14 Juillet Odéon, 4 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-00) ; Kinopanorama, 15 (45-39-32-43) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Faubourg St, 13 (43-31-40-40) ; Miroville, 9 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE GRAND CÉREMB (Fr.) : Lucernaire,

(45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Forum Orient

Express, 1 (43-33-42-26) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-30).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ

DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (43-33-42-26) ; Cécile Beaulieu, 3 (45-33-10-82) ; Pathé Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Bienville Montparnos, 15 (45-44-25-02).

INTÉLUDE (J., v.o.) : Pathé

Logos, 1 (45-62-41-46) ; La Triomphe, 9 (45-62-41-46).

LIAISON FATALE (A., v.o.) : Lucernaire,

(45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).

LONGUE VIE A LA SIGNORA (It., v.o.) :

Lucernaire, 3 (45-44-57-34).

MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : Epée de

Bois, 5 (43-37-57-47).

LA MÉRIDIANNE (Sci.) : Utopia

Champion, 5 (43-26-84-65) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40).

MEURTRE A HOLLYWOOD (A., v.o.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-77) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

MEURTRE DANS UN JARDIN

ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Paroisse, 6 (43-26-48-18).

MILAGRO (A., v.o.) : Forum Orient

Express, 1 (43-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-30).

MISTER DYNAMITE (Hong Kong,

v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) :

La Triomphe, 9 (45-62-41-46).

L'ŒUVRE AU NOIR (Fr.-Bel.) : UGC

Odéon, 4 (42-25-10-30).

POLTERGEIST III (A., v.o.) : Forum

Arco-Ciel, 1 (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 4 (42-25-10-30) ; UGC Bastille, 12 (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Faubourg St, 13 (43-31-40-40) ; Miroville, 9 (45-22-46-01) ; Minimax, 14 (43-20-32-30) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-74-95-40) ; Images, 18 (45-22-46-01).

PUBILYRE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-

37-57-47).

RANDONNÉE POUR UN TUEUR (A., v.o.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-77) ; UGC Danton, 6 (42-35-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 6 (45-39-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistral, 14 (45-39-32-43) ; Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-95-40) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; Trois Secrétaires, 19 (42-06-79-79) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN

L'AIR (Brit., v.o.) : Cécile Beaulieu, 3 (42-71-32-36) ; Cécile Beaulieu, 3 (42-71-32-36).

SEPTEMBRE (A., v.o.) : Studio de la

Harpe, 3 (46-34-53-52).

LE SOVIET (Sov., v.o.) : La Triomphe,

(45-62-41-46).

LE TEMPS DU DESTIN (A., v.o.) :

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Images, 18 (45-22-46-01).

THE KITCHEN TOTO (A., v.o.) : Ciné

Beaulieu, 3 (42-71-32-36) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-30).

LA TRAVESTIE (Fr.) : Pathé Impérial,

2 (47-42-60-33) ; UGC Champs-Élysées, 8 (43-39-04-57) ; Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr.,

v.o.) : Lucernaire, 3 (45-44-57-34).

UN ÉTÉ A PARIS (Fr.) : Studio 43,

(47-70-63-40).

UN MOIS A LA CAMPAGNE (Brit.,

v.o.) : Hopla Champion, 5 (43-26-84-65).

UNE BRINGUE D'ENFER (A., v.o.) :

George V, 8 (45-62-41-46).

VICÉS ET CAPRICES (Fr.) (v.o.) :

George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Miroville, 9 (45-22-46-01) ; v.f. : Miroville, 9 (45-22-46-01).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE

TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-Ciel, 1 (42-97-53-74) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnos, 14 (43-20-12-06) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistral, 14 (45-39-32-43) ; Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-95-40) ; Images, 18 (45-22-46-01) ; Trois Secrétaires, 19 (42-06-79-79) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

WALL STREET (A., v.o.) : Elysées

Lincoln, 5 (45-39-32-43).

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois

Bains, 2 (43-26-48-18) ; (46-33-86-86).

A BOUT PORTANT (A., v.o.) :

Action Christiane, 5 (43-29-11-30) ; Accurat, 5 (46-33-86-86).

ACURRE LA COLÈRE DE DIEU

(All., v.o.) : Accurat (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

L'AMÉRIQUE INTERDITE (Fr.) (A., v.o.) :

UGC Emmanuelle, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33).

LES AMOUREUX D'UNE BLONDE (répé-

tiage, v.o.) : Accurat (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

LES ARISTOCRATES (A., v.f.) : UGC

Odéon, 4 (42-25-10-30) ; Mistral, 14 (45-39-32-43).

L'ÂNE DE PIQUE (Tot., v.o.) : Accurat

(ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

ASSASSINS ET VOLEURS (Fr.) : Gan-

mont Les Halles, 1 (40-20-33-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Autopsie d'un meurtre (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-00) ; Action Christiane, 5 (43-29-11-30).

BIRDY (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-

74-72-71).

BRADDOCK (A., v.f.) : Miroville,

9 (45-22-46-01).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5

(43-54-72-71) ; Elysées Lincoln, 5 (43-39-32-43) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-30).

CARMEN JONES (A., v.o.) : Ranelagh,

16 (42-88-64-44).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) :

Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-00) ; Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-00).

LE CHATEAU DE L'ARAGNÉE (Jap.,

v.o.) : Saint-André-des-Arts 1, 4 (43-26-48-18) ; La Bastille, 11 (43-57-90-81) ; La Bastille, 11 (43-57-90-81).

LES DAMNÉS (Fr.) (v.o.) : Accurat

(ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It.,

v.f.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

DIRTY DANCING (A., v.o.) : George V,

8 (45-62-41-46) ; UGC Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Bastille, 12 (43-43-01-59).

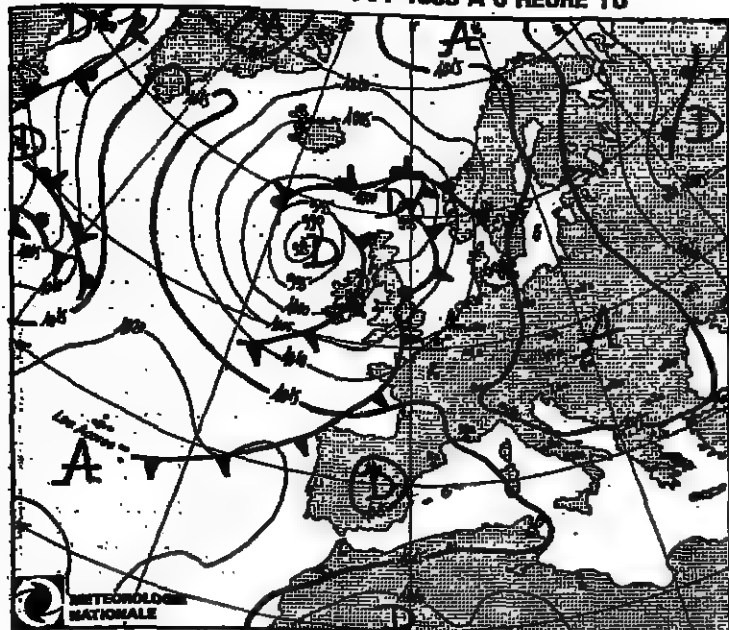
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) :

Paramount Opéra, 2 (47-42-60

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 AOÛT 1988 À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 19 août à 0 h et le dimanche 21 août à 24 heures.

La dépression des Hautes-Pressures, qui a été la cause du beau temps de ces dernières heures, se déplace vers le Sud-Est. Un temps nuageux et pluvieux s'installe sur la France. Le dimanche, la dépression se déplace vers le Sud-Est. Un temps nuageux et pluvieux s'installe sur la France. Le dimanche, la dépression se déplace vers le Sud-Est. Un temps nuageux et pluvieux s'installe sur la France.

La tramontane se lève le soir. Sur les autres régions, les nuages et les éclaircies alternent rapidement. Nous pourrions profiter de belles éclaircies. Toutefois les nuages se feront de temps en temps plus menaçants, apportant des averses parfois accompagnées d'orages. Les averses seront plus nombreuses sur la moitié nord. Le matin elles précéderont les côtes atlantiques et de la Manche.

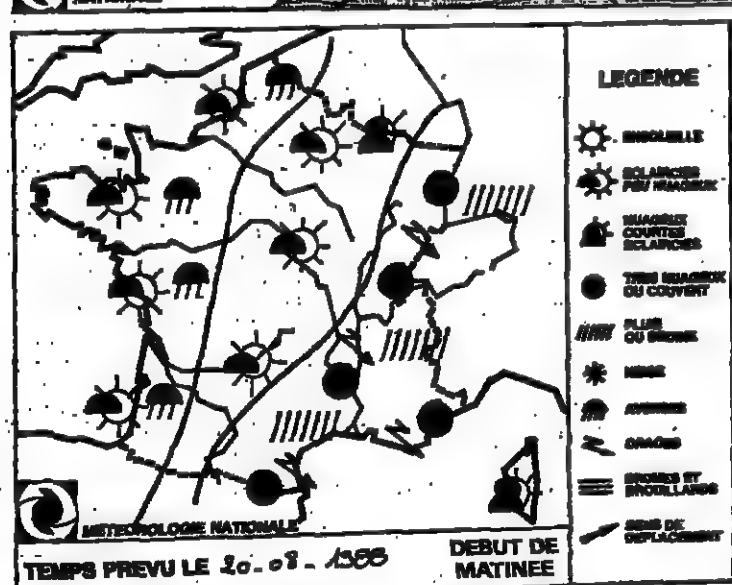
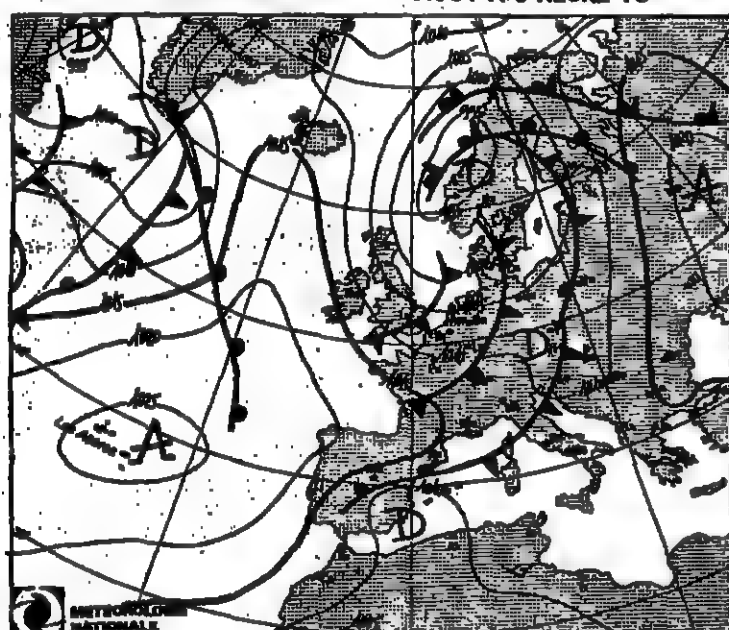
Le vent d'ouest soufflera fort le matin sur les côtes de la Bretagne au nord. Au cours de la journée, les rafales de vent atteindront de 30 à 50 km/h soufflant temporairement sur la majorité du pays.

Dimanche : ensoleillé sur l'Ouest et le Sud - quelques averses dans l'Est.

La journée débitera sous un ciel très changeant où nuages et éclaircies se succéderont rapidement. Des averses se produiront principalement près des côtes atlantiques et de la Manche. Le vent de nord-ouest sera modéré à assez fort. Quelques orages éclateront encore en Corse.

Peu à peu le soleil reprendra ses droits. L'amélioration débitera par l'ouest du pays, et les averses régresseront.

PRÉVISIONS POUR LE 21 AOÛT À 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés		le 18-08-1988 à 6 heures TU et le 19-08-1988 à 6 heures TU	
FRANCE			
ALGER	20 19 D	TOULON	24 18 P
BARCELONE	27 16 N	TORONTO	22 16 D
BORDAUX	20 15 N	PORT-AU-PRINCE	32 23 D
BREST	19 14 A	ALGER	32 19 D
CLERMONT-FERRAND	23 15 N	AMSTERDAM	27 17 P
LYON	20 18 N	ATHÈNES	34 25 D
MARSEILLE	22 19 N	BANGKOK	32 27 C
NANTES	20 16 N	BARCELONE	31 28 D
PARIS	20 16 N	BERLIN	28 13 D
STRASBOURG	20 16 N	BELGRADE	23 13 D
		BIRMIINGHAM	29 17 P
		BOGOTA	34 24 N
		COPENHAGUE	20 14 N
		DAKAR	27 24 O
		DELHI	36 26 P
		DURBAN	31 15 D
		GENÈVE	28 24 D
		HONGKONG	29 21 D
		ISTANBUL	29 21 D
		JERUSALEM	29 21 D
		LES ANGOLES	27 20 C
		LONDRES	26 17 P
		LOS ANGELES	27 16 D
		LIÉGE	27 16 C
		MAURICE	36 19 D
		MADAGASCAR	30 21 D
		MEXICO	30 22 D
		MILAN	32 20 D
		MONTREAL	25 18 D
		MOSCOU	19 14 A
		NAIROBI	28 15 P
		NEW-YORK	32 21 D
		OSLO	21 14 P
		PALM-SPRING	33 18 D
		PARIS	30 20 D
		PRAGUE	24 18 D
		ROME	33 20 D
		SINGAPOUR	30 25 A
		STOCKHOLM	19 11 C
		TOKYO	22 13 D
		TORONTO	25 22 D
		VALENCE	29 19 D
		VIENNE	27 14 D

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Les affranchissements mécaniques

Le courrier qui arrive dans votre boîte aux lettres est de moins en moins timbré. Courrier d'entreprise, plus administratif : à la place du timbre, une marque rouge affectée d'une valeur (le montant du port), du lieu, de la date de dépôt du pli et parfois accompagnée sur sa gauche d'une illustration qui vante les mérites de la firme d'où est partie la lettre.

En effet, une lettre peut être affranchie mécaniquement. On parle alors d'« empreinte de machine à affranchir ». Les initiales, qui les collectionneurs, les nomment EMA.

Les premières machines à affranchir furent mises en service en Nouvelle-Zélande en 1904. La Norvège suivit, la même année. En France, la première utilisation d'une telle machine date du 26 mai 1924.

Aujourd'hui, soit pour gagner du temps, soit pour ne plus voir disparaître les timbres à des fins personnelles, les postes et les entreprises du monde entier ont recours à l'affranchissement mécanique du courrier.

Tout l'art de l'animateur d'EMA réside dans l'identification des machines, fabriquées, par exemple, par Havas, Satas, ou Alcatel.

Les machines des guichets des bureaux de poste entrent dans une première catégorie. Elles impriment parfois directement sur l'enveloppe qui leur est confiée la marque rouge

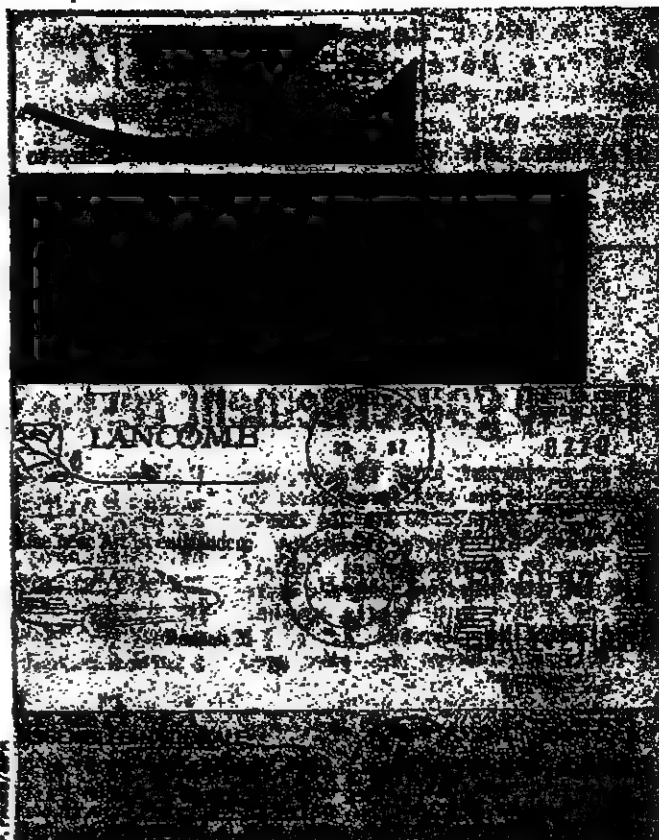
qui permet ensuite au pli d'être acheminé. Mais, le plus souvent, elles débloquent une vignette, blanche ou bleutée, sur laquelle se détache en rouge les indications de service habituelles (port, date, lieu, numéro de machine), ensuite collée sur l'enveloppe par le préposé.

Les empreintes de machines d'entreprises entrent dans une seconde catégorie. Au-delà de leur aspect technique et topographique, les philatélistes mécaniques s'intéressent aux illustrations qui les accompagnent : automobiles, agriculture, aéronautique, etc., sont très recherchées. La poste contrôle le débit de ces machines. Il existe enfin des empreintes de machines en démonstration ou à l'essai (valeur fictive : 0 F) et des empreintes « spécimens ».

P. J.

★ Pour en savoir plus : Association des collectionneurs d'empreintes de machines à affranchir (ACEMA), M. Bernadette, La Vigne, Bourg-d'Ouche, 33500 Guichon. « A propos d'EMA », Rémi Corbeau dans la Philatélie thématique d'avril 1987 (Association de philatélie thématique, 51 bis, rue Pasteur, 92330 Sceaux).

Bibliographie réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Cassini, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-39-36.



Empreintes de machines à affranchir (de haut en bas) : vignette de matériel ordinaire de guichet, marque allemande, marque française, marque suisse et empreinte de l'Assemblée nationale.

VACANCES

Dix mille enfants à la mer

Dix mille enfants de l'île-de-France et du Nord-Pas-de-Calais ont passé le jeudi 18 août sur le plage de Malo-les-Bains, près de Dunkerque, grâce au Secours populaire français. Encadrés par mille cinq cents bénévoles, ces « oubliés des vacances » ont profité de la mer, que beaucoup n'avaient jamais vue. Ils ont pu s'initier à la planche à voile, au ski nautique et au parachutisme ascensionnel. Le Secours populaire a organisé cette opération dans le cadre de sa campagne « Pour que l'été n'oublie personne », dont l'objectif est d'offrir sept cent mille journées de vacances à l'enfance défavorisée. Des enfants d'Auvergne découvriront La Gruau-Roi dans le Gard, ceux du Languedoc-Roussillon visiteront les gorges du Tarn, et leurs camarades de Franche-Comté iront au zoo de Mulhouse.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 19 août 1988 :

UN DÉCRET

● N° 88-579 du 17 août 1988 portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative aux enfants issus de couples mixtes séparés franco-algériens faite à Alger le 21 juin 1988.

UN ARRÊTÉ

● Du 12 août 1988 relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1988/10.

DES LISTES

● Des élèves ayant obtenu le diplôme d'ingénieur des techniques des industries agricoles et alimentaires de l'Ecole nationale d'ingénieurs des techniques des industries agricoles et alimentaires de Nantes.

● Des élèves de l'Institut supérieur d'agriculture de Lille ayant obtenu le diplôme d'ingénieur en agriculture.

L'OTO		Tirage du 17 août 1988	
60	44	23	31
539 380 000 F			
54 400 000 F			
3 830 000 F			
70 000 F			
7 000 F			

Le Carnet du Monde

Décès

— Elodie Blanc, 20 ans, née le 24 janvier 1968, épouse de Michel Blanc-Richard et Gérard Blanc, ses parents, M. et M^{me} Maurice Richard, M. et M^{me} Georges Blanc, ses grands-parents, Les familles Blanc, Bergeron, Charignon, Duand, ont la douleur de faire part du décès de

Franck BLANC,

survenu accidentellement dans sa dix-huitième année, le 11 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 16 août, à Grenoble.

3 ter, rue Bellevue, 78230 Le Pecq, 7, rue Paul-Chénal, 38100 Grenoble. Le Sorbier, Pierre-Crochet, 30140 Adzéville.

— M. le docteur Marcel Fille et M^{me} le docteur Eugénie Fille, née Richard de Laporte, M. le docteur Pierre Fille, M. et M^{me} Marc Fille et leurs enfants, Les familles parentes et alliées, font part du décès de

Clair FILLU,

née le 24 janvier 1959,

survenue le 6 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Une messe sera célébrée le vendredi 2 septembre, à 12 heures, en la chapelle de l'hôpital Richard, 78, boulevard de la Reine, à Versailles.

— Sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part de la disparition accidentelle de

Isabelle GARCIA de la ROSA,

Les obsèques ont eu lieu le 13 août 1988.

Route de l'Eglise, 38550 Jarry.

— M^{me} Françoise Gorge, son épouse, Caroline et Mathieu, ses enfants, Toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Claude GORGE,

survenue le 10 août 1988.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église de La Membrolle-sur-Choisille, le 16 août 1988, dans la plus stricte intimité.

5, allée de l'Alouette, 37290 La Membrolle-sur-Choisille.

— Le conseil de surveillance, La direction, Et tout le personnel de Mémorial de l'Inde, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond JUVANON,

directeur commercial, membre du conseil,

survenue le 15 août 1988, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Ses obsèques ont eu lieu le jeudi 18 août 1988, à Créches-sur-Saône.

— M^{me} Marie-Joséphine Théry, son épouse, M. et M^{me} Jean-François Théry, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Marie-Anne Frey, et ses enfants, M. et M^{me} Jacques Toulon, et leur fille, M. et M^{me} Jean-Louis Sere et leurs enfants, Tous ses alliés, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

Lucien THÉRY,

architecte-décorateur, ancien élève de l'Ecole Beaulieu,

survenue à Crozon (Finistère), le 13 août 1988, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu à Crozon, le 16 août, dans l'intimité. Un service religieux sera célébré en septembre dans sa paroisse paroissiale.

8, rue Antoine-Rocher, 75016 Paris.

— Le 1^{er} septembre 1980, partait pour l'Orient Éternel notre bien-aimé

Jean BRENIER.

Une pensée est demandée par son épouse inépuisable à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

— Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se rappellent.

Micheline MARTIN-WAMBERG,

décédée le 19 août 1985.

— Il y a quinze ans disparaissait

Olivier de PIERREBOURG,

compagnon de la Libération, député de la Creuse, maître de Guéret.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

Anniversaires

— Le 1^{er} septembre 1980, partait pour l'Orient Éternel notre bien-aimé

Jean BRENIER.

Une pensée est demandée par son épouse inépuisable à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

— Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se rappellent.

Micheline MARTIN-WAMBERG,

décédée le 19 août 1985.

— Il y a quinze ans disparaissait

Olivier de PIERREBOURG,

compagnon de la Libération, député de la Creuse, maître de Guéret.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Médecine

Contre la calvitie

Le minoxidil commercialisé aux États-Unis

Aux États-Unis, la FDA (Food and Drug Administration) vient d'approuver la commercialisation d'une lotion à base de minoxidil destinée à lutter contre la forme la plus commune de la calvitie, ou « calvitie androgénique ». Produite par les laboratoires Upjohn, ce médicament est déjà commercialisé dans quarante-cinq pays, dont la France, où près de neuf millions de personnes seraient concernées.

Le minoxidil était à l'origine, un médicament de l'hypertension artérielle. C'est en constatant que cette substance stimulait la pousse des poils et des cheveux que les chercheurs ont décidé de l'utiliser à des fins cosmétologiques. En raison de ses possibles effets secondaires, ce produit n'est délivré que sur prescription médicale.

L'OTO		Tirage du 17 août 1988	
60	44	23	31
539 380 000 F			
54 400 000 F			
3 830 000 F			
70 000 F			
7 000 F			

Économie

AFFAIRES

Naissance d'un numéro un mondial

L'américain Whirlpool va prendre le contrôle de l'électroménager de Philips

Electrolux va perdre son rang de numéro un mondial de l'électroménager. Sur ce marché difficile, jusqu'ici closé en grands marchés continentaux, c'est un ensemble américano-européen qui va détrôner le géant suédois. Le plus gros fabricant d'outre-Atlantique, Whirlpool, vient en effet d'annoncer la formation d'une société commune avec le néerlandais Philips.

Dans un communiqué publié jeudi 18 août à New-York, Whirlpool souligne que cette entreprise conjointe sera chargée de fabriquer et vendre des

appareils sous la marque Philips (machines à laver, réfrigérateurs, congélateurs, fours à micro-ondes). Elle représentera un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de dollars. L'ensemble formé par la firme américaine et sa filiale, basée aux Pays-Bas, pèsera environ 6 milliards de dollars.

Déjà, au début de l'année, les deux entreprises avaient tenté un rapprochement, mais les négociations avaient échoué. Cette fois, l'opération se décomposera en deux étapes. Dans un premier temps, Whirlpool versera 470 millions de dollars à Philips pour détenir 53 % de la nouvelle entité : 350 millions à la signature de l'accord et 120 millions au bout de trois ans. Si à cette époque Philips décide de se défaire totalement du marché de l'électroménager, Whirlpool lui versera 470 millions de dollars au lieu de 120 millions, et deviendra le seul propriétaire de l'ensemble.

La nouvelle entreprise emploiera les quatre-vingt mille salariés de la division électroménager de Philips regroupés essentiellement dans deux usines : à Milan et Stuttgart. Les deux firmes ont d'ores et déjà approuvé la transaction qui doit encore obtenir le feu vert des autorités européennes. L'accord pourrait être officiel dès le 1^{er} janvier 1989.

Pour Whirlpool cette opération illustre un axe stratégique important :

prendre pied sur le marché européen avant l'échéance de 1992. Déjà très fort aux États-Unis, il a en avril dernier été élu champion, face à General Electric, dans la bataille pour prendre le contrôle de Roper (700 millions de dollars de chiffre d'affaires dans les appareils de cuisine et les tondeuses).

Un tournant

Le conflit-faillite entre GE et Whirlpool dure près de trois mois. L'enjeu était important. Pour GE qui s'est défilé de sa division « produits bruns » (téléviseurs, hi-fi...) il représentait un nouveau développement sur le marché des « produits blancs » (machines à laver, réfrigérateurs...). Pour Whirlpool, principal fournisseur du plus gros distributeur américain, Sears, Roebuck, il s'agissait de prendre le contrôle d'un autre fournisseur important de cette chaîne. En avril, GE obtint (pour 470 millions de dollars) le contrôle de l'usine industrielle de Roper... et Whirlpool se put obtenir que le droit d'utiliser la marque. Les deux grands constructeurs se retrouvaient pratiquement au coude à coude sur le marché américain et pour Whirlpool il fallait trouver d'urgence un autre axe de développement. Ce sera l'Europe.

Pour se développer sur ce marché avant l'échéance 1992, la firme américaine n'avait d'autre choix que de s'allier avec un grand européen du so-

teur. Le marché mondial de l'électroménager n'est pas en effet propice aux exportations (sauf sur le créneau des fours à micro-ondes), chaque territoire de consommation ayant ses caractéristiques propres. L'accord avec Philips permet à Whirlpool, dont les marques Kitchenaid, Sears, Kenmore ou Roper sont quasiment inconnues sur le Vieux Continent, de franchir un pas de plus dans sa stratégie mondiale. Déjà il est présent sur les marchés sud-américains au travers de trois entreprises brésiliennes, et dans l'esprit de son grand patron, David R. Whitman, il n'est de salut que dans une approche mondiale de ce marché.

Plus généralement l'achat de Roper par G.E. et l'accord Whirlpool-Philips marquent un tournant dans ce secteur. Les entreprises américaines, comme les grands européens (Electrolux, Ariston...) semblent bien décidées à jouer l'effet de taille pour contraindre les « concurrents » dynamiques, tels les japonais, les coréens ou les petits fabricants d'Europe de l'Est spécialistes du dumping. Alors que le secteur de l'électronique grand public (Hi-Fi, TV...) est d'ores et déjà perdu pour les fabricants d'outre-Atlantique, celui des appareils ménagers s'organise pour résister.

DIDER POURQUERY.

Restructuration dans les services informatiques

CCMC entre dans la galaxie Thomson

Après neuf mois de remue-ménage autour de son actionnariat, le sort de CCMC est scellé : l'entreprise de services informatiques, chef de file sur le très juteux marché des logiciels pour experts comptables, quitte le giron de la Société générale pour entrer dans la galaxie Thomson. Concept SA, détenue à 34 % par la BATIF Développement, elle-même sous-filiale de Thomson, devait annoncer, le vendredi 19 août, qu'elle prenait une large majorité (entre 50 % et 57 %) dans son capital.

CCMC avait défrayé, malgré elle, la chronique il y a près d'un an : au lendemain du krach boursier d'octobre 1987, cette société - véritable institution dans la profession - faisait l'objet d'une attaque à la hussarde d'une de ses concurrentes, la Compagnie européenne de gestion pour l'informatique décentralisée (CEGID). Dynamique, quatre fois plus petite que la CCMC, la CEGID travaillait dans le même marché que sa rivale et a pour patron un homme souvent comparé à Bernard Tapie dans la région Rhône-Alpes, M. Michel Aulas, également président du club de football l'Olympique lyonnais.

M. Aulas n'était pourtant son offre publique d'échange et, confronté à l'opposition farouche des action-

naires de CCMC (épaulés à l'occasion par la Garantie mutuelle des fonctionnaires), il devait se contenter d'une participation de 27,6 % sans obtenir aucun poste d'administrateur. La question était de savoir comment les choses allaient évoluer. M. Aulas voyant son argent (190 millions de francs) bloqué et ses espoirs de constituer un groupe européen dans son domaine envolés. Aujourd'hui, les choses sont réglées : M. Aulas vend sa participation à 1300 F l'action environ. Plus instable, la Société générale se désengage largement pour ne garder que 10 % du capital environ, la GME en conservant environ 5 %.

Concept SA, le nouvel actionnaire, est une société ambitieuse : bien que plus petite avec ses 195 millions de francs de chiffre d'affaires que la CCMC (951 millions), elle est le numéro un de la gestion financière informatisée et projette de doubler son chiffre d'affaires en 1988. Elle dispose pour cela du soutien de son principal actionnaire, la BATIF Développement, filiale de la banque de Thomson, qui assure réaliser dans cette affaire une opération de « capital risque ».

F. V.

Un géant contesté

Basé à Benton-Harbor, dans le Michigan, Whirlpool est le plus gros fabricant américain de réfrigérateurs, congélateurs, machines à laver et sèche-linge. Il commercialise également une gamme d'appareils d'air conditionné et de cuisinières. Pour les douze mois de 1987, il a réalisé un chiffre d'affaires de 4,779 milliards de dollars (en hausse de 4 %) et des bénéfices de 181 millions de dollars (en baisse de 9 % par rapport à 1986). Whirlpool emploie 31 000 salariés.

Les performances du géant sont plutôt moins bonnes que celles de l'ensemble du secteur, qui a connu en 1987 aux États-Unis une progression des ventes de 12 %. Pour le premier semestre 1988, cette contreperformance se confirme : son chiffre d'affaires semestriel de 2,2 milliards de dollars représente une progression d'à peine 5 % (contre 10 % pour le secteur) et ses profits pour cette période atteignent 74,6 millions de dollars, en chute de 22 %. Les dirigeants de Whirlpool expliquent ces mauvais chiffres par la baisse de la construction de maisons neuves aux États-Unis, qui touche plus durement le numéro un de l'équipement ménager.

Depuis quelques temps, des rumeurs circulent à propos d'une éventuelle OPA sur Whirlpool, qui dut en mai (après son échec sur Roper) adopter des mesures de protection de son capital. Avec l'accroissement très important de son endettement, nécessaire pour financer la « joint-venture » avec Philips, cette menace d'OPA semble désamorcée.

Les ventes de haute technologie

Les centraux téléphoniques pourront être exportés vers l'Est

Bonne nouvelle pour les fabricants occidentaux de matériel téléphonique et d'informatique. A compter du 15 septembre prochain, ils pourront exporter librement vers les pays de l'Est un certain nombre de matériels jusqu'ici considérés comme « sensibles » et étroitement surveillés par le comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations (COCOM), organisme chargé de la surveillance des ventes de produits de haute technologie vers l'Est, qui réunit tous les pays de l'OTAN (moins l'Islande et avec le Japon), vient en effet, comme tous les ans, de réviser la liste des produits « sensibles » soumis à sa vigilance. Cette année la révision a porté sur l'essentiel sur le secteur des télécommunications et sur la micro-informatique, indiquant-on de source diplomatique française.

Le COCOM a décidé de sortir de la liste des produits soumis au contrôle normal - obligeant l'exportateur à signaler la vente à tous les pays membres du COCOM - les centraux téléphoniques « banalisés », c'est-à-dire ceux en fonctionnement à l'Ouest depuis 1984, ainsi que les microordinateurs. Désormais, ces matériels ne seront plus soumis qu'à un « contrôle allégé » effectué par les autorités du pays exportateur.

Par ailleurs, le COCOM a décidé récemment d'assouplir les restrictions portant sur la vente à la Chine de neuf articles, dont la liste n'a pas été encore officiellement communiquée à Pékin, mais qui, selon le *China Daily*, comprendrait entre autres des ordinateurs de bureau, des composants laser, et des équipements de télécommunication en fibre optique. La liste complète sera

La firme d'Eindhoven veut se recentrer sur l'électronique

Le retrait de Philips de l'activité électroménager ne constitue pas vraiment une surprise. Le géant néerlandais n'est plus aussi florissant qu'il le fut. Plus exposé que d'autres aux à-coups de la conjoncture en raison de la trop grande diversité de ses activités (électronique, matériel grand public, bureautique, composants...), ses résultats ont été inégaux ces dernières années. Pour 1987, son bénéfice net consolidé (818 millions de florins, soit 2,4 milliards de francs) avait baissé de 19 %. Au 30 juin dernier, la firme d'Eindhoven annonçait une nouvelle chute (-20 %) de ses profits. Les sévères mesures de restructuration mises en œuvre depuis quelques mois, avec la suppression de 20 000 emplois sur un total de 336 700, coïncident d'ailleurs avec la réalisation d'économies substantielles. De plus, le groupe a enregistré des pertes de changes assez lourdes avec le repli du dollar.

En juillet dernier, un membre du conseil de Philips, M. H. Appelo, sans doute pour calmer un peu les appréhensions des actionnaires, avait insisté sur le fait que l'entreprise de 1988 un bénéfice du même ordre de grandeur que le précédent, grâce à la réalisation de plus-values dont il avait

toutefois refusé de révéler l'origine. M. Appelo n'avait pas révoqué la possibilité que celles-ci proviennent de la cession de participations.

Dans l'électroménager, Philips n'arrive qu'en sixième rang mondial. Le groupe a donc probablement jugé qu'il n'était pas assez mûr pour se hisser à la hauteur des plus grands, comme Electrolux, pour obtenir les réductions de coûts suffisantes. Difficile aussi pour lui de couvrir plusieurs lignes à la fois. La stratégie de recentrage sur les grands métiers de l'électronique (téléviseurs, hi-fi, magnétoscopes...), pas encore payante avec l'érosion des prix, mobilise toute son attention et une bonne partie des investissements. Les États-Unis, avec leur immense marché, sont en particulier l'objet de la convoitise de la direction générale. La restructuration et la solide reprise en main de la filiale américaine témoignent de la volonté du groupe de se redéployer au Nouveau Monde.

Philips est déjà le troisième producteur de téléviseurs outre-Atlantique avec près de 10 % du marché. Son rêve : devenir le premier en couplant le français Thomson Consumer Electronics (23 %). Il y a, pour y parvenir, un moyen : racheter Zenith (14,5 % du marché), le dernier fabricant américain de téléviseurs qui est à vendre.

Les candidats sont nombreux et, pour emporter l'affaire, Philips n'a pas trop des 470 millions de dollars encaissés pour ses appareils ménagers. Pour atteindre au début de la prochaine décennie 90 milliards de florins de chiffre d'affaires, Philips doit pouvoir compter sur le marché américain.

A. D.

Les Cadets à la plage

DEAUVILLE
de notre envoyé spécial

Avec son coup de soleil, son bob et son tee-shirt bardés de slogans publicitaires, Jean-Marc porte ornément la panoplie du parfait « gentil organisateur » prêt à l'action. Il n'a rien à vendre, mais doit faire découvrir l'existence de l'association Cadets-Entreprise. Pour cela, il happe les adolescents qui filent dans le village de nuit aménagé à Deauville, pour « donner des couleurs à l'entreprise ».

« Avez-vous déjà entendu parler de nous ? », demande-t-il à un jeune homme au maillot de bain jaune citron. Sans attendre la réponse, il entonne précipitamment son couplet : « Nous sommes une association de lycéens et d'étudiants, fondée il y a plus d'un an, qui rassemble déjà près de trois cents personnes dans septante-cinq unités sur toute la France. Notre objectif est de faire se rencontrer les jeunes et les entreprises. Alors, pendant le mois d'août, nous organisons une tournée des plages dans plus de vingt-cinq villes balnéaires d'Europe, pour nous faire connaître et rencontrer des décideurs. Ça vous intéresse ? », interroge-t-il à bout de souffle. « Oui, c'est sympathique », bredouille son interlocuteur égaré chez ces Cadets, parce qu'il avait vu un mini-practice de golf. Deux ques-

tions, trois minutes, et le « client » repart avec un prospectus à la main.

La technique de recrutement des nouveaux adeptes est simple. Appliquée par le mini-golf, les accotés à gagner au stand MBK ou le Toning - un nouveau jeu mariant les règles du football, du tennis et du volley mis au point par Patrick Kotelnicki, vingt et un ans, - le vacancier se fait attirer par les VRP de Cadets-Entreprise, qui vantent les mérites des sociétés participant cette ronde estivale.

Dix mille stages d'été

Abrutés dans des mini-tournois blanches, les sponsors veulent montrer qu'ils proposent des produits attractifs, des débouchés intéressants pour les jeunes et épouser leur image de marque. Anne, cadette enthousiaste hôteesse du stand Sélection du Reader's Digest, l'avoue sans peine : « Je fais découvrir Sélection sous un autre angle en précisant que, dans le catalogue des productions de la maison, il n'y a pas que le manuel, section au module AGF, où M^{lle} Juraville fait passer des tests d'embauche sur ordinateur : « Notre stratégie de recrutement vise les jeunes, nous essayons de les convaincre que les assurances

ne sont pas de vieux tireurs de sonnettes poussiéreuses. L'initiative des Cadets correspond tout à fait à cette cible. »

Nicolas Morel, le fondateur de Cadet-Entreprise, confirme : « Les entreprises ont compris que, pour faire passer leur message auprès des jeunes, il fallait utiliser les journaux. » Et les « décideurs », comme on aime les appeler dans l'association, accordent de plus en plus de confiance au dynamisme des Cadets, dont la notoriété s'accroît aussi bien dans les grandes sociétés que dans les PME. A tel point que l'association a réussi à offrir dix mille stages en entreprise cet été. « Et pas des stages derrière une photocopieuse », assure Véronique, une étudiante en BTS de publicité.

Tous ces jeunes ressentent leur démarche comme un « plus » dans le cursus scolaire. « En première ou en terminale, nous avons peu de contacts avec le monde du travail, se plaint Florent, le Cadet de Poitiers. Participer à cette association sert de formation complémentaire, à la fois professionnelle et personnelle. Et puis cela nous oblige à acquérir un minimum de confiance en nous, tout en s'amusant. »

THÉRIER BILLARD.

★ Le 20 août à San-Sebastien en Espagne, le 21 au Cap-d'Agde, le 22 à la Grande-Motte, le 23 à Hyères, le 24 à Fréjus, le 27 à Antibes et à Nice, et le 28 à San-Remo en Italie.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le rapport du comité de décentralisation

L'hypertrophie d'emplois de bureau en Ile-de-France est un danger pour l'ensemble du pays

M. Jacques Voisard a rendu public, le vendredi 19 août, le rapport 1987 du comité de décentralisation à la présidence duquel il avait été nommé par M. Jacques Chirac et M. Pierre Méhaignerie, ancien ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire. Cet organisme de seize membres, dont huit représentants de l'Etat, a pour mission d'examiner les dossiers qui lui présentent les ministères, les organes privés et les entreprises qui veulent occuper ou

faire construire de nouveaux locaux ou des entrepôts dans la région Ile-de-France.

Ces organismes doivent recevoir l'agrément des pouvoirs publics (au-delà d'un certain seuil de mètres carrés) et compenser ces extensions en région parisienne par des créations d'activités et d'emplois en province. De ce fait, le comité prend place parmi les outils essentiels de la politique d'aménagement du territoire.

M. Jacques Voisard tire la sonnette d'alarme : la concentration des activités et des emplois sur l'Ile-de-France prend des proportions dangereuses. De plus, on assiste à un double déséquilibre : la région parisienne devient de plus en plus un « haut lieu » d'emplois du secteur tertiaire alors que les grandes entreprises lorsqu'elles doivent se restructurer (par exemple l'automobile) ferment en priorité leurs établissements parisiens et, second phénomène, l'Ouest de l'Ile-de-France attire de plus en plus de bureaux et de fonctions « d'état-major » des sociétés.

En 1987, le comité a autorisé 2 560 000 mètres carrés de bureaux en Ile-de-France au lieu de 1 736 000 en 1986 soit une progression de 47 %.

En termes d'emplois (relevant du secteur tertiaire), ces autorisations de construction représentent, à court terme, environ 60 000 postes de travail dont 45 % pour le seul département des Hauts-de-Seine où est située la Défense. En comparaison, dans les vingt et une autres régions françaises,

ne sont programmés que 12 000 emplois tertiaires.

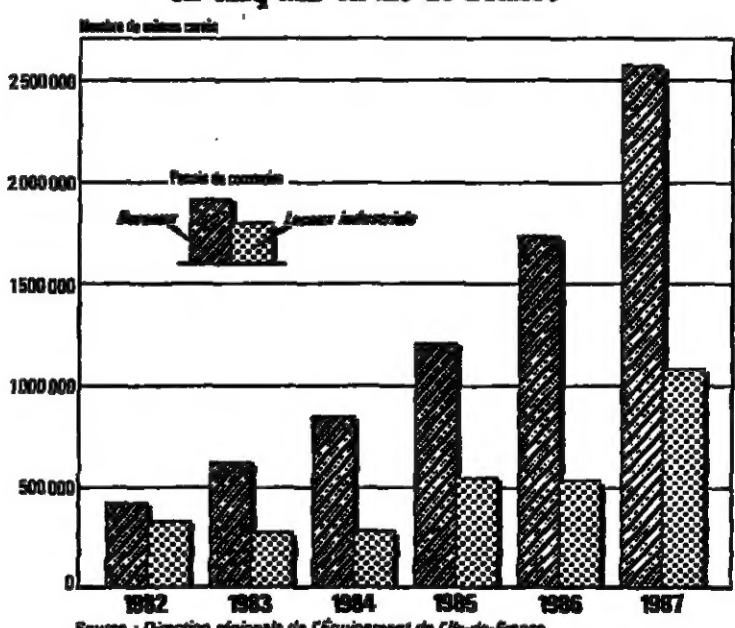
C'est donc, selon M. Jacques Voisard, une sorte de « scénario de l'insupportable » qui se prépare si l'on n'y prend garde car la tendance des derniers mois corrobore celle de 1987. Vingt ans de politique tenace (avec des fortunes diverses) pour rééquilibrer les activités sur l'ensemble du territoire seraient alors anéantis. Est-il souhaitable que, à l'horizon de l'an 2000, les 4/5 des nouveaux emplois tertiaires (bureau, recherche, état-major, laboratoires, services aux entreprises, banques, assurances, etc.) soient concen-

trés dans un étroit territoire au bénéfice de cinquante seulement de la population active de l'ensemble du pays ?

Exemple, selon M. Voisard, qui n'hésite pas à avancer des solutions drastiques. Par ses interventions budgétaires, par ses subventions aux entreprises nationales, l'Etat favorise énormément la région parisienne et le consommateur de cette région ne paie pas les services, notamment les transports, à leur juste prix. C'est pourquoi il ne faut pas hésiter, « dans le cadre d'une régionalisation véritable du budget de l'Etat » à réduire les subventions attribuées à la RATP et à la SNCF banlieusarde, à introduire des péages sur les autoroutes urbaines, à relever le prix de la carte orange.

Des propositions qui « n'y vont pas par quatre chemins » et qui vont mettre le gouvernement et, notamment MM. Faurex et Chérèque, responsables de l'aménagement du territoire, devant ses responsabilités.

Les nouvelles surfaces multipliées par six en cinq ans en Ile-de-France



très dans un étroit territoire au bénéfice de cinquante seulement de la population active de l'ensemble du pays ?

Redistribution fiscale

Analysant les raisons de cette frénésie immobilière, M. Voisard propose de revenir sur la réglementation trop libérale issue d'un décret du 14 janvier 1985 : à l'époque, Gaston Defferre, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, avait supprimé l'agrément pour les « bureaux en blanc » (c'est-à-dire sans affectation précise au moment de leur construction). M. Voisard suggère aussi aux pouvoirs publics d'instituer une taxe annuelle significative, de 4000 à 6000 F le mètre carré (1), sur l'ensemble des nouveaux bureaux de l'Ouest parisien susceptibles d'alimenter un fonds d'aide à la décentralisation pour le soutien aux investissements immobiliers en province. Une mesure qui risque, évidemment, de provoquer la colère des pro-

professionnels de l'immobilier et des élus de cette partie de l'Ile-de-France. Enfin, au plan fiscal, le président du comité de décentralisation estime qu'il est urgent d'opérer une « redistribution », notamment de la taxe professionnelle, pour « mettre fin aux disparités entre communes ». Pour simplifier, les villes riches (parce que denses en bureaux) de l'Ouest devraient reverser une part de leurs ressources aux communes moins fortunées des autres zones de l'Ile-de-France qui doivent - et c'est coûteux - édifier des logements.

Enfin, l'Etat lui-même doit donner

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Au lieu de 200 F à 900 F le mètre carré, selon les zones, depuis le 9 septembre 1987. Le produit de la redevance est intégralement versé à la région Ile-de-France.

Renseignements publiés
Le Monde
AFFAIRES
Tél. : 45-55-91-82
poste 4180 ou 4107

Marchés financiers

BOURSE DU 18 AOUT

**Cours relevés
à 17 h 30**

[illegible]**Comptant** (sélection)

SICAV

18/8

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachat net
Obligations																				
Emp. 6,80 % 77	136 60	2 122	Chambéry (M.)	878		Loire Vallée	587	599	Toutat-Astier	189 80		A.A.A.	835 51	918 11	France Régions	984 80	999 21	Financière Penale	1721 81	1687 76
8,00 % 78/83	103 70	1 020	Changres (M.)	140 10	144	Loiret (S.M.)	1700	1700	Toutat-Astier	362	362	Actia	210 70	205 06	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	370 50	570
10,80 % 79/84	105 06	10 328	C.I.C. (Paris) (M.)	180		Loiret (S.M.)	1250	1250	U.A.P.	513	520	Actia	415	415 57	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	289 94	248 86
12,25 % 82/80	108 56	2 785	C.I.C. Méditerranée	885	800	Loiret (S.M.)	105	105	U.A.P.	284	284	Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
10,80 % 81/86	102 30	8 182	C.I.C. Méditerranée	2300	2300	Magasinier Unipac	130	131	U.T.A.	1376	1400	Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
12,25 % 82/80	116 82	9 083	C.I.C. Méditerranée	728		Magasinier Unipac	120	123	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
10 % juin 82	112 95	3 112	C.I.C. Méditerranée	1140	1160	Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
14,80 % jan. 83	113 83	7 183	C.I.C. Méditerranée	304	324	Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
12,40 % oct. 83	118 70	8 080	C.I.C. Méditerranée	321	321	Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
12,20 % oct. 84	111 76	10 533	C.I.C. Méditerranée	210	210	Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
11 % jan. 85	110 70	5 410	C.I.C. Méditerranée	555	589	Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
10,25 % mars 86	106 80	4 488	C.I.C. Méditerranée	136 10		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
ONT 12,75 % 83	158 85		C.I.C. Méditerranée	518	518	Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
ONT 8,50 % 1987	106 85	2 301	C.I.C. Méditerranée	136 10		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
ONT 8,50 % 1988	102 90	5 408	C.I.C. Méditerranée	518	518	Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. Franco 3 %	146 80		C.I.C. Méditerranée	1280	1280	Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T.A.	1584		Actia	437 55	415 14	Food-Associations	27 57	27 57	Fininvest	689 98	629 98
Ch. France 3 %	102 90	1 238	C.I.C. Méditerranée	1075		Maritime P.A.	218	218	U.T											

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

QUARANTE-SEVEN

La vérité sur Prague

P Prague
«...dans cette capitale
des deux millions en 1918
des plus purs, les mil-
lions de l'expansion
scolaire furent mis
à l'écart, tant de
la détermination
végétale et de la qu'il
transformait en la plus
en Europe. Le Est de ré-
un système qui, sans
un caractère socialiste,
accroît un visage hum-
On se souvient qu'il ad-
commissaire du Tchécoslova-
une nouvelle ère voisine,
et, en particulier, au non-
doctrine qui veut en être
de la littérature du camp
de la contradiction avec le
URSS et le courant des
régimes du monde de la
telle que chacun de ses

[illegible][illegible]